VALEURS ACTUELLES – HORS-SÉRIE Nº 36

VALEURSACTUELLES.COM
11,90 €

VALEURS ACTUELLES HORS-SÉRIE

Hitler écolo-nazi

Mussolini socialiste

Mao, icône de la gauche

Staline antisémite

Le match Caligula-Néron

Le vrai bilan de Castro

Saddam Hussein, l'ami de la France

Franco l'Américain

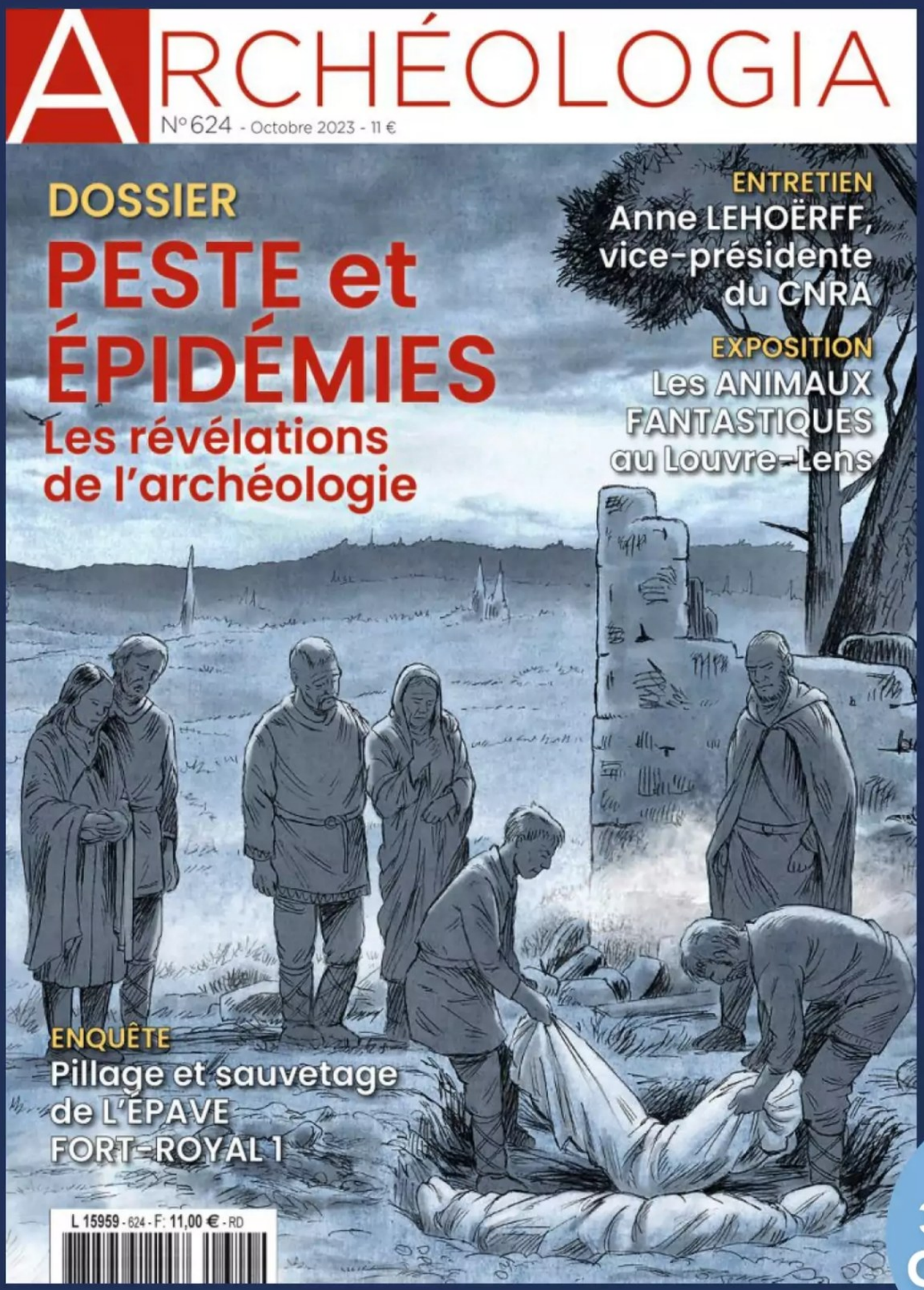
Kadhafi, ses dernières heures…

Les derniers secrets des dictateurs

DOM : 12,9 € - BELUX : 13 € - CH : 18,5 FS - CAN : 18,99 SCA - ESP/GR/ITA/PORT CONT : 12,9 € - MAR : 130 DH - TOM : 1800 XPF - TUN : 21,9 TND

L 16553 - 36 H - F: 11,90 € - RD

AVEC *ARCHÉOLOGIA*, explorez les **MYSTÈRES** du passé



SOIT **3 NUMÉROS OFFERTS**

69€/AN POUR 11 NUMÉROS AU LIEU DE ~~121,00€~~

JE COMMANDE SUR **WWW.FATON.FR**

AVEC LE CODE ARCEXT23

SOMMAIRE

Les dictateurs, ces inconnus
par Arnaud Folch 4
Sous le joug des dictateurs
par Arnaud Folch 6

SECRETS DE DICTATEURS

Hitler, l'écolo-nazi
par Arnaud Folch 14
Les SS musulmans du Führer
par Arnaud Folch 22
"Périclès, le dictateur artiste"
par Jacques Bainville 26
Le match Caligula-Néron
par Arnaud Folch 28
Pavelic, le boucher des Balkans
par Philippe Delorme 34
Papadopoulos, dictateur "made in CIA"
par Philippe Delorme 36
Salazar, le discret
par Jérôme Besnard et Arnaud Folch 38

TYRANS ROUGES

Quand Staline déclarait la guerre aux Juifs
par Arnaud Folch 44
Lénine, l'inventeur du goulag
par Arnaud Folch 50
Tito, la face cachée d'un faux modéré
par Jérôme Besnard 54
Ceausescu, la main du Kremlin
par Jérôme Besnard 56
Enver Hodja, l'Ubu rouge
par Philippe Delorme et Arnaud Folch 60
Les derniers secrets de la Stasi
par Frédéric Pons 64

AMITIÉS PARTICULIÈRES...

Quand Mussolini était socialiste...
par Arnaud Folch et Nicolas Gauthier 70

Franco, le pacte américain
par Arnaud Folch 76
Heureux comme un (futur) dictateur rouge en France
par Jean-Michel Demetz et Michel Gurfinkiel 80
Derrière le FLN... l'islam
par Bruno Larebière 86
Khomeiny, l'ami de la France
par Jérôme Besnard 90
Quand Saddam Hussein était l'allié de la France
par Éric Letty 92
Allende, les vérités cachées
par Arnaud Folch 95
Kadhafi, la mort mystère
par Éric Letty 96

L'INTERNATIONALE DES DICTATEURS

Castro, l'icône sanglante
par Arnaud Folch 102
Le vrai bilan de Mao
par Éric Letty 108
Heureux comme un "mao" en France
par Éric Letty 113
Pol Pot et le "rideau de sang"
par Sabine Dusch 114
Les complices français de Pol Pot
par Sabine Dusch 117
Mugabe, le chasseur de Blancs
par Arnaud Folch 118
Amin Dada, derrière le bouffon, la tragédie
par Maxime Coupeau 120
Duvalier, despote et... sorcier
par Philippe Delorme 122
Femmes de dictateur
par Sabine Dusch 124

Bibliographie 130

CE NUMÉRO COMPORTE UN ENCART BROCHÉ : ABONNEMENT OFFRES HORS-SÉRIE VALEURS ACTUELLES ENTRE LES PAGES 66 ET 67

AVANT-PROPOS

Les dictateurs, ces inconnus

Par Arnaud Folch

Quels points communs entre Hitler, Mussolini, Mao, Tito, Franco, Castro, Amin Dada, Salazar et les autres, auxquels nous consacrons ce hors-série ? Il y en a deux. Le premier, évident, est qu'ils correspondent tous, chacun à leur manière, à la définition que dresse le Larousse du mot "dictateur" : *« Personne qui, à la tête d'un État, détient tous les pouvoirs, les exerçant sans contrôle et de façon autoritaire. »**

Certes pas à la même échelle, tous ces chefs d'État — qu'ils y soient parvenus légalement ou par la force — ont donc disposé à un moment donné entre leurs mains de la quasi-totalité du pouvoir, n'ayant de compte à rendre à aucun parlement ni électeur, ou presque.

Second point commun de tous ces dictateurs: nous en connaissons les noms et grandes lignes de leurs parcours, mais nous ignorons en réalité des pans entiers de leur personnalité et de leurs actes. Pourquoi ? Parce que le portrait qu'a conservé l'Histoire, toujours à grands traits comme ils l'étaient eux-mêmes, et souvent par conformisme, de chacun de ces dictateurs est tout d'un bloc. On en connaît les sombres contours, certes justes, mais on en ignore nombre d'aspects. C'est à ceux-là que nous nous sommes intéressés.

Non que la connaissance de ces aspects méconnus puisse faire évoluer notre jugement global porté sur ces régimes totalitaires, qu'ils soient d'essence de gauche (le plus souvent) ou de droite. Circonstance aggravante: évidemment pas avec les mêmes bilans, ni les mêmes degrés de violences, ces dictateurs violeurs de libertés ont de plus systématiquement purgé, enfermé, torturé, massacré…

Cela, donc, nous le savons. Mais qui sait qu'Hitler était aussi écologiste qu'il était antisémite ? Qu'il y avait des SS musulmans ? Que Mussolini, sur de multiples aspects, est demeuré socialiste ? Qu'entre Caligula et Néron, le plus cruel n'est pas celui qu'on croit ? Que ce n'est pas Staline, mais Lénine, qui est l'inventeur des goulags ? Que Staline, en revanche, avait un plan pour déporter les Juifs ?

Qui sait que le colonel grec Papadopoulos a été formé et soutenu par la CIA ? Que c'est grâce aux États-Unis, aussi, que Franco a pu sortir de son isolement et se maintenir au pouvoir ? Que Castro vivait comme un milliardaire sur une île secrète ? Que Saddam Hussein a été le "meilleur ami" de la France ? Que notre pays a aussi accueilli Pol Pot, et aidé Kadhafi et Khomeiny ? Que derrière le "bouffon" Amin Dada se cache l'un des plus grands criminels africains de l'histoire ? Qu'à l'inverse le discret Salazar, au Portugal, est sans doute le seul dictateur de l'histoire allergique aux discours et aux rassemblements de masse ?

Loin d'être anodins, ces faits, que nous vous présentons, affinent la perception que nous avons de ces moments d'histoire. Ils permettent aussi, souvent, d'éclairer le présent : le pouvoir qui isole et rend fou ; l'éternel aveuglement des élites intellectuelles ; le débat droite-gauche ; l'élaboration du populisme ; le gène du sectarisme dans l'idéologie écologiste ; l'interventionnisme des États-Unis ; les revirements diplomatiques…

Bonne lecture à tous ! ●

"De ces despotes, on connaît les sombres contours, certes justes, mais on en ignore nombre d'aspects. C'est à ceux-là que nous nous sommes intéressés."

** Le mot "dictateur" a été utilisé pour la première fois sous la République de Rome (509 av. J.-C.-27 av. J.-C.) pour désigner le "magistrat extraordinaire" nommé en cas de crise grave par les consuls, et possédant tous les pouvoirs pour six mois maximum.*

Photo de couverture : akg-images

COMMANDEZ LES HORS-SÉRIES DE VALEURS ACTUELLES
VERSION PAPIER OU DIGITALE SUR
boutique.valeursactuelles.com

N°36

Chaque trimestre,
132 pages
consacrées à un seul
dossier qu'il s'agisse
d'histoire, de culture,
de patrimoine,
de géopolitique…

N°18 N°23 N°34

DÉJÀ PARUS :

1. Les secrets de la Bible **7,90 €**
2. Les secrets du Vatican **7,90 €**
3. Les secrets des cathédrales
   > version papier épuisée
4. Les secrets de Versailles **7,90 €**
5. Les secrets de la Terre sainte **7,90 €**
6. Les secrets de la Police **9,90 €**
7. La France mystérieuse **9,90 €**
8. Les secrets des océans **9,90 €**
9. Les maîtres de l'art sacré **9,90 €**
10. Les secrets de l'Élysée **9,90 €**
11. Les secrets des îles **9,90 €**
12. Les secrets de la Russie **9,90 €**
13. Les mystères de Noël **7,90 €**
14. La vraie histoire des colonies
    > version papier épuisée
15. De Gaulle-Pétain, histoires secrètes **9,90 €**
16. Nos ancêtres les Français **9,90 €**
17. Nos soldats ces héros **9,90 €**
18. Le roman noir de la Révolution **9,90 €**
19. La France d'Audiard **9,90 €**
20. La disparition de Jacques Chirac **7,90 €**
21. Algérie française, les vérités interdites **10,90€**
22. Delon-Belmondo, épopée française **10,90€**
23. Les dossiers noirs du communisme **10,90€**
24. La langue française **10,90€**
25. Le goût de la France **10,90€**
26. Le roman vrai de la France **10,90€**
27. La légende du Tour **10,90€**
28. Les écrivains maudits **10,90€**
29. Chrétiens d'Orient et d'ailleurs **10,90€**
30. Guerre d'Algérie, les derniers secrets **10,90€**
31. Russie-Ukraine, l'histoire tragique sous nos yeux **10,90€**
32. Ressusciter le patrimoine français **10,90€**
33. Les Moines, il était une foi **10,90€**
34. L'histoire interdite **10,90€**
35. L'Âge d'or du rire français **10,90€**
36. Les derniers secrets des dictateurs **11,90€**

Hors-séries vendus dans la limite des stocks disponibles.

PROLOGUE

Sous le joug des dictateurs

Aujourd'hui encore, les habitants de 70 % de la surface du globe vivent sous un régime non-démocratique. De ces dictateurs que nous croyons connaître, nous ignorons pourtant des pans entiers. En préambule à notre dossier, abécédaire de faits et de chiffres souvent ignorés.

Par Arnaud Folch

Autarcie

Inventée par Kim Il-sung, le fondateur de de la dynastie communiste de Corée du Nord (1948), l'idéologie dite du "Juche" repose sur l'obsession des *« trois autosuffisances »* : diplomatique (*chaju*), économique (*charip*) et militaire (*chawi*). Dans le "calendrier du Juche", l'an 1 correspond à l'année de naissance du *«Cher Leader »* (1912).

Baïonnettes

Répondant aux ordres de Robespierre, dictateur sous la Terreur *(ci-contre)*, telles étaient les consignes à ses troupes du général bleu Grignon contre les Vendéens, le 17 janvier 1794 : *« Je vous donne l'ordre de livrer aux flammes tout ce qui sera susceptible d'être brûlé, et de passer au fil de la baïonnette tout ce que vous rencontrerez d'habitants sur votre passage. »*

Bombe

Sous Mao, la fabrication de la bombe atomique en Chine a causé

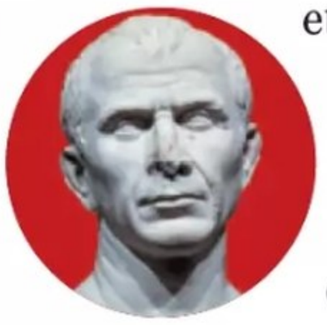
un million de morts, soit… dix fois plus que les deux largages américains sur Hiroshima et Nagasaki (110 000 morts) !

Calendrier

Dictateur du Turkmenistan (1990-2006), Saparmourat Niazov a renommé les jours et les mois de l'année par son nom et ceux de ses proches. Son surnom *« Turkmenbachi »* (*« Chef des Turkmènes »*) a ainsi été donné au mois de janvier, tandis que le patronyme de sa mère (Gurbansoltan Eje) a remplacé celui du mois d'avril.

Célébré

Le magazine américain *Time* a élu plusieurs dictateurs "homme de l'année". Parmi eux : Hitler (1938, 1941, *ci-dessus*), Staline (1939, 1942) et l'ayatollah Khomeiny (1979).



César

C'est du nom de (Jules) César (dictateur de Rome

PHOTOS : AKG-IMAGES - WIKIPEDIA COMMONS (2) - TIME

YOUSUF KARSH/CAMERA PRESS/GAMMA-RAPHO

RECORD DE LONGÉVITÉ AU POUVOIR

49 ans Fidel Castro (Cuba, 1959-2008)
46 ans Kim Il-sung (Corée du Nord, 1948-1994)
42 ans Omar Bongo (Gabon, 1967-2009), **Mouammar Kadhafi** (Libye, 1969-2011) et **Teodoro Obiang** (Guinée équatoriale, 1979-2022)
40 ans Paul Biya (Cameroun, 1982-2022)
38 ans Gnassingbé Eyadema (Togo, 1967-2005)
37 ans Robert Mugabe (Zimbabwe, 1980-2017)
36 ans Francisco Franco (Espagne, 1939-1975) **et Yoweri Museveni** (Ouganda, 1986-2022)
32 ans Mobutu (Zaïre, 1965-1997)
30 ans Omar el-Béchir (Soudan, 1989-2019) et **Hosni Moubarak** (Egypte, 1081-2011)
27 ans Mao Tse Toung (Chine, 1926-1953) et **Staline** (URSS, 1926-1953).

de 49 à 44 avant J. C., *portrait*) que seront issus, plus tard, les mots allemands et russes de « *Kaiser* » et de « *Tsar* ».

Cigares

Sur les près de… 600 tentatives d'assassinat auxquelles Fidel Castro a échappé durant son règne (1959-2016), plusieurs dizaines ont pour origine la CIA. Parmi celles-ci : l'envoi de cigares empoisonnés, de coquillages et de chaussures piégés ou d'une balle de base-ball explosive.

Circulation

Lubie antibritannique du général Bo Ne Win, chef de la junte militaire au pouvoir en Birmanie (1962-1988), ex-colonie du Royaume-Uni : imposer aux automobilistes de désormais conduire à droite… tout en maintenant le volant des voitures du même côté ! S'en suivront des milliers d'accidents. Il faudra attendre 50 ans pour que les volants soient enfin installés à gauche.

Dévastés

Parmi les victimes méconnues de la dictature révolutionnaire en France sous Robespierre : les Juifs. À l'instar des églises et des temples protestants, tous les lieux de cultes sont fermés en 1795. « *À Metz, les synagogues sont dévastées*, rapporte Jean Sévillia dans *Historiquement incorrect* (Perrin, 2003). *En Alsace, les livres hébraïques et les ornements sacrés sont brûlés. Baudot, commissaire de la Convention, réclame la "régénération guillotinière" pour les Juifs qui "mettent la cupidité avant l'amour de la patrie".* »

"Un homme ne court jamais plus vite qu'une balle."

Idi Amin Dada

Devise

C'est sur la base de ses propres initiales que le général Trujillo, dictateur de la République dominicaine (1930-1961), a choisi la devise de son pays : « *Rectitude, Liberté, Travail, Moralité* » (RLTM, pour Rafael Leonidas Trujillo y Molina).

90 %

C'est la part des ouvrages de Kim Il-sung (Corée du Nord, 1912-1994) proposées dans les librairies et bibliothèques de son pays durant son règne.

Discours

Sept heures et 15 minutes : c'est le record de durée d'un discours de Castro, spécialiste en la matière (Cuba, 1998). Battant ainsi de… cinq minutes son précédent record (devant le PC cubain, 1986).

Espions

Selon les aveux de l'ex-membre de la sécurité militaire soviétique Oleg Penkovsky en 1963, plus de la moitié (3 000 sur 5 200) des diplomates soviétiques en poste dans les pays non-communistes à cette époque étaient des espions du KGB.

PICTORIAL PRESS LTD/ALAMY STOCK PHOTO

Famine

Provoquée, notamment, par l'obsession nucléaire de ses dirigeants, la grande famine de Corée du Nord (1994-1997) sous le règne de Kim Jong-il *(ci-dessus)* a entrainé plus de 2 millions de morts – soit 10 % de la population.

Femmes

Sous la Révolution, le pouvoir s'est refusé à accorder le droit de vote et de se faire élire aux femmes. Argument de Marat : « *les femmes ne doivent prendre aucune part aux affaires* ». Pas moins de 370 femmes seront en revanche guillotinées. ➤

PHOTOS : WIKIPEDIA COMMONS (2) - AP/SIPA

LES "BONS CONSEILS" D'ARISTOTE

Dans son ouvrage *La Politique*, ancêtre du célèbre *Prince* de Machiavel, Aristote (384-322 avant J. C.) livre ce "conseil" aux futurs dictateurs :
« Pour maintenir sa puissance, le tyran doit avant tout couper la tête à quiconque lui est supérieur ; il doit exterminer tous les hommes aptes à être des chefs, interdire tous banquets, cercles et sociétés culturelles et se tenir sur ses gardes envers tout ce qui pourrait donner confiance et courage à ses concitoyens. »

Hackers

La Corée du Nord dispose de 1 600 à 6 000 hackers recrutés par le pouvoir. Leurs piratages et chantages rapporteraient près de 1 milliard de dollars par an au pays.

Insulte

Pourchassant les homosexuels, le dictateur paraguayen Alfredo Stroessner (1912-2006, *ci-contre*) fit procéder à une rafle de 108 *« hommes déviants »*, dont la liste a été publiée. Ce nombre est devenu une insulte homophobe dans le pays, au point que la plupart des hôtels n'avaient pas de chambres n°108. *Idem* pour les plaques d'immatriculation des véhicules.

1965

C'est l'année où l'URSS reconnaîtra officiellement la mort de Hitler. Soit vingt ans après son suicide dans son bunker.

Jardin

Alors que 5 millions d'Ukrainiens sont en train de mourir de famine, volontairement provoquée par Staline (*« Holodomor »*, 1932-1933), le président du Conseil français Édouard Herriot, en visite sur place en septembre 1933, aura ce commentaire : *« J'ai traversé l'Ukraine. Eh bien ! Je vous affirme que je l'ai vue comme un jardin en plein rendement, un beau jardin aux terres noires et grasses que couvraient, sur des étendues considérables, des moissons magnifiques. »*

Maréchal

Nombreux ont été les dictateurs à se parer du prestigieux titre de "maréchal". Parmi eux Mussolini (*«premier maréchal de l'Empire »*), Staline (*«Maréchalissime»*), mais aussi les trois Kim en Corée du Nord, Bokassa (Centre-Afrique), Amin Dada (Ouganda), Mobutu (Zaïre, *photo*) ou encore Saddam Hussein (Irak).

Mépris

Nullement convaincu par le charisme de Kim Il-sung, qu'il a pourtant porté à la tête de la Corée du Nord en 1948, Staline le comparait avec mépris devant ses proches à *« un serveur de restaurant chinois »*.

Mercedes

La Mercedes 600 (6,2 mètres de long, 2,5 tonnes, *ci-dessous*), symbole du luxe occidental a été notamment adopté par nombre de dignitaires communistes: Castro (Cuba), Pol-Pot (Cambodge), Tito (Yougoslavie), Ceausescu (Roumanie) ou Kim Il-sung (Corée du Nord). Lénine, lui, roulait en… Rolls-Royce Silver Ghost (équipée de chenilles et de skis).

Obsèques

Seuls deux chefs d'État seront présents en Espagne le 20 novembre 1975 pour les obsèques de Franco : le général Pinochet, dictateur du Chili, et… le prince Rainier de Monaco.

Porc

Parmi les minorités religieuses pourchassés au Cambodge

"Il vaut mieux tuer un innocent que garder en vie un ennemi."

Pol Pot

PHOTOS : PICTORIAL PRESS LTD/ALAMY STOCK PHOTO - F. LOCHON/GAMMA-RAPHO - PETERSCHREIBER.MÉDIA/GETTY IMAGES/ISTOCK

PHOTOS : KEYSTONE PRESS/ALAMY - WIKIMEDIA COMMONS

LES 100 MILLIONS DE MORTS DES DICTATURES COMMUNISTES

Chine 65 millions de morts
URSS 20 millions de morts
Cambodge 2 millions de morts
Corée du Nord 2 millions de morts
Afrique 1,7 million de morts
Afghanistan 1,5 million de morts
Vietnam 1 million de morts
Europe de l'Est 1 million de morts
Amérique latine 150 000 morts
Mouvement communiste international et partis communistes non au pouvoir
Une dizaine de milliers de morts

Source: Le Livre noir du communisme *(Robert Laffont, 1997).*

PHOTOS : AKG-IMAGES - VA

sous le règne de Pol Pot, l'ethnie musulmane des Chams, dits *« Khmers islam »*, aura droit à un traitement particulièrement féroce : religieux exécutés, mosquées rasées, corans brûlés... Dans la zone sud-ouest du pays, où ils sont concentrés, la consommation de porc est même rendu obligatoire deux fois par mois.

Prière

Prière obligatoire pour les écoliers d'Haïti à l'époque du règne de François Duvalier dit "Papa Doc" (1964-1971), un Notre Père revisité débutant ainsi : *« Notre Doc*

"Une révolution sans peloton d'exécution n'a aucun chance."

Lénine

GENGIS KHAN, L'ÉRADICATEUR

40 millions : c'est le nombre de victimes attribués à l'empereur mongol Gengis Khan (1206-1227, *ci-contre*), seul "dictateur" hors XX^e siècle à s'inviter dans la liste des plus grands criminels de l'Histoire après Mao (Chine, 70 millions de morts) et devant Staline (URSS, 30 millions). Rapporté au nombre d'habitants peuplant alors la Terre, Gengis Kahn arrive cependant largement en tête : celui-ci est en effet responsable de la mort de près de 20 % de la population mondiale d'alors ! A. F.

qui êtes au Palais national pour la vie/Que votre nom soit béni (...)/Que votre volonté soit faite à Port-au-Prince et en province... »

17

C'est le nombre record de coups d'État enregistrés depuis 1950 au Soudan (Afrique du nord-est).

Prix Nobel

Benito Mussolini et Joseph Staline ont tous deux été proposés pour le prix Nobel de la Paix. Le premier en 1935 (juste avant son invasion de l'Éthiopie) par des universitaires allemands et français. Le second en 1945 et 1948 pour son rôle durant la Seconde Guerre mondiale. Aucun des deux n'a été élu par l'Académie de Stockholm.

Règles

Parmi les règles imposées par Pol Pot au Cambodge (Kampuchéa démocratique) durant son règne (1975-1979), celles régissant les *« comportements déviants »* : interdiction des démonstrations d'affection et de colère, des chansons d'amour et des plaisanteries. Considéré à l'égal d'un *« sabotage »*, casser un verre ou mal maîtriser un buffle

QUAND PINOCHET SE LACHE...

Des enregistrements de conversations du dictateur chilien (1915-2006, *photo*) ont été récemment retrouvés. Extraits.

■ ***« Mon avis est qu'on prenne ces messieurs [les prisonniers, NDLR], qu'on les envoie en avion n'importe où, et même que sur le chemin on les balance.»***
(11 septembre 1973, le jour du coup d'État)

■ ***« Aucune feuille ne bouge dans ce pays si je ne la bouge moi-même, que cela soit clair. »***
(13 octobre 1981)

■ ***« À qui allons-nous demander pardon ? À ceux qui ont essayé de nous tuer ? À ceux qui ont essayé de liquider la patrie ? »***
(11 septembre 1994)

■ ***« Deux mille ce n'est rien »***
(juillet 1994, le nombre de disparus sur 14 millions d'habitants au Chili)

■ ***« Le mensonge se découvre à travers les yeux, or j'ai menti plusieurs fois. »***
(novembre 1999, expliquant pourquoi il portait des lunettes noires)

■ ***« Je n'ai à demander pardon à personne, au contraire, le pardon ce sont ceux d'en face qui doivent me le demander, les marxistes, les communistes.»***
(2003 en exil à Miami)

PHOTOS : WIKIMEDIAS COMMONS - COLLECTION PARTICULIERE (2)

3e

C'est la place occupée dans le classement des livres les plus lus de l'Histoire par *Le Petit Livre rouge* de Mao Tsé Toung. Avec plus… d'un milliard d'exemplaires imprimés, celui-ci figure juste après la *Bible* et le *Coran*. Durant la Révolution culturelle, ne pas en connaître plusieurs passages par cœur était passible des travaux forcés.

durant le labour peut être puni de mort.

P. ALLIANCE/AKG-IMAGES

Suisse

Alors que les citoyens nord-coréens ont interdiction de quitter le pays, c'est dans un très chic collège privé de Berne, en Suisse, que l'actuel dictateur du pays, Kim Jong-un, a fait ses études, sous un nom d'emprunt (Pak Un).

Torture

Fondateur de la dynastie Ming, l'empereur chinois Hongwu (1328-1398, *ci-contre*) a rédigé un *Grand Livre des avertissements*, détaillant les supplices à pratiquer envers ses opposants : coups de bambous, castration, écorchement, etc. Parmi les plus "raffiné" : le châtiment dit des *« 3 357 coups de couteau »*, permettant de maintenir en vie le condamné le plus longtemps possible.

Vaisseaux

C'est au dictateur de Syracuse Agathocle (IVe siècle avant J.-C.) que l'on doit l'expression *« brûler ses vaisseaux »* (signifiant ne plus pouvoir revenir sur une décision). Craignant que ses troupes envoyées envahir l'Afrique du Nord ne fassent machine arrière, il ordonna en effet que soient détruits leurs bateaux.

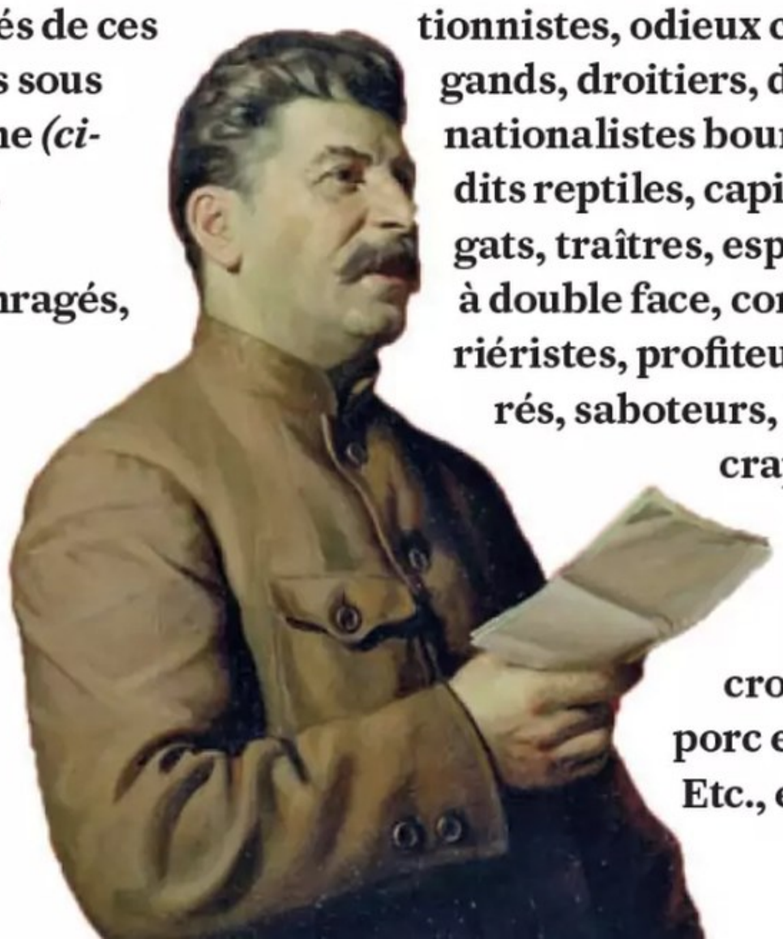
Voleurs

Logé à l'hôtel Marigny, à Paris, au cours de leur voyage officiel en 1975, le couple Ceausescu *(photo)* a dérobé la plupart des objets d'art à leur disposition : lampes, vases, etc. Soucieuse d'éviter un incident diplomatique, la France ne protestera pas. Mais préviendra la Grande-Bretagne où ils se rendaient ensuite. ●

PHOTOS : WHA/AKG-IMAGES - COLL. DUPONDT/AKG-IMAGES

CAFARDS, PUNAISES, DÉGÉNÉRÉS, CHIENS PUANTS, VIPÈRES LUBRIQUES…

Piochés dans le livre de Nicolas Werth *Les Procès de Moscou* (éditions Complexes, 2006), voici quelques-uns des noms et adjectifs utilisés par l'accusation, procureur Vychinski en tête, à l'encontre des accusés de ces procès politiques sous le règne de Staline *(ci-contre)* : cafards, punaises, chiens puants, chiens enragés, chiens galeux, insectes nuisibles, mouches parasites, vipères lubriques, menteurs, histrions, pygmées misérables, roquets, toutous, monstres humains, assassins fascistes, traîtres, débris, ennemi perfide, criminel en liberté, réserves des SS, gestapistes, provocateurs, saboteurs, diversionnistes, déviationnistes, odieux criminels, brigands, droitiers, déviants, nationalistes bourgeois, maudits reptiles, capitulards, renégats, traîtres, espions, hommes à double face, corrompus, carriéristes, profiteurs, dégénérés, saboteurs, hystérique, crapules, liquidateur, salauds, vicieux, monstrueux croisement de porc et de renard. Etc., etc. A. F.



PHOTOS : WIKIMEDIAS COMMONS (2)

Secrets de dictateurs

Hitler écolo-nazi, Caligula-Néron, le match des tyrans, les colonels grecs et la CIA, Salazar, le dictateur qui n'aimait pas les discours...
Ce que l'histoire officielle "oublie".

Triomphe d'un dictateur romain.

THE STAPLETON COLLECTION/BRIDGEMAN IMAGES

Hitler, l'écolo-nazi

En même temps qu'il déclarait la guerre à l'Europe et massacrait les juifs, le IIIe Reich s'est montré un farouche défenseur de la nature et des animaux. Un livre, "Le Brun et le Vert, quand les nazis étaient écologistes", brise le tabou. Enquête.

Par Arnaud Folch

Cela se sait parfois, mais ne se dit pas. C'est le péché originel et totalement inavouable des écologistes d'aujourd'hui. *« Le "Siècle vert" a débuté en 1933 »*, année de l'arrivée au pouvoir d'Hitler, avait osé Luc Ferry, il y a trente ans, dans son célèbre *Nouvel Ordre écologique* (Grasset, 1992). Mais depuis plus rien, ou presque. Jusqu'à la sortie, en début d'année, du livre enquête *Le Brun et le Vert, quand les nazis étaient écologistes* (éditions du Cerf), du journaliste et écrivain Philippe Simonnot, auteur d'une quinzaine d'ouvrages parus chez Gallimard,

Officier SS
dans un “village forêt”
créé par le IIIe Reich.

ULLSTEIN BILD / AKG-IMAGES

Robert Laffont, les Presse universitaires de France, etc.

Passionnant, quoique forcément un peu technique, l’ouvrage (totalement ignoré par les médias) pointe donc, centaines de références à l’appui, ce qui est un angle mort du régime à la croix gammée: sa politique en matière de défense de l’environnement. « *Une législation sans précédent* », selon l’auteur, qui fera de « *l’Allemagne nazie le pays le plus avancé de son époque dans le domaine écologique* ».

Rien, finalement, de très surprenant lorsqu’on sait à quelles sources puise l’écologie. Père et inventeur du mot en 1866, le biologiste et zoologiste allemand Ernst Haeckel (1834-1919), membre de l’ultranationaliste Ligue pangermanique, est aussi raciste et antisémite. Ouvertement. Parmi les travaux du “père” de l’écologie : le « *classement hiérarchique* » de douze « *races* » d’hommes et de singes, aboutissant à la première place de l’aryen et aux dernières des Noirs, à la frontière avec le singe. Pour lui, les Juifs sont des « *parasites humains* » posant un problème « *racial* ». Ce contemporain de Darwin est de même un eugéniste revendiqué, admirateur des Spartiates faisant périr leurs nouveau-nés les moins robustes. Ce n’est pas par hasard qu’Hitler, son admirateur, célébrera en grande pompe le 100e anniversaire de sa naissance, en 1934, un an après son arrivée au pouvoir.

Hitler lui-même est un écologiste convaincu, et de toujours. Dix ans plus tôt, dans *Mein Kampf*, il écrivait déjà: « *Quand les gens essaient de se rebeller contre la loi de fer de la nature, ils entrent en conflit avec les principes mêmes auxquels ils doivent leur existence en tant qu’êtres humains. Leurs actions contre la nature conduisent à leur propre destruction.* »

Walter Darré, “Führer des paysages du Reich”

Dans le même *Mein Kampf*, Hitler va jusqu’à justifier pour partie la hiérarchie des races par leurs rapports avec cette « *nature* ». Selon lui la Genèse, où Dieu appelle les hommes à « *soumettre* » la nature, est une « *absurdité d’origine juive* ». C’est l’inverse, estime-t-il, qu’il faut faire: hisser la nature au rang de nouvelle divinité. « *Nous voulons créer non seulement une Allemagne de puissance, mais aussi une Allemagne de beauté* », promet-il. Des cartes postales le représentent avec son chien Blondi ou nourrissant biches ou écureuils avec la légende: « *Le Führer, ami des animaux* ». Son engagement en faveur de ces derniers est à ce point reconnu qu’Hitler sera le lauréat, récompensé en 1934, de la... Fondation américaine pour le droit des animaux!

Beaucoup plus qu’on ne le croit, « *l’écologie a joué un rôle important dans la montée au pouvoir d’Hitler* », assure Philippe Simonnot. Selon lui, son introduction dans le programme nazi fut même un « *facteur crucial dans sa victoire* ». « *L’ensemble du parti national-socialiste était pénétré de thèmes écologiques* », relate-t-il. Jusqu’à la présence obliga- ➤

AKG-IMAGES

toire d'un… avocat paysagiste dans chaque section régionale du parti!

Le Führer est par ailleurs entouré d'écologistes tout aussi convaincus que lui. Rudolf Hess, longtemps le plus proche, est un végétarien acharné, n'acceptant pour se soigner que des traitements homéopathiques. Alfred Rosenberg, le théoricien antisémite, est en guerre contre les villes qui *« détruisent les liens qui relient l'humanité à la nature »*. Heinrich Himmler, le chef de la SS, ingénieur agricole de formation et végétarien militant, plaide pour l'interdiction de la chasse: *« Comment pouvez-vous prendre plaisir à tirer par surprise sur les pauvres bêtes innocentes et sans défense qui broutent paisiblement à l'orée de la forêt? »*, ose-t-il. Il enverra ses soldats à têtes de mort se former à l'agriculture naturelle et utilisera les prisonniers juifs d'Auschwitz pour cultiver les potagers bio de leurs bourreaux…

Hermann Goering, quant à lui, est nommé *« Protecteur des forêts » (lire encadré page 19)*. Son bilan en la matière, et pour la protection des animaux, est incontestable. Auteur des 800 pages du monumental *Hermann Goering, le deuxième homme du IIIe Reich* (Perrin, 2009), l'historien François Kersaudy en dresse le constat: *« Ses initiatives dans le domaine de la préservation du domaine forestier comme de la conservation des espèces animales font de lui un écologiste avant l'heure. »* Exemples: *« Il délimite de vastes espaces naturels et importe des rennes de Suède, des bisons du Canada, des cygnes et des canards sauvages de Pologne et d'Espagne. Il réglemente sévèrement la chasse en limitant la délivrance des permis, en instaurant des pénalités sévères pour les braconniers et les chasseurs dépassant leurs quotas, en interdisant les pièges de toute sorte, la vivisection, la chasse à courre, la pêche au fanal, la chasse aux petits oiseaux et les battues de nuit au projecteur. »*

Une trentaine de lois et décrets de défense de l'environnement

« Dans un domaine où régnait l'anarchie la plus complète, ajoute son biographe, *il fait voter des lois créant une véritable administration des Eaux et Forêts, capable de faire respecter les décrets de conservation et supervise une vaste entreprise de reboisement autour des villes. »* Et de rappeler, en conclusion, qu'*« il est juste de dire qu'après la grande tourmente de la guerre, l'Allemagne fédérale ne changera pratiquement rien à la législation environnementale* (de Goering)… »

Autobahn (autoroute) allemande à Berlin, dont la construction imposait d'être "en harmonie avec la nature et les paysages".

"Le Troisième Reich se montre globalement 'en avance' de cinquante ans (et même plus) sur son temps."

Luc Ferry, "Le Nouvel Ordre écologique"

Mais c'est un autre homme, Walter Darré (1895-1953), ministre de l'Agriculture et *« Führer des paysans du Reich »*, qui sera le véritable homme lige de la politique environnementaliste de Hitler. Cet ingénieur agronome, membre du parti nazi depuis 1930, en est convaincu : *« L'industrialisation, l'urbanisation et le cosmopolitisme sont en train de détruire la culture germanique. » « Si l'homme réalisait tout ce que lui offrent les possibilités de la technique, il en arriverait à comprendre alors que la vie sur cette Terre défigurée* (…) *ne vaudrait plus la peine d'être vécue*, écrit-il. *Il verrait qu'en accaparant tout ce que le monde peut nous fournir nous le détruirions, et que ce bouleversement nous détruirait nous-mêmes. À chacun de nous de veiller, dans la mesure de ses forces, à ce que le revirement survienne avant qu'il ne soit irrémédiablement trop tard. »* Rien de moins qu'un appel à la "décroissance", comme on dirait aujourd'hui !

Eugéniste et raciste (jusqu'à trouver dans l'élevage et la consommation de porc, un *« caractère distinctif des peuples du Nord et des Sémites »*), Darré soutiendra pleinement la politique d'expansion hitlérienne : *« La poussée vers l'est de l'Allemagne éternelle est fondée pour des raisons environnementalistes*, affirme-t-il. *Des races moins capables de cultiver la terre devaient être dispersées et remplacées par des Allemands ethniques. »*

Comme pour l'ensemble des dignitaires nazis "écolos", celui-ci place les animaux au-dessus des ➤

LOIS SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX

Plus d'une vingtaine de textes publiés sous le IIIe Reich seront consacrés à la protection de la faune, domestique ou sauvage, utile ou nuisible. Une législation sans précédent. Sélection.

- **1933 Loi sur l'abattage des animaux**
- **1933 Décret sur la vivisection**
- **1933 Loi sur la protection des animaux**
- **1934/1936 Lois réglementant la chasse**
- **1936 Loi sur la promotion de l'alimentation des animaux**
- **1936 Décret sur les chats errants**
- **1936 Loi sur l'abattage et la capture des poissons et des animaux à sang froid**
- **1937 Décrets pour le chargement et le transport des animaux**
- **1938 Ordre sur l'éclairage et la ventilation des stalles dans l'agriculture**
- **1938 Décret sur les monstrations publiques d'animaux errants et les ménageries**
- **1938 Loi sur la protection des animaux pendant leur transport par chemin de fer**
- **1940 Ordre pour la protection des animaux dans les territoires incorporés de l'Est**
- **1940 Loi sur le ferrage des chevaux**
- **1941 Ordre pour la protection animale en Alsace**

Image de propagande nazie.
À droite, Hermann Goering.

PHOTOS : AKG-IMAGES / INTERFOTO / SAMMLUNG RAUCH ; AKG-IMAGES / AKG-IMAGES / INTERFOTO / HERMANN HISTORICA GMBH

Juifs, allant jusqu'à faire approuver, en 1942, un décret interdisant à ces derniers la… détention d'animaux domestiques.

Dès le début, en tout cas, écrit Philippe Simonnot, *« le régime nazi avait réussi à séduire toute une classe d'enseignants et de scientifiques préoccupés par la défense de la nature »*. Lors de son arrivée au pouvoir en 1933, Hitler bénéficiera du soutien de la majorité des associations de défense de l'environnement, dont *« pas moins de 60 % des responsables (…) étaient membres du parti nazi »*. Sitôt à la tête de l'Allemagne, ajoute Simonnot, *« il respectera ses promesses »*, avec, notamment, la loi sur la protection de la nature du 1er juillet 1935, laquelle *« fait partie d'un ensemble législatif ou réglementaire impressionnant »*. Mené en parallèle avec sa volonté d'extermination des Juifs…

« Le Troisième Reich champion de son époque en matière d'environnement »: tel est ainsi le titre du troisième chapitre du *Brun et le Vert*. Au total, une trentaine de lois et de décrets à caractère *« écologistes »* seront pris par le nouveau régime. Afin d'y aménager de vastes *« réserves naturelles »* (plus de 800 en 1940!), le pays est ainsi divisé en trois zones: *« urbano-industrielle »* (usage intensif), *« mixte »* (agriculture et industrie légère) et *« sauvage »* (protégée de toute activité humaine). Sont créés les *« monuments naturels »* (*Naturdenkmale*, 50000 au total), œuvres qui ne doivent rien à la main de l'homme. Les *« terrains boisés »*, mais aussi les *« dunes de sable »*, les *« marais »*, les *« garrigues »*, les *« récifs »* et les *« glaciers »* font l'objet d'un soin particulier.

"Agriculture naturelle"

En liaison avec Goering sont lancés l'Office des forêts du Reich et l'Office du Reich pour la protection de la nature, dont le numéro deux du régime prend les rênes. À son actif, écrit l'auteur, *« des règles qui seraient aujourd'hui qualifiées d'écoforestières »*. Même *Libération*, dans un portrait de Goering intitulé *L'Ogre du Reich*, le reconnaît: *« Il laissa derrière lui une législation écologique très avancée »* .

Mais la terre et la forêt ne sont pas les seules concernées. Sous le IIIe Reich, les *« impératifs écologiques »* sont partout. Jusque dans sa politique industrielle, conduite par Fritz Todt, son maître d'œuvre, père de "l'Organisation Todt". Exemple le plus emblématique: les 5000 à 6000 kilomètres des

célèbres *Autobahnen* (autoroutes) du régime nazi. Assisté de l'architecte Alwin Seifert, nommé *« Avocat du Reich pour le Paysage »*, Todt veut en faire des *« autoroutes vertes »*. *« Il demandait qu'une réalisation industrielle soit en harmonie avec la nature et le paysage, respectant ainsi les principes de l'écologie moderne »*, écrit Karl-Heinz Ludwig, historien de l'industrie allemande. Et encore, cela allait-il *« en réalité bien au-delà d'une sorte d'esthétisme naturel »*, précise Simonnot, rappelant notamment la prise en compte, par Todt, de la protection de *« toutes les créatures vivantes »* — animaux, mais aussi terre collectée, à ne pas gaspiller: conservation de celle-ci pour des utilisations ultérieures, collecte du compost, réensemencement des abords de l'autoroute avec des fertilisants naturels d'espèces régionales... Todt, souligne-t-il encore, va *« jusqu'à modifier la ligne d'une autoroute pour des raisons environnementales »*. Le rêve de toutes les associations écolos d'aujourd'hui! Jusqu'aux aires de repos mettant à disposition des automobilistes fruits et légumes produits localement...

Le même accent est mis sur la protection de l'eau, qui va faire l'objet d'une *« grande politique »*: Darré, Goering, Todt et les autres agiront de concert pour *« sauvegarder les lacs et petits affluents des grandes rivières* (...) *notamment contre les projets de barrage hydraulique »*. Tous s'opposent également à la *« monoculture »*, au *« drainage des marais »* et à l'utilisation d'*« engrais chimiques qui peuvent polluer la nappe phréatique »*. Bien avant que cela ne soit à la mode, le IIIe Reich se lancera aussi le premier dans des projets d'énergie éolienne. Afin d'économiser du carburant, *« un nouveau mot d'ordre (ô combien actuel) est aussi mis en circulation: acheter local »*!

Sous l'influence d'Hitler, poursuit Simonnot, le régime va également *« encourager des modes écologiques d'exploitation agricole à un niveau jamais vu jusque-là dans aucun État »*. En pointe, notamment, le développement de la *« culture biodynamique »*, dite aussi *« agriculture naturelle »*. Particulièrement en vogue actuellement, à l'heure de "l'alimentation douce" et des "médecines alternatives", celle-ci considère le sol comme un être vivant à part entière, rejetant donc comme du poison tout engrais, monoculture, et pesticide au profit du *« fumier »*, du *« compost »* et de *« diverses préparations naturelles »*. Auxquels il faut ajouter certains aspects spirituels et ésotériques, dont l'appel aux *« forces cosmiques »* et aux *« énergies astrales »* au cœur du paganisme nazi...

Interdiction des animaux de cirque, des œillères pour les chevaux...

« La vache n'est pas une usine à lait, la poule n'est pas une machine à faire des œufs, le sol n'est pas un laboratoire chimique, comme les professeurs juifs voudraient nous le faire croire », martèle la propagande au sujet de cette culture "bio" visant à produire une *« nation allemande plus vigoureuse et plus saine »*. Connaissant un *« développement spectaculaire, unique au monde à cette époque »*, celle-ci sera déployée à (très) grande échelle dans *« des dizaines de milliers de petites exploitations »*, mais aussi, sinistre pied de nez, *« jusque dans les territoires occupés et même dans certains camps de concentration »*.

Tandis que le Zyklon B allait se déverser dans les chambres à gaz, la plupart des pesticides étaient en effet interdits pour l'agriculture... *« Dans ces mêmes lieux où 800 êtres humains allaient être entassés*

LES FORÊTS DE GOERING

Promulguée dès 1934 sous l'impulsion de Goering, nommé *« Protecteur des forêts »*, la loi contre la dévastation de ces dernières les promeut au rang de *« bien national »*. Elle s'applique surtout, pour la première fois, tant au domaine public qu'aux propriétés privées, où les particuliers ont notamment l'obligation d'un *« examen de situation »* de leurs arbres, et l'interdiction de coupes d'arbres de moins de 50 ans, sous peine d'un an de prison! *« Alors que 200 000 hectares de forêt (dites "forêts naturelles") sont intégralement protégés en Allemagne, avec un objectif à terme de 500 000 hectares, nous ne pouvons pas, en France, en rester à quelque 20 000 hectares de réserves biologiques intégrales »*, se plaignaient, dans leur ouvrage *Ré-ensauvageons la France, plaidoyer pour une nature sauvage et libre* (Actes Sud, 2018), les deux écologistes français Gilbert Cochet et Stéphane Durand. *« Se sont-ils demandé*, interroge Simonnot, *pourquoi l'Allemagne a une telle avance dans ce domaine? »* A. F.

AKG-IMAGES

dans des baraquements à peine convenable pour 200, les lapins vivaient dans le luxe de leurs élégants clapiers… », a témoigné la journaliste Sigrid Schultz. Commentaire du zoologiste Hal Herzog: *« L'existence d'une culture où les dirigeants étaient obsédés par la souffrance des homards dans les restaurants de Berlin alors qu'ils gazaient des gens dans les camps de concentration en utilisant du poison pour rats paraît une inversion morale aux proportions incompréhensibles… »*

Ce sombre parallèle se vérifie tout particulièrement dans l'attention portée aux animaux, dont la défense a toujours constitué une idée fixe pour Hitler — plus importante encore que la sauvegarde de la nature. À travers la protection des *« bosquets, buissons, haies, sentiers, vieilles fortifications et autres ruines, parcs et cimetières »*, c'est en effet aussi celle de la faune qui est en jeu: *« lapins, lièvres, écureuils, chiens de prairie, marmottes, rats musqués »*…

Dès 1933, le nouveau chancelier fait voter la loi sur l'abattage des animaux, qui sera suivie de la *« grande loi »* sur la protection des animaux (*Tierschutzrecht*), dont il présente ainsi lui-même l'objectif: *« Dans le nouveau Reich*, déclare-t-il, *il ne devra plus y avoir de place pour la cruauté envers les bêtes. »* Objectif du texte: *« Protéger tous les animaux et ne faire aucune distinction entre les animaux de compagnie et les autres, entre animaux plus élevés et moins élevés, ou entre les créatures qui sont utiles et celles qui sont nuisibles aux êtres humains. »*

"Les actions des hommes contre la nature conduisent à leur propre destruction."

Adolf Hitler, "Mein Kampf"

En plus de la vivisection (partiellement), la chasse à courre et la chasse à la chevrotine (considérées comme *« inhumaines »*), déjà citées, sont interdits les animaux de cirque, la castration sans vétérinaire, les

Carte postale de propagande du IIIe Reich sous-titrée "Le Führer, ami des animaux".

combats de coqs, les œillères pour les chevaux, le transport de bétail sans eau et fourrage à disposition. Entre autres. Même la capture des sangsues, menacées *« d'extermination »* (*sic*) par leur utilisation médicale, est sévèrement réglementée! La loi va jusqu'à prévoir un *« temps de travail maximum »* pour les animaux de ferme ainsi qu'une peine de… deux ans et demi de prison pour quiconque *« tourmenterait ou maltraiterait un animal d'une manière brutale sans nécessité »*. Et même de trois ans ferme (à l'initiative de Goering) pour un braconnier ayant capturé un lièvre! Commentaire amusé de Simonnot: *« Les antispécistes d'aujourd'hui pourraient applaudir à deux mains ce morceau de bravoure! »*

Érigée sous le contrôle de l'Alliance gouvernementale pour la protection des animaux (*Reichtierschutzbund*), *« cette législation*, explique l'auteur, *était la plus stricte du monde dans les années 1930-1940 »*. Confirmation de Luc Ferry dans *Le Nouvel Ordre écologique*: *« Le Troisième Reich se montre globalement "en avance" de cinquante ans (et même plus) sur son temps »*. Et l'essayiste d'en faire une nouvelle fois l'effarant constat: *« Ce qui est sidérant dans ces textes*, écrit-il, *c'est que, dans une logique fondamentalement romantique, la haine la plus acharnée des hommes ait pu coexister avec l'amour le plus "pur" du règne animal. »*

Enseignée à l'école, cette écologie omniprésente *« est introduite, dès le début, dans l'éducation allemande »*. C'est elle qui justifie, également, la *« première campagne antitabac de l'Histoire »*. Mais aussi les restrictions très strictes auxquelles sont confrontés les panneaux publicitaires, qualifiés d'*« infection de la toxine juive »*, dans les zones rurales.

Tous les dirigeants écolo-nazis sont morts dans leur lit

Et qu'importe si cette politique poursuivie jusqu'à la fin de la guerre, ou presque, ne manque pas de heurter certains intérêts. Qualifiée par Simonnot d'*« étatique et anticapitaliste »*, *« l'écologie nationale-socialiste »* va notamment braquer les propriétaires forestiers, dont les domaines peuvent être saisis à tout moment pour être classés "zones protégées", et sans droit à indemnisation. *Idem* pour les géants de l'industrie, notamment l'ultrapuissante chimie, furieuse contre la loi sur la protection de la nature de 1935 (à laquelle s'est opposé en vain le ministre de l'Économie) qui impose de faire étudier *« l'impact environnemental de tout projet avant de l'entreprendre »*. Jusqu'à ordonner l'abandon de ces projets en cas de conséquences nuisibles sur l'environnement…

Aussi incroyable que cela paraisse, même les… industries d'armement se retrouveront pénalisées. *« Alors que l'Allemagne est plongée dans une guerre sans fin, les préoccupations écologiques ne sont pas oubliées, quitte à gêner les industries d'armement ou les nécessités de la défense des territoires »*, relate Simonnot. L'armée, sur le terrain, n'est pas mieux lotie. Elle aussi se retrouve entravée. Ainsi, les soldats allemands n'ont-ils jamais été entraînés à la guérilla en forêt soviétique, et pour cause: *« Le combat en forêt*, explique l'auteur, *était l'enfant sacrifié dans l'instruction tactique que recevait le soldat allemand, car, en Allemagne, les services forestiers veillent précieusement et avec zèle sur forêts et pépinières »* — où il n'était donc pas question de s'entraîner!

Inconnue du grand public, cette politique du IIIe Reich ne modère en rien, bien sûr, le bilan cataclysmique d'Hitler. Pour autant, relève l'auteur, *« aucun dirigeant écologiste ayant eu des responsabilités sous le IIIe Reich n'est mort autrement que dans son lit »*. ●

Les SS musulmans du Führer

Créée par Hitler en 1943, la division SS “Handschar” sera composée presque exclusivement de musulmans bosniaques. Retour sur un épisode tragique et oublié, témoignant de la fascination d’Hitler pour l’islam. Et réciproquement.

Par Arnaud Folch

10 février 1943. C’est par un décret signé par Hitler en personne qu’est créée la 13e division Waffen-SS, laquelle prendra trois mois plus tard le nom de *Handschar* (“poignard” ou “cimeterre”). Signe particulier : ses plus de 21 000 volontaires sont presque tous des musulmans bosniaques, auxquels s’ajoutent quelques catholiques croates et allemands.

Si cette troupe fait bien partie des 38 divisions SS, sa tenue et ses insignes s’en distinguent néanmoins. Objectif : afficher son “identité” musulmane. Sur la tête, un fez, couvre-chef traditionnel en forme de cône, doté de la tête de mort (*Totenkopf*), emblème de la SS. Sur les cols des uniformes, pas de runes mais un cimeterre et une croix gammée.

Surtout, alors que la religion est loin d’être prééminente au sein de la très païenne SS, elle est au contraire centrale au sein de la division Handschar. Ses membres sont encadrés par des imams (un par régiment) et des mollahs (un par bataillon), et encouragés à effectuer leurs cinq prières quotidiennes tournés vers La Mecque. Régime approprié sans porc

Soldats de la division "Handschar" en 1944 : islam et croix gammée.

TALLANDIER / BRIDGEMAN IMAGES

ni alcool, enfin. Avec, même, des cours de cuisine spécifiques pour l'intendance.

Hitler lui-même se fait le garant de ce traitement à part : *« On doit garantir à tous les membres musulmans de la Waffen-SS et de la police le droit indiscutable, prévu par leur religion, à ne pas manger de la viande de porc et à ne pas boire de boissons alcooliques*, déclare-t-il le 6 août 1944. *Il faudra leur garantir des menus équivalents. Je ne veux pas que, par la stupidité et l'étroitesse d'esprit de quelques individus isolés, un seul de ces héroïques volontaires eût à ressentir une gêne et à se croire privé des droits qui leur ont été assurés.* [...] *J'ordonne que chaque infraction à ces dispositions soit punie sans la moindre hésitation et qu'on m'en rende compte. »*

Soutien des élites islamiques

Deux raisons principales expliquent ce choix, apparemment contre nature, de créer cette troupe musulmane : la nécessité et l'idéologie. Nécessité, d'abord. L'objectif est de pacifier les Balkans, où la Yougoslavie, écrasée par les Allemands en 1941, a été entièrement dépecée au profit de deux nouvelles entités : un *« protectorat militaire »* serbe et un *« État indépendant »* croate (regroupant les actuels territoires de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine), aux mains des oustachis pronazis *(lire page 34)*.

Sorte de Waffen-SS "locale" chargée de la lutte contre les Juifs et les partisans communistes, la division Handschar doit permettre à Hitler de renforcer son emprise sur les Balkans, sans dégarnir ses troupes engagées ailleurs.

Mais c'est l'idéologie qui prime. Hitler et Himmler, chef de la SS et premier à avoir eu l'idée de cette division contraire aux règles raciales *(lire encadré ci-dessous)*, sont de farouches pro-musulmans. Peu avant sa mort, le premier fit cette confidence à son secrétaire Martin Bormann : *« Si à Poitiers Charles Martel avait été battu, la face du monde aurait changé*, lui dit-il. *Puisque le monde était déjà voué à l'influence judaïque — et son produit, le christianisme, est une chose si fade! —, il eût beaucoup mieux valu que le mahométisme triomphât. Cette religion récompense l'héroïsme, elle promet aux guerriers les joies du septième ciel... Animés par un tel esprit,*

"ALLAH AU CIEL, HITLER SUR TERRE !"

À l'instar d'Hitler, Heinrich Himmler, le chef de la SS, ne cachait pas sa fascination pour l'islam. *« Une religion qui promet le paradis aux soldats mourant dans l'honneur au combat est bonne pour le moral des troupes »*, déclarera-t-il. Afin de justifier l'entorse aux critères raciaux d'une division SS musulmane (jusque-là réservée aux seuls aryens), Himmler ira jusqu'à prétendre que les musulmans bosniaques étaient à l'origine des Goths, d'où le terme, créé par la propagande nazie, de *« germano-musulman »*. Selon l'historien anglais David Motadel, auteur des *Musulmans et la Machine de guerre nazie* (La Découverte, 2012), Himmler donna même l'ordre à l'Office central de la sécurité du Reich de *« trouver quels passages du Coran fournissent aux musulmans un fondement à l'opinion selon laquelle le Führer était déjà prédit dans le Coran et* (avait) *reçu l'autorisation d'achever le travail du Prophète »*. Les recherches seront évidemment vaines. Radio Berlin en langue arabe n'en lancera pas moins le slogan *« Allah au ciel, Hitler sur terre! »* . A. F.

Le Grand Mufti Al-Husseini et Hitler à Berlin, en 1941.

AKG-IMAGES / ULLSTEIN BILD

les Germains eussent conquis le monde. C'est le christianisme qui les en a empêchés. »

Cette incroyable proximité idéologique entre nazisme et islamisme n'est pas à sens unique. Tout au contraire. Animée de la même haine desJuifs et des Britanniques (occupant la Palestine), une partie des élites musulmanes soutient en effet ouvertement Hitler. Parmi elles: son Grand Mufti et président du Conseil suprême musulman (1895-1974), Al-Husseini, qui qualifiera le Führer de… *« second Prophète »*!

Les SS musulmans d'abord formés en France

Soutenu financièrement par les nazis depuis le début des années 1930, comme ce fut le cas pour les Frères musulmans, Al-Husseini fait allégeance au maître du IIIe Reich, qu'il rencontrera à Berlin — où il s'est exilé — le 28 novembre 1941. *« L'Allemagne et les Arabes ont les mêmes ennemis, les Anglais et les bolcheviks* […] *derrière lesquels se cache la domination juive »*, déclare-t-il, exhortant à la radio les musulmans à *« tuer les Juifs où qu'ils se trouvent* (car) *cela satisfait Dieu ».*

Le Grand Mufti appellera l'ensemble des Arabes à soutenir l'Allemagne nazie. Un soutien loin d'être seulement "intéressé". Certes, celui-ci avait *« l'espoir qu'elle l'aide à exécuter une sorte de solution finale au Proche-Orient »* (Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem, rapport sur la banalité du mal*, Gallimard, 1996), permettant aux musulmans de reconquérir la Palestine. Mais en prenant ainsi fait et cause pour le nazisme au point d'approuver le génocide, Al-Husseini est allé bien plus loin que la logique selon laquelle *« l'ennemi* (allemand) *de mon ennemi* (britannique) *est mon ami »*, écrit le chercheur franco-libanais Gilbert Achcar.

En octobre 2015, devant le Congrès sioniste réuni à Jérusalem, Benyamin Netanyahou, déjà Premier ministre israélien, ira même jusqu'à soutenir que c'est Al-Husseini qui a persuadé Hitler d'éliminer les Juifs, de crainte de les voir affluer en Palestine, alors que ce dernier *« à cette époque, voulait seulement les expulser »* (à Madagascar ou en Palestine). Devant la polémique, Netanyahou reviendra en partie sur ses propos. Reste une certitude pour nombre d'historiens: le Grand Mufti a bel et bien été informé de la politique d'extermination — sans doute par Eichmann, en 1937. En témoigne notamment cette déclaration publique du 2 novembre 1943: *« Les musulmans devraient suivre l'exemple des Allemands, qui ont trouvé une solution définitive au problème juif. »*

Recherché après la guerre par les Anglais pour *« collaboration »* et par les Yougoslaves comme *« criminel de guerre »*, Al-Husseini se réfugiera d'abord en… France, puis en Égypte, à partir de 1946. Élu en 1951 à la présidence du Congrès islamique mondial, mais progressivement marginalisé par l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) de Yasser

Arafat, l'ancien Grand Mufti, qui mourra de sa belle mort à Beyrouth en 1974, a appuyé de toute son influence, notamment auprès des notables de Bosnie, le recrutement de la division Handschar — *« premier exemple concret de coopération germano-musulmane »*, dit-il.

Impossible, évidemment, d'accoler son engagement à celui de l'ensemble des musulmans. *« Les Arabes et les Berbères qui combattirent dans les rangs des Alliés durant la Seconde Guerre mondiale sont considérablement plus nombreux que ceux qui combattirent dans les rangs des pays de l'Axe »*, rappelle Gilbert Achcar. Il n'empêche : 21 065 musulmans, principalement encadrés par des officiers allemands, participeront bien à la terrible aventure de cette 13e division SS, marchant au rythme de son hymne *Dans la bataille en chanson* :

« Les colonnes SS marchent au pas
Les SS agitent les bannières sacrées [...]
Suis Dieu maintenant, suis Dieu maintenant,
suis Dieu maintenant... »

Avant de parfaire leur formation en Allemagne, c'est même en... France, dans le Massif central (au relief considéré comme proche de celui de l'ex-Yougoslavie), que ces soldats au fez à tête de mort débuteront celle-ci — le commandement étant stationné au Puy-en-Velay (Haute-Loire).

Au sein d'une armée allemande submergée de toutes parts, leur guerre, ensuite, à partir de mars 1944, sera brève. Mais terriblement sanglante. Rattachée au 5e corps de montagne de la SS, et exclusivement engagée dans les Balkans, la division Handschar se rendra en effet coupable, notamment dans la région de Sarajevo, de multiples massacres sur les *« partisans rouges »* de Tito (futur chef communiste de la Yougoslavie, *lire page 54*), les opposants serbes et les juifs rescapés des persécutions oustachies. Dans son livre *La Division Handschar, Waffen-SS de Bosnie, 1943-1945* (Passés/Composés, 2020), Xavier Bougarel affirme que certains ont même *« participé à l'extermination tardive des Juifs en Hongrie à la fin de l'année 1944 »*. Au total, plusieurs milliers de morts, pour la plupart civils.

Le sujet est si tabou pour la "bonne conscience" occidentale qu'il a été volontairement minimisé. *« La collaboration des musulmans de Bosnie demeure relativement réduite et le nombre de volontaires dans la SS est faible*, affirme ainsi le site d'information Slate : *un peu plus de 20 000 hommes y ont participé. » « Faible ? On se frotte les yeux*, corrige *Valeurs actuelles* du 1er octobre 2020 : *la population musulmane de Bosnie était de 1,5 million d'habitants en 1943. À titre de comparaison, environ 8500 Français se sont engagés dans la Waffen-SS pour une population de 40 millions d'habitants »* — soit, en proportion, plus de... soixante fois plus !

La débâcle ne sera pas évitée pour autant. Début octobre 1944, l'Armée rouge pénètre en Serbie. Nombreux sont les SS musulmans à déserter. Encore plus lorsque Tito leur proposera une amnistie partielle en rejoignant les rangs de son *« armée populaire de libération yougoslave communiste »* — qu'ils intégreront en masse.

Les accusation du "New York Times"

Lorsque Belgrade est enfin libéré, le 20 octobre 1944, la division Handschar n'existe plus : depuis le 11 octobre 1944, ses hommes, ou ce qu'il en reste, ont été dispersés au sein d'autres unités. La plupart des survivants ne subiront guère de représailles. Le sujet passera ensuite aux oubliettes de l'Histoire jusqu'en octobre 2003, où le *New York Times* accusera l'ancien président musulman de la Bosnie-Herzégovine (de 1990 à 2000), Alija Izetbegovic, disparu la même année, d'avoir *« soutenu la division Handschar »*. Alors âgé d'une vingtaine d'années, Izetbegovic était en effet membre des Jeunes Musulmans (*Mladi Muslimani*), collaborant avec le régime pronazi de Croatie.

Après la guerre, le futur chef d'État avait prudemment mis l'éteignoir sur son soutien à la division SS musulmane, mais pas sur son *« extrémisme islamique »*, accusation qui lui vaudra d'être incarcéré un temps en Yougoslavie. Les deux volets, cependant, se rejoignent encore dans sa *« déclaration islamique »* publiée en 1972 — rien de moins qu'un appel à la création d'une république islamique en Bosnie : *« Le mouvement islamique*, y écrivait-il, *doit et peut prendre le pouvoir dès qu'il est moralement et numériquement fort, à tel point qu'il puisse non seulement détruire le pouvoir non islamique, mais qu'il soit en mesure d'être le nouveau pouvoir islamique. »* Une déclaration publiée dans le journal yougoslave *Preporod*, fondé et dirigé par Husein Dozo (1912-1982). Lui-même ancien imam et *Sturmbannführer* (l'équivalent de notre grade de commandant) de la division Handschar... ●

609

C'est, en jours (soit un an et huit mois), la durée d'existence de la division Handschar, de sa création (10 février 1943) à sa dissolution de fait (11 octobre 1944).

Périclès, le dictateur artiste

Maître d'Athènes durant plus de trente ans (au Ve siècle avant J.-C.), ce poète, général et maître d'œuvre de l'Acropole a laissé une trace extraordinaire dans l'histoire de la Grèce. Cependant oubliée par beaucoup. Son portrait par l'historien Jacques Bainville (1879-1936), extrait de son livre "Les Dictateurs" (1935).

Par Jacques Bainville

Sous Périclès, les différences sociales ont disparu, sauf l'esclavage naturellement. Tous les citoyens athéniens sont égaux en droit, pourvu qu'ils soient bien citoyens d'Athènes. Leur Constitution, dont ils sont très fiers, décrète entre eux une égalité absolue et Thucydide *(historien athénien, env. – 460 av. J.-C. - – 400 av. J.-C, NDLR)* rapporte que *« c'est le mérite bien plus que la classe qui fraye la voie des honneurs publics. Nul, s'il est capable de servir la cité, n'en est empêché par la pauvreté ou par l'obscurité de sa condition ». [...]*

De grands travaux d'embellissement financés *(par les possédants)* permettent d'occuper les citoyens qui ne possèdent pas de terre ou n'ont pas les moyens de s'enrichir par le négoce. Puis, comme il faut distraire la populace, fêtes et jeux lui sont offerts par les jeunes gens oisifs de la classe aisée. *[...]*

Cette belle Constitution ne fonctionne bien que grâce à un dictateur à peu près unique en son genre, un dictateur artiste et élégant, Périclès.

D'ailleurs, il n'échappait pas à la règle. Il s'était élevé par la démagogie. Bien qu'il fût de haute naissance, il était, à 26 ans, devenu le chef du parti populaire que personne n'avait su flatter comme lui. Ses premiers actes furent pour anéantir l'opposition aristocratique. Après quoi, il gouverna et son gouvernement a laissé dans l'histoire la trace la plus brillante. *[...]*

D'une éloquence si séduisante qu'un poète disait que *« la persuasion habite ses lèvres »*, il sait de quel empire il dispose sur son auditoire et ne dépasse jamais la mesure que le peuple grec, le plus susceptible de tous, était capable de supporter. Netteté dans la pensée, poésie dans l'expression, force dans la dialectique, intégrité absolue, désintéressement parfait, mépris de la flatterie, finesse, connaissance des hommes, très vif sentiment enfin de la grandeur et de la mission d'Athènes, telles étaient les qualités que lui reconnaissaient ses concitoyens et qui lui permirent de se maintenir au pouvoir pendant plus de trente ans.

Aussitôt la guerre déclarée avec Sparte, il agit en maître absolu

Son habileté consista à persuader le peuple qu'il se gouvernait lui-même, alors qu'en réalité ce qui lui était proposé avait été soigneusement filtré et dépouillé de tout ce qui pouvait ranimer les rivalités anciennes. Néanmoins, malgré cette sagesse, ses dernières années ne furent pas sans connaître quelques tempêtes. En dépit de tout ce qu'il leur avait apporté, les Athéniens se fatiguèrent à la longue et prêtèrent l'oreille aux démagogues qui désiraient remplacer le grand homme. Tout fut bon pour le perdre : accusation d'asservir la démocratie au pouvoir absolu ; de protéger les philo-

Périclès haranguant la foule à Athènes. Page de gauche, Jacques Bainville.

PHOTOS : AKG-IMAGES ; ALBERT HARLINGUE / ROGER-VIOLLET

sophes qui battaient en brèche les vieilles croyances religieuses et, argument bien propre à émouvoir la multitude, on l'accusa d'avoir consacré au service de l'État des sommes qui eussent pu améliorer la condition du peuple. Mais sa position était si forte, les services qu'il avait rendus si éclatants, que ses ennemis n'osèrent pas l'attaquer personnellement dès l'abord et préférèrent l'atteindre à travers les siens. *[…]*

Périclès allait succomber à son tour quand une menace extérieure survient à point pour le sauver. Non seulement il ne fit rien pour éviter la guerre avec Sparte, mais il la précipita comme le plus sûr moyen de reconquérir toute son autorité.

Ainsi, ce sage en était réduit à rechercher la plus dangereuse des diversions pour conserver le pouvoir, autant sans doute pour sa satisfaction personnelle que pour épargner à sa patrie les déchirements qu'il prévoyait.

Aussitôt la guerre déclarée, il agit en véritable dictateur, en maître absolu, suspendant toutes les garanties constitutionnelles, imposant ses vues sans souci des protestations qui malgré le danger se déchaînaient.

La victoire l'eût justifié. La défaite le perdit, et plus encore la peste qui se déclara dans Athènes où elle fit d'immenses ravages.

Périclès n'y était pour rien. *[…]* Mais le prétexte suffit. *[…]* Mis en accusation, le dictateur fut condamné à l'amende et n'évita que tout juste une condamnation à mort. Il mourut l'année suivante, ayant eu l'amère satisfaction de voir triompher sa doctrine militaire et d'être rappelé au pouvoir par ceux-là mêmes qui l'avaient renversé un an auparavant.

Ainsi s'achevait la plus célèbre dictature de l'Antiquité grecque et l'une des plus remarquables de tous les temps.

Grâce aux dons inimitables du dictateur, elle avait porté des fruits magnifiques, mais elle ne s'en achevait pas moins par une guerre qui allait ruiner la domination athénienne. ●

MINI-BIO

- **– 495 Naissance à Athènes**
- **– 461 Dirigeant *de facto* de l'empire athénien**
- **– 445 Signature du traité de la paix de Trente Ans avec Sparte**
- **– 432 Achèvement du Parthénon (Acropole)**
- **– 431 Début de la guerre du Péloponnèse contre Sparte**
- **– 430 Non réélu après le pillage de l'Attique par les Spartiates**
- **– 429 Réélu général. Mort à Athènes**

Le match Caligula-Néron

Entre le sadique dépravé et l'incendiaire de Rome, lequel mérite la palme du pire tyran de l'histoire romaine ? Enquête sur deux Césars aux noms connus, mais méconnus.

Par Arnaud Folch

Néron jouant de la lyre et chantant pendant l'incendie de Rome, en l'an 64.

Le plus long règne

Avantage Néron Celui qui a régné treize années après Caligula a aussi régné plus longtemps (13 octobre 54-9 juin 68) : presque quatorze ans — près de trois fois plus que Caligula !

Né à Antium, à une soixantaine de kilomètres de Rome, le 15 décembre 37, Lucius Claudius Nero, dit Néron, est le fils d'un premier mariage de sa mère, Agrippine (la sœur de Caligula), devenue épouse de l'empereur Claude. Celui-ci adopte Néron, qui devient premier héritier du trône (devant le plus jeune Britannicus, "vrai" fils de Claude). Cinq ans plus tard, l'empereur est empoisonné… Néron, 17 ans, est nommé César.

L'homme est d'un physique peu amène, perdant rapidement ses cheveux roux et s'empâtant.

Sa mort, suicidé en 68, signe la fin de la dynastie julio-claudienne.

Seize ans plus tôt, le plus bref règne de Caligula durera cinq ans (37-41). L'homme doit son surnom aux sandales qu'il portait enfant (*caligae*, en latin). Après la mort de son père, le général Germanicus, il sera adopté par l'empereur Tibère, qui en fera — comme Claude avec Néron — son premier héritier.

À l'instar de Claude là encore, Tibère mourra peu après, en 37, dans des conditions mystérieuses.

HERITAGE IMAGES/IMAGE – INDEX/AKG-IMAGES

Caligula est intronisé César. Personnage disgracieux, il est ainsi décrit par Suétone, dans *Vies des douze Césars*: *« Caligula avait la taille haute, le corps mal proportionné, le cou et les jambes tout à fait grêles, les yeux enfoncés et les tempes creuses, le front large et torve, les cheveux rares, le sommet de la tête chauve, le reste du corps velu. »*

Il est mort assassiné le 24 janvier 41 à Rome. ➤

“Beaucoup, mis en croix, étaient brûlés pour éclairer la nuit…”

Tacite

Le plus fou

Avantage Caligula Celui-ci peut en effet être qualifié de fou au sens psychiatrique du terme. À l'origine, une maladie mystérieuse contractée à l'automne 37, moins de un an après le début de son règne. *« L'empereur* [...] *n'est plus le même*, raconte *Historia* (mars avril 2017). *Très amaigri, le teint blême, les yeux enfoncés dans les orbites, presque chauve, il est devenu une caricature d'homme, ce qu'il accentue par des grimaces effrayantes. »*

Épilepsie, hyperanxiété...

On évoque l'épilepsie, l'hyperanxiété, l'hyperthyroïdie. Une seule certitude : Caligula est fou. Totalement imprévisible, même pour lui-même. Un instant vous tapant dans le dos, l'instant d'après ordonnant qu'on vous poignarde...

Il parle fort comme au théâtre, s'habille de soie et de perles comme les rois orientaux. La définition que donne Platon du tyran dans La République lui correspont parfaitement : *« despote à la fois mégalomane, cruel et débauché, incapable de contrôler ses pulsions »*. C'est ce qui le conduira notamment à vouloir nommer son cheval consul. Mais aussi, et surtout, à se prendre pour Dieu lui-même. Partout dans le pays, Caligula fait remplacer les têtes des statues de divinités par... la sienne. Un sanctuaire sera même consacré à son propre culte !

Si Caligula est le plus fou, au sens médical du terme, l'acte le plus insensé est cependant l'œuvre de Néron : l'incendie de Rome (18-23 juillet 64). Des centaines de victimes, une ville en cendres... L'empereur aurait chanté et joué de la lyre devant "sa" Rome partant en fumée. Selon Tacite, et tous les grands lettrés de l'époque, le fait est avéré. C'est aussi la thèse du célèbre film *Quo Vadis* (1950). Certains assurent même que Néron qui a ordonné la mise à feu.

HERITAGE IMAGES/FINE ART IMAGES/AKG-IMAGES

"Caligula, un despote débauché, incapable de contrôler ses pulsions."

Le plus mégalo

Avantage Néron Son ambition de César bâtisseur a sombré dans la gabegie (à sa gloire) la plus effrénée. *« Un tyran au comportement délirant, mégalomane »*, le décrit *Historia*.

Ses débuts sont pourtant marqués de succès en matière de commerce et de diplomatie. Il remporte aussi d'importantes victoires militaires face à l'empire parthe, crée de nouvelles routes maritimes, décide du percement du canal Rome-Ostie...

Il échoue en revanche à envahir la Grande-Bretagne (alors Bretagne, 40) et sera pris d'une véritable folie des grandeurs. Rien n'est trop beau pour ses orgies, ses invités, la plèbe (auquel il fait distribuer du blé), mais aussi pour acheter le soutien de ses gardes, le vote des sénateurs...

Palais paradisiaque

Néron se fait même construire plusieurs bâtiments pharaoniques, tel l'immense *Domus transitoria* (la Maison du Passage), longue de plus de 1000 mètres, ou la tentaculaire *Domus aurea* (Maison dorée). Un *« palais paradisiaque »* surmonté d'une statue géante de l'empereur de... 30 mètres de haut — dont le Sénat dira qu'il est *« odieux et bâti avec les dépouilles des citoyens »*.

Autre dépense mégalo : les jeux du cirque, qui n'ont jamais connu un tel engouement, mais aussi, créées par l'empereur, les *Neronia* ou *« Jeux néroniens »*, joutes sportives et artistiques où l'empereur participe lui-même à plusieurs concours, dont celui d'éloquence.

Moins de "grands travaux" pour Caligula, mais un fonctionnement tout aussi autocratique. Et les mêmes dépenses. Acclamé à ses débuts par la population, il se montre brièvement à la hauteur : libéralisation du régime (amnistie des prisonniers politiques...), annexion de la Mauritanie, création

de l'académie Athaeneum, à Lyon, où se disputent des prix d'éloquence grecque et latine

Mais au bout de sept mois de règne, sa mystérieuse maladie le fait totalement changer *(lire plus haut)*. Ses galères sont ornées de pierres précieuses et équipées de thermes, de jardins. Il projette de bâtir une ville au sommet des Alpes, de surélever les plaines à hauteur des montagnes… Il rebaptise en outre le mois de septembre à son nom et introduit la pratique de la "prosternation", copiée sur l'Égypte.

Le plus cruel

Avantage Néron A son "actif", et dépassant tout dans l'horreur : la persécution des chrétiens à la suite de l'incendie de Rome (64). Accusé d'avoir chanté en regardant la ville brûler *(lire plus haut)*, Néron, pour faire diversion, accuse les chrétiens, qu'il désigne à la vindicte populaire. Suivront des scènes d'émeutes antichrétiennes d'une terrible violence, qui feront des centaines de morts, dont des femmes et des enfants.

"Suppliciés brûlés vifs comme des torches"

« Beaucoup, mis en croix, étaient […] *brûlés pour éclairer la nuit »*, racontera Tacite. Partout, Néron ordonne que *« ses adeptes soient jetés aux lions dans les arènes pendant que d'autres sont crucifiés en grand nombre et brûlés vifs comme des torches »*, écrit Virginie Girod dans *Agrippine, sexe, crimes et pouvoir dans la Rome impériale* (Tallandier, 2015).

Si ce massacre de Néron dépasse en cruauté, par son ampleur, ceux de Caligula, celui-ci s'est en revanche rendu coupable d'un nombre d'actes très supérieur. Massacrant moins, mais plus souvent, Caligula fera ainsi assassiner ses propres mère, beau-frère et fils adoptif, et sans doute père adoptif ; tuera à coups de pieds sa seconde épouse enceinte… "Purges" et exécutions sont permanentes. *« Pour Caligula*, résume *Historia, les supplices et la mort font partie des plaisirs dont un empereur a le monopole. »*

Son plaisir est aussi d'humilier : il fait courir jusqu'à ce qu'ils s'effondrent les vieux sénateurs derrière son char ; fait défiler leurs femmes, nues, avant d'en choisir une ; enferme de simples citoyens dans des cages minuscules, qu'il vient contempler en riant. *« Quand je pense que sur un seul geste de moi vous pouvez être égorgés à l'instant! »*, lance-t-il régulièrement à ses hôtes.

HERITAGE IMAGES/FINE ART IMAGES/AKG-IMAGES

"Néron, un tyran au comportement délirant, mégalomane, 'le fléau du genre humain'"..

Le plus détesté

Avantage Néron En 68, acculé au suicide, il est si rejeté par tous qu'il en est réduit à se sauver de Rome, la veille de sa mort, déguisé en voyageur et le visage caché par un foulard. Quelques heures plus tard, retranché sous la menace de ses gardes, il choisit le suicide et se tranche la gorge. Le lendemain, le Sénat votera sa *damnatio memoriae*, maudissant sa mémoire. Tous les grands auteurs antiques sont à l'unisson : Don Cassius, Tacite, Suétone… *« Le fléau du genre humain »*, a notamment écrit Pline l'Ancien à son sujet. ➤

TITUS LARCIUS FLAVIUS, PREMIER DICTATEUR DE ROME

S'est-il fait remettre les pleins pouvoirs au cours de son premier mandat de consul (501 avant J.-C.) ou du second (498 avant J.-C.) ? Les historiens divergent. Une certitude : Titus Larcius Flavius, qui servira de modèle à Sylla (138 avant J.-C.-78 avant J.-C), est le premier magistrat romain investi de la dictature. Hormis ce titre porté pour la première fois, celui-ci n'a guère laissé de traces dans l'Histoire. C'est à lui cependant que l'on doit le lancement de la construction du temple de Saturne, comptant parmi les plus vieux vestiges de Rome.

L'assassinat de Caligula, par ses propres gardes, en l'an 41.

AKG-IMAGES

Avant cette fin tragique, près de quinze ans d'un régime criminel, dépravé et corrompu. « *L'archétype de l'empereur décadent* », a résumé *Historia*. Néron a pour maîtresses ses trois sœurs et pour amant Lepidus, qu'il partage avec sa mère… Débauché, et imposant une image dégradée de la fonction de César, Néron court les quartiers chauds, se déguise en femme dans ses pièces de théâtre, fréquente les prostitués.

"Une vipère pour le monde romain"

Pour éponger les dettes, les impôts pleuvent. Le peuple gronde. Le cœur du pouvoir aussi. Complots et conjurations se succèdent. Jusqu'à celui, réussi, du 9 juin 68 aboutissant à son suicide… « *Quoi de pire que Néron!* », s'exclamait, dès l'Antiquité, le poète Martial.

Détesté, Caligula le fut à vrai dire tout autant. Mais moins longtemps… « *Caligula*, écrit *Historia*, *est à la fois un bouffon aimant les mauvaises blagues, un sadique se délectant du spectacle du sang et de la mort, un extravagant capable de toutes les folies.* »

3

C'est le nombre de sœurs de Caligula et de Néron, qui, toutes, seront les maîtresses de leur propre frère.

Accueilli sous les acclamations, tout avait pourtant bien commencé pour celui que le peuple surnommait « *notre astre* », ou « *notre poupon* ». Sitôt couronné, il décrétera trois mois de « *réjouissances publiques* ».

Mais dépensant sans compter, il est de manière permanente en quête d'argent pour lui et ses trois sœurs — toutes ses maîtresses, à l'instar de Néron —, dont l'une avec laquelle il se mariera. Ses orgies sexuelles engloutissent les deniers publics. Pour y pallier, la fiscalité explose. Caligula va jusqu'à installer un bordel dans son propre palais, dont il perçoit le prix des "passes".

Comme pour Néron, mais sur une plus courte période, donc, les complots succèdent aux complots. Jusqu'au 24 janvier 41, où il est attaqué par des légionnaires de sa propre garde, en lien avec des sénateurs. Il tombe poignardé.

Au sujet de celui qui déclarait « *Qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent!* », tous les historiens de Rome portent un jugement (très) négatif. Selon Suétone, Tibère, qui lui céda le pouvoir, aurait lui-même, « *en plusieurs occasions* (déclaré qu'il) *élevait une vipère pour le monde romain* »… ●

«La Sécurité est un Droit» (Rue Bleue)

La Lettre hebdo d'Alain Dumait destinée aux acteurs de la sécurité publique

Une newsletter écrite pour vous, par le directeur de *L'Essor de la Gendarmerie*. C'est l'éclairage d'un observateur civil, indépendant, attaché à la défense de toutes les forces de sécurité de ce pays, et destinée **à la fois aux personnels des forces de sécurité intérieure, et aux citoyens engagés à leur côté, pour améliorer la sécurité de tous**.

« POUR UNE POLICE DE PROXIMITÉ EFFICACE ET PARTOUT ! »

69 numéros déja parus, en consultation gratuite

https://rue-bleue.kessel.media/posts

Chaque jeudi sur votre messagerie

Abonnez-vous :

4€/mois

ou

40€/an

https://rue-bleue.kessel.media/posts

Pavelic, le boucher des Balkans

Allié fanatique d'Hitler, le "dirigeant suprême" de la Croatie (1941-1945) finira ses jours en exil sans être jugé. En dépit d'un bilan humain qui horrifiait… jusqu'aux nazis !

Par Philippe Delorme

Abominable, et pourtant avérée, l'anecdote est citée par l'écrivain italien Curzio Malaparte, relatant sa rencontre avec le dictateur croate (*Kaputt*, 1944). *« Tandis qu'il parlait, j'observais un panier d'osier posé sur le bureau, à la droite du Poglavnik* ("dirigeant suprême", le titre de Pavelic). *Le couvercle était soulevé: on voyait que le panier était plein de fruits de mer. Tout au moins c'est ce qu'il me sembla: on eût dit des huîtres, mais retirées de leurs coquilles.* [...]

— Ce sont les huîtres de Dalmatie? demandai-je au Poglavnik.

Ante Pavelic souleva le couvercle du panier, et me montrant ces fruits de mer, cette masse d'huîtres gluante et gélatineuse, il me dit avec un sourire, son bon sourire las:

— C'est un cadeau de mes fidèles oustachis; ce sont vingt kilos d'yeux humains. »

Oublié de l'histoire, le parcours du dictateur pronazi de Croatie (1941-1945) s'inscrit pourtant au palmarès des plus sanglants du XXe siècle. Au point de révulser... jusqu'au régime hitlérien! C'est en effet après avoir en vain cherché un autre affidé pour diriger la "Grande Croatie" après son annexion de la Yougoslavie, en 1941, que le Führer se résigne au choix de cet ancien avocat et député de Zagreb, exilé en 1929 et fondateur, peu après, de l'Oustacha, le parti ultranationaliste croate.

Lorsqu'il est porté au pouvoir par Hitler, Pavelic a 52 ans et déjà un lourd passé criminel. Associé aux terroristes de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (Orim), multipliant les attentats meurtriers, c'est lui, notamment, qui fera partie des commanditaires de l'assassinat du roi Alexandre Ier de Yougoslavie (qui l'avait fait exiler), le 9 octobre 1934 à Marseille. Condamné à mort par contumace, le futur dictateur trouvera refuge en Italie fasciste, mais Mussolini lui-même le fera emprisonner jusqu'en mars 1936, avant de le placer sous surveillance policière.

Celui qui déclarait *« le poignard, le revolver, la mitrailleuse et la bombe à retardement sont les cloches qui annonceront l'aube et la résurrection de l'État indépendant de Croatie »* n'en est pas moins nommé le 16 avril 1941 à la tête de l'"État indépendant de Croatie" (*Nezavisna Drzava Hrvatska*, NDH), dont il devient "dirigeant suprême". *« La bouche large, des lèvres épaisses, le nez droit et charnu, de vastes oreilles »*, tel que l'a décrit Malaparte, le Poglavnik promet, dit-il, *« la bonté et la justice. »* La réalité sera tout autre... Dès le lendemain de sa nomination, est promulgué un décret sur la *« protection du sang aryen et l'honneur du peuple croate »*. Est punie de mort *« toute action portant atteinte à l'honneur et aux intérêts vitaux de la NDH »*. Juifs, Serbes, Tziganes et pro-Yougoslaves sont chassés des emplois publics. À l'inverse, les musulmans, considérés comme la *« fleur de la nation croate »*, se voient protégés — certains d'entre eux allant, avec l'aval de Pavelic, jusqu'à s'enrôler dans la division SS musulmane Handschar *(lire page 22)*.

> **"Le poignard, le revolver et la mitrailleuse sont les cloches qui annonceront le nouvel État."**
>
> *Ante Pavelic*

"Les oustachis sont devenus fous"

L'alphabet cyrillique est prohibé, la langue croate "épurée" de ses emprunts étrangers. Au journaliste italien Alfio Russo, qui le rencontre peu après son accession au pouvoir, le dictateur déclare que les rebelles serbes seront tués. Russo s'enquiert: *« Et si tous les Serbes se rebellent? »* Réponse de Pavelic:

« Nous les tuerons tous... »

Un programme qui ne sera pas loin d'être mis en pratique, faute de temps. Les massacres en effet se multiplient, n'épargnant ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfants — lesquels, relate Jean-François Furnemont dans *Le Vatican et l'ex-Yougoslavie* (L'Harmattan, 1996) sont *« égorgés et torturés par les moyens les plus sadiques »*. Même le général nazi Edmund Glaise-Horstenau est horrifié: *« Les oustachis*, dit-il, *sont devenus fous. »*

Et la répression ne fait que s'accentuer. Pavelic ouvre plusieurs camps de concentration, dont celui de Jasenovac — surnommé "l'Auschwitz croate" —, où seront exterminés 300 000 Serbes, 35 000 juifs, 25 000 Roms et un nombre équivalent d'opposants politiques...

Arrive, enfin, le 8 mai 1945: cerné de toutes parts, le Poglavnik s'enfuit. Réfugié brièvement sous une fausse identité en Autriche puis en Italie, il trouve asile en Argentine fin 1948, avec le soutien du général Perón. Devenu entrepreneur, Pavelic y constitue un gouvernement en exil. Mais gravement blessé par un agent communiste début 1957, c'est à Madrid, en Espagne, qu'il vivra son ultime retraite, jusqu'à sa mort le 29 novembre 1959, à l'âge de 70 ans. Au début des années 1990, le président croate Franjo Tudjman évoquera la possibilité de rapatrier ses restes. Avant d'y renoncer face à la polémique. ●

AKG-IMAGES / ULLSTEIN BILD

Athènes, avril 1968. Georgios Papadopoulos célèbre le premier anniversaire du coup d'État.

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA RAPHO

Papadopoulos, dictateur “made in CIA”

Oublié, le chef de la “dictature des colonels” en Grèce (1967-1973) a été formé par la CIA, mais aussi porté au pouvoir, et déchu, par les États-Unis. Récit.

Par Philippe Delorme

22 avril 1967, Athènes, 2 heures du matin. *« Les chars prennent position autour du palais royal, devant le Parlement et aux principaux points stratégiques*, relate *Le Figaro* du jour. *Les officiers supérieurs prennent possession des bureaux administratifs de l'État, des télécommunications, ainsi que des postes de contrôle à l'aérodrome, au port du Pirée, à la radio et aux gares. »*

Quadrillage parfait. Coup d'État réussi. Un “décret royal” est diffusé: *« Le roi prie l'armée de prendre le pouvoir afin de maintenir l'ordre. »* Désigné peu après

par le roi Constantin II, le nouvel homme fort du pays est le colonel Giorgios Papadopoulos, 49 ans.

Au moment de sa prise de pouvoir, celui-ci, inconnu du grand public, est particulièrement influent en coulisses: ancien patron des services secrets grecs de 1959 à 1964, il a été formé à la CIA en 1953. Cinq ans plus tard, il sera l'un des fondateurs du "Bureau d'études militaires", décrit comme *« directement piloté par la CIA »*. Et qui sera impliqué dans le coup d'État…

Déportés sur l'"île du Diable"

À l'époque, en pleine guerre froide, l'inquiétude est en effet grande du côté des États-Unis de Lindon Johnson, de voir la Grèce, membre de l'Otan, basculer du côté des pacifistes et se rapprocher de l'Est. Or le risque est réel. Portée par l'esprit des *sixties*, la jeunesse du pays manifeste contre le gouvernement centriste et atlantiste de Panagiótis Kanellópoulos. On crie *« US go home! »*. Exceptionnellement prolixe, le monde culturel est à l'unisson: Costa-Gavras (auteur en 1969 du film *Z* sur cette période de prédictature), Mélina Mercouri, Mikis Théodorakis…, tous se mobilisent en faveur d'un "non-alignement" en réalité téléguidé par Moscou.

Au pouvoir, le colonel Papadopoulos et sa junte feront immédiatement taire la révolte. La répression sera terrible. Il la justifie en comparant son pays à un malade: *« Nous avons affaire à un patient sur la table d'opération*, déclare-t-il. *Si le chirurgien ne l'attache pas à son lit, et ne l'anesthésie pas, cela risque, au lieu de restaurer sa santé, de le conduire à la mort.* […] *Les restrictions que nous imposerons sont les sangles qui maintiennent le patient attaché afin qu'il subisse l'opération sans danger. »*

Des tribunaux militaires extraordinaires sont instaurés. Tout individu peut y être jugé. La chasse aux opposants politiques est impitoyable: des centaines d'actes de torture (notamment la *falanga*, consistant à frapper la plante des pieds), des dizaines de meurtres, plus de 6 000 déportés sur l'île de Gyaros, dite l'"île du Diable", interdiction des partis politique, dont le PC, des syndicats, de la liberté de la presse…

Dans le monde entier, la condamnation est unanime. La Grèce est chassée du Conseil de l'Europe, exclue de sa pré-adhésion à la CEE (l'actuelle Union européenne). Elle n'est en revanche pas exclue de l'Otan. Papadopoulos s'appuie en effet, avec le soutien des États-Unis, sur le… propre règlement de l'Alliance atlantique, ainsi que résumé en 1967 par le journal *Les Temps modernes*: *« L'armée est intervenue en appliquant simplement ce qu'on appelle le "plan contre la subversion intérieure", plan que doivent appliquer, en pareil cas, tous les pays membres de l'Otan* […] *lorsque la situation est jugée dangereuse pour les intérêts impérialistes et pour ceux des grands monopoles. »*

Pendant ses sept années au pouvoir, Papadopoulos fera aussi de l'exaltation du passé mythique du pays l'un de ses totems: *« Christos anesti! Ellas anesti! »* (*« Christ est ressuscité!, La Grèce est ressuscitée! »*), lance-t-il dans un discours de Pâques.

Défenseur de *« l'ordre moral orthodoxe »*, le dictateur s'essaiera enfin à *« remettre droit »* la jeunesse: cheveux longs et minijupes sont interdits. Ce qui fait fuir les touristes… On est loin d'une tyrannie comparable à l'Albanie voisine d'Enver Hodja *(lire page 60)*, cependant l'armée est omniprésente, et les libertés rognées.

Mais, comme avant le coup d'État, ceux qui ne sont pas exilés vont finir par se réveiller. L'École polytechnique est occupée. Son assaut par les troupes fera une centaine de morts…

Mais ce n'est pas le retour de la contestation populaire, et sa sanglante répression, qui pousseront les États-Unis, alors dirigés par Richard Nixon, à "lâcher" Papadopoulos. Pour le président américain, la ligne jaune sera franchie, et le sort de Papadopoulos scellé, le 20 juillet 1974, début de la "crise chypriote": à la suite de provocations grecques, la Turquie de Bülent Ecevit envahit Chypre. Les deux armées occupent chacune une partie de l'île et se font face. Deux armées membres de l'Otan… Pour Washington, entre les deux, le choix est rapide: la petite Grèce ne fait pas le poids devant la puissante Turquie.

Quatre jours plus tard, le 24 juillet 1974, Papadopoulos sera renversé par un autre groupe de militaires, auquel succédera, deux ans plus tard, un plus présentable gouvernement démocratique, lui aussi "ami". En 1975, les putschistes seront jugés et condamnés à mort, peine commuée en détention à perpétuité. Papadopoulos, non sans panache, refusera la libération qu'on lui propose en échange d'un reniement de son action, et mourra en prison en 1999, à 80 ans. Dans l'indifférence générale. ●

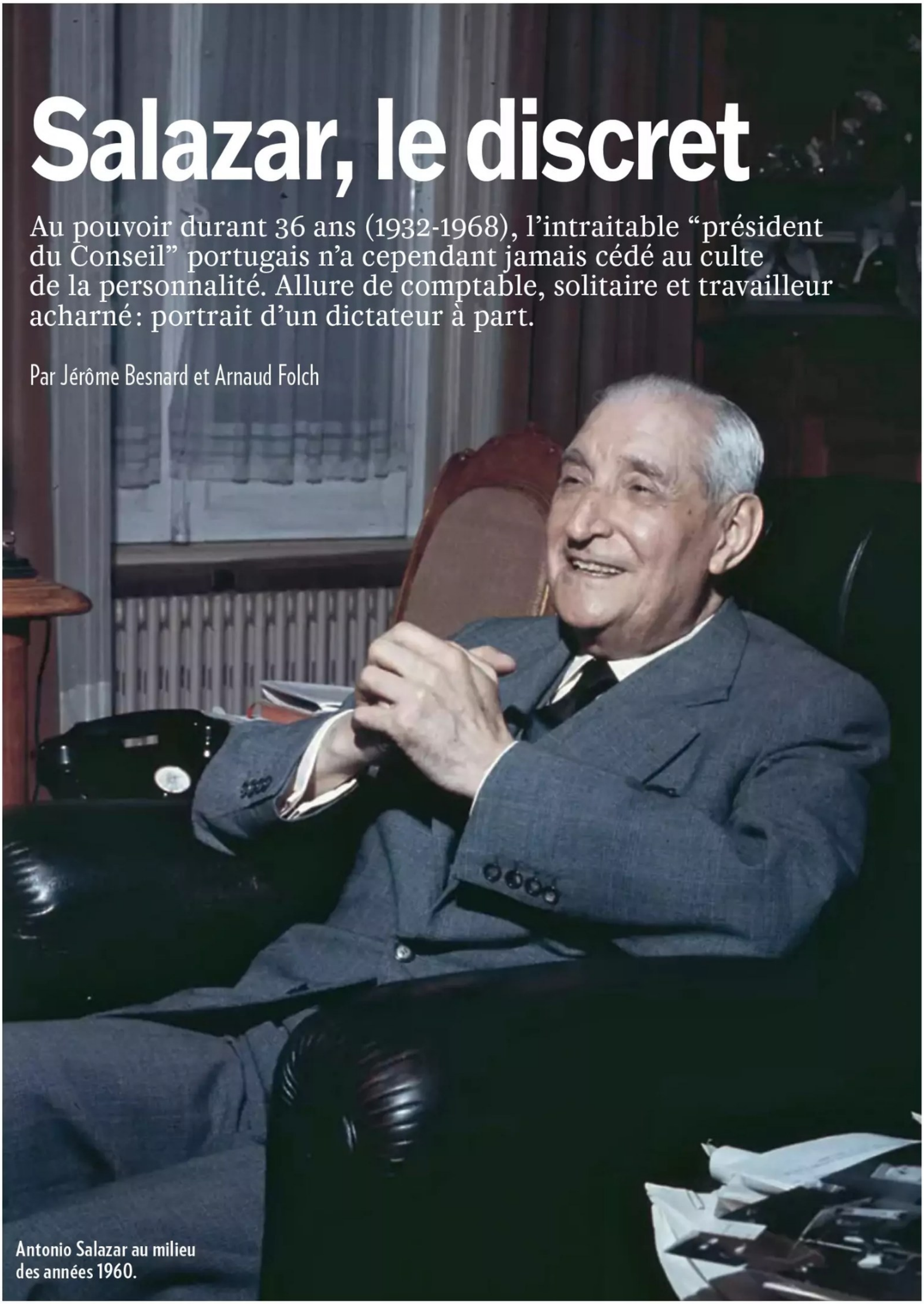
"La Grèce est comme un patient sur la table d'opération. Si le chirurgien ne l'attache pas à son lit, il meurt."

Giorgios Papadopoulos

Salazar, le discret

Au pouvoir durant 36 ans (1932-1968), l'intraitable "président du Conseil" portugais n'a cependant jamais cédé au culte de la personnalité. Allure de comptable, solitaire et travailleur acharné : portrait d'un dictateur à part.

Par Jérôme Besnard et Arnaud Folch



Antonio Salazar au milieu des années 1960.

DR

Le vieux monsieur de Lisbonne au visage fin et aux cheveux blancs, le dépeignait *Le Monde* au moment de sa mort, en 1970. Tous les jours ou presque le même rituel durant ses trente-six ans de règne (1932-1968) : travail-travail-travail. Départ aux aurores de sa petite maison du centre de Lisbonne (la plupart du temps non gardée !) pour son bureau de "président du Conseil des ministres", puis retour à la nuit tombée. Et le soir et le week-end, de nouveau du travail, presque toujours seul. Un unique secrétaire, peu de réunions, encore moins de déplacements, de discours ou de conférences de presse, pas de dîners, pas de femme, pas d'enfants. « *Un* "moine-dictateur", *solitaire et inlassablement au travail dans son bureau monacal…* », le dépeint l'étude *Salazar et le Salazarisme : la postérité d'un dictateur* (*Le Grand Continent*, 2021).

En raison de cette discrétion, Antonio Salazar est peu connu, hormis son nom, en dehors du Portugal. Bien que toujours sulfureux (un musée à son nom n'a pu ouvrir en 2019), il est en revanche parvenu à imposer dans le pays cette image d'« *ascète au service de l'intérêt général* ». Commandé en 2007 par la télévision publique RTP, un sondage l'élit même, pour 41 % des Portugais, « *personnalité la plus importante de l'histoire lusitanienne* » — loin devant le grand explorateur et légende nationale Vasco de Gama…

"Dictateur d'ancien régime"

Pour comprendre les mystères de l'étrange séduction de ce « *dictateur d'ancien régime* » (*Le Monde*) allergique au culte de la personnalité et à la domination des foules, retour aux sources : Vimieiro, une petite commune du nord du Portugal, la partie la plus austère du pays, où il naît en 1889. C'est un enfant pauvre, fils de paysans durs au mal. Même devenu dictateur, il continuera à revendiquer ses racines terriennes, répugnant à voyager. Il est aussi immergé dans une profonde culture catholique, plaçant Dieu au-dessus de tout, dont il ne départira pas.

Puis viendra le temps de l'excellence scolaire, inédite à l'époque pour un jeune homme de son milieu. Après s'être destiné à la prêtrise (jusqu'à recevoir les ordres mineurs), Salazar intègre la prestigieuse université de Coimbra, pépinière des dirigeants du pays. Il collectionne les premiers prix en droit, puis en sciences économiques — dont il décroche le doctorat en 1916. Fait exceptionnel : l'étudiant est si brillant et appliqué qu'il est choisi, dès sa sortie, pour devenir professeur titulaire de la chaire d'économie politique de l'université, devenant ensuite l'un des experts en finances publiques les plus renommés du pays.

> **"Nous ne discutons pas Dieu et la vertu, nous ne discutons pas la famille et la morale."**
>
> *Antonio Salazar*

Ses idées, alors, sont déjà ancrées. Elles constitueront les « *5 piliers* » de son futur *Estado Novo* ("État nouveau", 1936), instauré dix ans après le début de la dictature : Dieu, Patrie, Autorité, Famille et Travail (qui donneront au régime sa devise : "Dieu-Patrie-Famille", dont s'inspirera Vichy). S'y ajoute, convaincu par Maurras, un profond antiparlementarisme. « *Nous ne discutons pas Dieu et la vertu*, dit-il*; nous ne discutons pas la patrie et son histoire; nous ne discutons pas l'autorité et son prestige; nous ne discutons pas la famille et la morale; nous ne discutons pas la gloire du travail et son devoir.* » Il assure aussi souffrir du déclin du Portugal — auquel Rudyard Kipling, dès 1896, avait accolé cette mépri-sante épitaphe : « *Il était une fois un petit pays, vestige à demi ruiné d'un grand empire d'autrefois…* »

Encore aggravée par une instabilité ministérielle chronique depuis l'abolition de la monarchie (1910), la situation, pense-t-il, ne peut plus durer. C'est donc avec enthousiasme qu'il accueille le coup d'État militaire du général Oscar Carmona, le 28 mars 1926. Début de ce qu'on appelle la "dictature nationale" ou "deuxième République".

Deux ans plus tard, en 1928, Carmona est à la recherche d'experts de la "société civile", comme on dirait aujourd'hui : Salazar est nommé ministre de l'Économie et des Finances. Puis, en 1932, "président du Conseil des ministres", poste qu'il conservera ➤

Salazar à son bureau, au début des années 1950. Page de droite, l'ancienne maison du dictateur, à Lisbonne, mise en vente en 2014.

PHOTOS : DR ; AFP

jusqu'à son AVC, et son départ du pouvoir, en 1968. « *Le seul* "grand dictateur", relève l'étude *Salazar et le Salazarisme, à être porté à la tête de son pays pour ses qualités universitaires…* »

Suppression de la plupart des libertés publiques

Plus professeur que politique, l'homme, devenu ministre, ne brillera jamais, on l'a dit, par son éloquence. « *Il visait non pas à susciter l'enthousiasme des masses*, poursuit le document, *mais à faire appel à la raison et à la logique.* » Ses discours sont des exposés en plusieurs points lus d'une voix monocorde.

Mais son obstination paie : les résultats sont là, salués par les plus éminents économistes néolibéraux de l'époque, tel Frédéric Hayek. *A liçao de Salazar* ("la leçon de Salazar") fonctionne. Moins d'un an pour redresser les comptes publics, grâce à des coupes sombres dans les dépenses (son obsession). À peine cinq pour relever l'ensemble du pays. Témoignage, en 1938, de l'économiste Émile Servan-Schreiber (père de Jean-Jacques et Jean-Louis), dans son livre *Le Portugal de Salazar* (Denoël) : « *En moins de dix ans*, écrit-il, *Salazar a rétabli la paix sociale, redressé les finances, stabilisé la monnaie, moralisé et modernisé l'administration* ». Pas moins d'une vingtaine d'années de vraie prospérité suivront : de 1950 à sa mort, en 1970, jamais le PIB n'avait autant progressé : près de 6 % par an en moyenne, période dite du « *miracle portugais* ».

Même s'il ne sera pas parvenu à juguler le colossal exode rural (d'où l'importante immigration portugaise en France), Salazar est incontesté, ou presque,

LA TACHE COLONIALE

À la tête d'un empire colonial 23 fois plus grand que son propre territoire (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Cap-Vert, Macao, etc.), le Portugal de Salazar aura beau défendre l'idée d'*« un seul peuple »*, et prôner le métissage, le bilan n'en est pas moins lourd, notamment en Afrique : environ 100 000 morts. C'est en grande partie à son enlisement dans les conflits coloniaux (commencés en 1961) que le régime de l'*Estado Novo* (État nouveau), avec à sa tête Marcelo Caetano, le successeur de Salazar, devra sa chute lors de la révolution pacifique des Œillets (25 avril 1974). A. F.

en matière économique comme pour sa capacité de travail et sa probité. Il n'est pas épargné en revanche, dans le domaine colonial, où les cicatrices ne sont pas refermées *(lire encadré, page de gauche)*. De même pour l'adoption de "sa" Constitution de 1933 (cependant approuvée par référendum, vote ouvert pour la première fois aux femmes), qui supprime la plupart des libertés publiques: disparition des partis et syndicats d'opposition, remplacés par une chambre de corporations, interdiction de la grève, suppression de la liberté de la presse…

Juifs sauvés pendant la guerre

Sont en outre créés un parti unique (l'Union nationale) et une police politique, la PIDE. Au total, 30000 personnes auraient été arrêtées pour des raisons politiques, et pour certaines torturées, sous le règne de Salazar. Une dizaine d'opposants auraient en outre été assassinés. Dans le même ordre d'idées, rappelons aussi, durant la guerre civile espagnole, son soutien à Franco contre les républicains, si décisif au cours des premiers mois du conflit. Et la poignée d'exaltés qu'il autorisera à aller combattre sur le front de l'Est, sous l'uniforme allemand…

Pour autant, le dictateur ne fut jamais un "fasciste" dans ce que ce mot induit de fanatisme, de violence et de racisme. Certes il singea, un temps, ses "collègues" dictateurs en créant la *Mocidade Portuguesa* ("Jeunesse portugaise"), portant un uniforme siglé du "S" de Salazar, mais il y mit vite fin. Pas son style, décidément. Réactionnaire *« allié au sabre, au goupillon et au coffre-fort »*, oui; fasciste, comme Mussolini, Hitler ou même Franco, non.

Le régime de Salazar, donc? Au pire une *« dictature de cabinet »* (*Le Monde*), au mieux *« un présidentialisme de président du Conseil »* (étude *Salazar et le Salazarisme*). En tout cas aux antipodes, là encore, du fascisme et de son décorum: uniformes, grand-messes, armée militante… Pour Salazar, l'Union nationale, son parti unique, doit être l'inverse: *« l'antithèse d'un parti politique »*, un *« non-parti »*, dit-il, simple strate administrative permettant d'activer des dossiers. Rien de commun, définitivement, entre cet austère habité par la foi et le nazisme, qu'il qualifie de *« césarisme païen »*.

Durant la Seconde Guerre mondiale, tout en affichant sa "neutralité", le dictateur, fidèle à son alliance historique avec l'Angleterre, penchera là aussi du "bon côté". Il ouvre toutes grandes ses stratégiques frontières aux espions anglais et américains, autorise l'installation d'une base militaire alliée aux Açores pour surveiller l'Atlantique et lutter contre les U-Boot… Avec l'appui du consul portugais à Bordeaux, Aristides de Sousa Mendes, déclaré "Juste parmi les nations" en 1966, le pays devient aussi terre d'asile pour les Juifs persécutés, portugais ou non: entre 40000 et 100000 d'entre eux trouveront refuge au Portugal.

Contrairement à Franco, longtemps ostracisé *(lire page 76)*, Salazar ne sera du reste jamais marginalisé par les autres pays, ni pendant la guerre, ni après. Et le Portugal salazariste deviendra membre, dès leur création, de toutes les grandes institutions internationales: Otan, Onu, OCDE… La discrétion, là encore, arme première du dictateur. ●

6%

C'est, de 1950 à 1970, année de la mort de Salazar, la hausse moyenne record du PIB au Portugal, parmi les plus élevés d'Europe.

Tyrans rouges

Staline antisémite, Lénine vrai inventeur du goulag, Tito le faux modéré, Ceausescu, la mort mystère, les derniers secrets de la Stasi... Sous le joug du totalitarisme communiste.

Affiche de propagande soviétique des années 1920.

SOVFOTO/UIG/BRIDGEMAN IMAGES

Quand Staline déclarait la guerre aux Juifs

Occultée par l'histoire officielle, la politique antisémite de Staline après la guerre est pourtant avérée. "Complot des blouses blanches", procès de Prague, projet de déportation des juifs… : retour sur des persécutions et assassinats auxquels seule la mort du tyran mettra fin.

Par Arnaud Folch

Staline accompagné d'agents de la police secrète à Moscou, en 1953.

AKG-IMAGES

1er décembre 1952, réunion secrète du Politburo au Kremlin. Staline se lève: *« Tout sioniste est l'agent du service de renseignement américain*, déclare-t-il. *Les nationalistes juifs pensent que leur nation a été sauvée par les États-Unis* [...]. *Ils pensent qu'ils ont une dette envers les Américains. Or parmi mes médecins, il y a beaucoup de sionistes... »* C'est le premier acte, encore "privé", de ce que le pouvoir communiste appellera peu après le "complot des blouses blanches". L'instant où, selon l'historien dissident Roy Medvedev, *« Staline jeta son masque idéologique et fit ouvertement de l'antisémitisme une partie intégrante de sa politique »*. Dans son viseur: les 2,5 millions de Juifs vivant à cette époque en URSS.

Tout commence, donc, par ce pseudo-"complot des blouses blanches", qui ne sera "révélé" au grand public qu'un mois et demi plus tard à la une de la *Pravda*. Le 13 janvier 1953, le quotidien officiel du pouvoir communiste révèle en effet les *« arrestations »* de plusieurs médecins, pour la plupart Juifs, accusés de s'être *« donné pour but d'abréger la vie de personnalités publiques très actives de l'Union soviétique, en recourant au sabotage de traitements médicaux »*. Leur est notamment reprochée la mort à l'hôpital de plusieurs caciques du régime, dont l'idéologue du parti, Andreï Jdanov, mort *« empoisonné »* en 1948 de la main de ces *« agents stipendiés »* d'une *« cinquième colonne de la subversion en URSS »*.

"Si vous n'obtenez pas d'aveux, on vous raccourcira la tête!"

Au total, une quarantaine de docteurs, dont le médecin personnel de Staline et le médecin chef de l'Armée rouge, seront emprisonnés. Afin de démontrer une véritable *« conspiration agissant aux ordres du Congrès juif mondial »*, les arrestations s'étendent jusqu'au chef de la Sécurité d'État, Viktor Abakoumov. Comme le déclarera plus tard Khrouchtchev dans son célèbre "discours secret" du XXe Congrès du parti, le 25 février 1956, Staline prévient les services de sécurité: *« Si vous n'obtenez pas d'aveux des médecins, on vous raccourcira la tête! »*

Tous les moyens sont bons pour parvenir à ces aveux. *« Les passages à tabac devinrent si violents qu'une salle spéciale fut aménagée dans la prison de Lefortovo pour la pratique de la torture »*, raconte Joshua Rubenstein dans *Les Derniers Jours de Staline* (Perrin, 2022). Deux médecins juifs meurent sous les coups. Le reste des accusés craque.

« Empruntant une fois encore aux méthodes hitlériennes, le régime de Staline a désormais adopté ouvertement et sans conteste l'antisémitisme comme arme contre ses propres dissensions internes », relèvera, dès l'origine, le *New York Times* (14 janvier 1953), évoquant une *« résurgence de la folie nazie »*.

AKG-IMAGES

Qu'importe pour les partis communistes du monde entier, dont, en France, le PCF : *« Lorsque, en Union soviétique, est arrêté le groupe des médecins assassins travaillant pour le compte des services d'espionnage terroriste anglo-américain* [...], *alors la classe ouvrière applaudit de toutes ses forces »*, écrit *L'Humanité* du 22 janvier 1953.

Le caractère antisémite de l'affaire va prendre encore plus d'ampleur à la suite d'un attentat commis en Israël le 9 février à l'encontre de la légation soviétique de Tel-Aviv, qui fera trois blessés, dont la femme de l'ambassadeur. Aussitôt la *Pravda* dénonce *« la meute des chiens fous de Tel-Aviv, méprisable, vile et assoiffée de sang »*. Le journal communiste *Krokodil* caricature un juif à nez crochu et lèvres lippues. Sous la conduite de commissaires politiques du PCUS (le PC d'Union soviétique), des *« réunions d'urgence »* sont organisées dans toutes les usines pour dénoncer le *« sionisme assassin »*.

Vivant en URSS, Maria Weizmann, la sœur du Premier président israélien, est arrêtée par le KGB le 12 février. Le lendemain, Staline rompt les relations diplomatiques avec Israël. Partout, l'ennemi est clairement désigné : les Juifs. Jusque dans les écoles, où, raconte Joshua Rubenstein, *« un professeur de logique d'un lycée de Leningrad prit l'initiative de singer les accusations de la presse. Il écrivit un syllogisme odieux au tableau noir :*

A (les médecins assassins) = B (les Juifs)
A (les médecins assassins) = C (espions)
D'où il s'ensuit que :
B (les Juifs) = C (espions) ».

Étoiles jaunes cousues sur la manche

Pourtant premier pays à avoir reconnu Israël après sa fondation (mai 1948) — dans le but, il est vrai, d'y contrecarrer les intérêts britanniques ayant jusqu'alors mandat sur la Palestine —, l'URSS sombre dans un délire antisémite digne de l'Allemagne hitlérienne *(lire page 14)*. Des pogroms *« spontanés »* éclatent dans tout le pays. Des Juifs sont exclus, abattus. *« Dans les hôpitaux, c'est un enfer*, témoignera dans ses Mémoires l'intellectuel juif Ilya Ehrenbourg. *Beaucoup de patients considéraient les médecins comme de perfides scélérats et refusaient d'absorber le moindre médicament. »*

> **"Tout sioniste est l'agent du service de renseignement américain"**
>
> *Staline en 1952.*

Signe avant-coureur de cette déferlante antisémite : le procès dit de Prague survenu l'année précédente, en 1952, en Tchécoslovaquie, sur instruction de

"Gloire au grand Staline", peinture de 1950.

Staline. Sont alors visés l'ex-secrétaire général du PC tchécoslovaque, d'origine juive, Rudolf Slansky, ainsi que 13 de ses proches, dont 11 Juifs, tous accusés d'*« actes d'espionnage pour le compte des puissances occidentales »*. Torturés, les accusés "avouent" tout avant le procès: oui, ils sont des *« traîtres bourgeois nationalistes trotskistes-titistes-sionistes et ennemis du peuple tchécoslovaque »*. Le dictateur a détaché sur place l'un de ses "enquêteurs", Vladimir Komarov, membre du ministère de la Sécurité d'État (MGB). "Purgé" à son tour en 1953, il écrira à Staline pour réclamer sa libération au nom de son... antisémitisme: *« J'avais une détestation toute particulière des Juifs nationalistes, avec lesquels je me suis montré impitoyable, car je voyais en eux les ennemis les plus dangereux et les plus maléfiques de tous*, lui écrit-il. *En raison de ma haine à leur égard, j'étais considéré comme un antisémite non seulement par les accusés mais aussi par d'anciens employés du MGB qui n'étaient pas de nationalité juive. »*

Ouvert le 20 novembre 1952, le procès se solde évidemment par la condamnation des accusés: 11 sur 15 sont condamnés à mort. Ils seront pendus le 3 décembre, puis incinérés. Détail horrible raconté par Joshua Rubenstein: *« Leurs cendres* (sont) *dispersées sur le bas-côté d'une route verglacée, afin d'aider le chauffeur, qui était de la police secrète, à retrouver de l'adhérence pour ses pneus. »*

1948, AUX SOURCES DE L'ANTISÉMITISME DE STALINE

Selon certains historiens, la haine de Staline à l'encontre des Juifs remonterait à la première visite à Moscou (en septembre 1948) de Golda Myerson (future Golda Meir), première émissaire diplomatique d'Israël, qui sera acclamée dans les rues par plusieurs milliers de ses coreligionnaires. Convaincu, dès lors, de la déloyauté des Juifs vis-à-vis de l'URSS, Staline n'a donc pas attendu 1953 pour s'en prendre à eux. Deux mois après cette visite, le maître du Kremlin ordonne la dissolution du Comité antifasciste juif (créé par Moscou pendant la guerre), l'accusant d'être un *« centre de propagande antisoviétique »*. Arrêtés, 15 de ses responsables sont secrètement jugés. Reconnus coupables de *« nationalisme juif bourgeois »*, 13 d'entre eux, poètes et écrivains, sont exécutés; un autre mourra d'une crise cardiaque pendant son interrogatoire...
Sans atteindre au niveau que l'on connaîtra avec le "complot des blouses blanches", le climat vire déjà à l'antisémitisme. *« Une atmosphère d'intimidation, isolant les Juifs sur leur lieu de travail et mettant leur carrière en péril »*, rapporte Joshua Rubenstein. Professeure de philologie à Leningrad, Olga Freidenberg l'écrira ainsi à son cousin, le poète Boris Pasternak, en 1949: *« Les Juifs ne reçoivent plus aucune instruction, ils ne sont plus acceptés dans les universités et les cycles d'études supérieurs. L'université a été dévastée. Les meilleurs professeurs ont été révoqués. La mise à mort de ce qui reste de l'intelligentsia continue sans relâche. »* A. F.

Dès le lendemain de l'annonce par la *Pravda* du "complot des blouses blanches", c'est peu dire, donc, que le *Times* (14 janvier 1953) ne s'était pas trompé: *« Le procès de Prague*, écrivait-il, *n'était que le lever de rideau d'un drame qui allait bientôt être annoncé. »* L'annonce du pseudo-"complot", et ses tragiques conséquences, n'étant eux-mêmes que les prémices du dernier délire antijuifs de Staline: son projet de déportation des Juifs d'URSS...

Oublié, lui aussi, des livres d'histoire, de nombreux éléments attestent de ce plan. Très vite informé, le quotidien israélien *Haaretz* tire le signal d'alarme: *« Nous ne pouvons dissimuler nos craintes*, écrit-il, *que la purge des médecins juifs à Moscou puisse* ➤

CCI/BRIDGEMAN IMAGES

Caricature dénonçant l'antisémitisme de Staline, parue dans la presse allemande (RFA) en 1953.

servir de prélude, et peut-être de justification, à l'expulsion en masse des Juifs de Russie. » Même soupçon pour le *Times*, qui estime « *possible que ceux-ci* (les Juifs de Russie occidentale) *soient déportés, tout comme les tribus du Caucase et les Tatars de Crimée l'ont été, vers l'intérieur de l'URSS, par mesure de précaution* ».

Nié par les communistes, ce projet fou a été notamment confirmé par Jonathan Brent et Vladimir Naumov dans leur livre enquête *Le Dernier Crime de Staline, retour sur le complot des "blouses blanches"* (Calmann-Lévy, 2006), qui évoque une « *solution finale version Staline* ». Il y a, avancent-ils, « *d'amples motifs de croire que, comme dans tant d'autres cas, une politique avait été mise en œuvre sans directives écrites explicites, et qu'émanant du Comité central elle avait pénétré dans les unités d'investigation des services de sécurité* ». Est notamment prévue la construction de « *camps spéciaux* » dans plusieurs régions d'URSS : la Sibérie, le Kazakhstan et le Birobidjan, proche de la frontière chinoise.

De nombreux dissidents, historiens et écrivains, ont également évoqué ce « *plan secret* ». Ainsi de Roy Medvedev, qui en fera état dans son livre *Le Stalinisme, origine, histoire, conséquences* (Le Seuil, 1972) : Staline, affirme-t-il, « *se préparait à déporter massivement les Juifs vers quelques régions éloignées de l'URSS* ». Ainsi encore, et surtout, d'Alexandre Soljenitsyne lui-même dans un passage méconnu de son célèbre *Archipel du goulag* (Le Seuil, 1976) : « *Il semblait que Staline se préparait alors à organiser un grand massacre des juifs.* »

Des propos confirmés plus tard par le conseiller de Gorbatchev et président de la Commission pour la réhabilitation des victimes de la répression politique, Alexandre Iakovlev, selon lequel « *des préparatifs de déportations massives de Juifs de Moscou et d'autres grands centres industriels vers les régions du Nord et de l'Est* » étaient en cours dès février 1953. Dans son livre *The Time of Stalin : Portrait of a Tyranny* (Harper & Row, 1981, non traduit en France), Anton Antonov-Ovseyenko apporte même la précision suivante : s'étant secrètement penché sur la question, le Comité central du PCUS avait même prévu la possibilité pour « *certains Juifs* » de demeurer à Moscou, mais affublés d'« *une étoile jaune cousue à la manche* »

Le témoignage de Khrouchtchev

Selon plusieurs témoignages, ce projet de déportation des Juifs a été évoqué par Staline lui-même fin février 1953 devant les membres du présidium du parti. Ce que révéleront notamment après la mort du tyran le *Times* (16 avril 1956) et le *New York Times* (8 juin 1957), ce dernier citant une « *confidence* » de l'ambassadeur d'URSS en Pologne Panteleïmon Ponomarenko, assurant que Staline, au cours de cette réunion, « *avait annoncé son plan d'envoyer tous les Juifs russes au Birobidjan* ». Présent ce jour-là, Khrouchtchev aurait même, selon un autre article du *Times* (8 septembre 1959), confié des années plus tard au professeur de sociologie américain Jerome Davis (rencontré en 1957) que lui-même et d'autres dirigeants du parti auraient à cette occasion « *forcé Staline à se réfréner* », et qu'ils avaient donc « *sauvé* » les Juifs de la dernière folie du tyran.

Sans doute Khrouchtchev, réécrivant l'histoire, se donnait-il là le beau rôle. Difficile, en effet, d'imaginer que les caciques tremblants de l'URSS d'alors aient pu ainsi contester Staline…

C'est donc plus sûrement sa mort, survenue le 5 mars 1953, soit quelques jours seulement après cette réunion de la fin février, qui « *sauvera* » les Juifs d'URSS. Ce décès providentiel de Staline permettra aussi d'épargner les médecins juifs arrêtés dans le cadre du "complot des blouses blanches". Ceux-ci seront libérés peu après. Aucun procès n'aura lieu. Un mois plus tard, la *Pravda* annoncera que ledit "complot" n'avait jamais existé… ●

ON PEUT ÉVOQUER L'INSÉCURITÉ...

OU PRÉFÉRER COMBATTRE LE LAXISME

JE M'ABONNE À

BOULEVARD VOLTAIRE

Le quotidien de la France droite et fière !

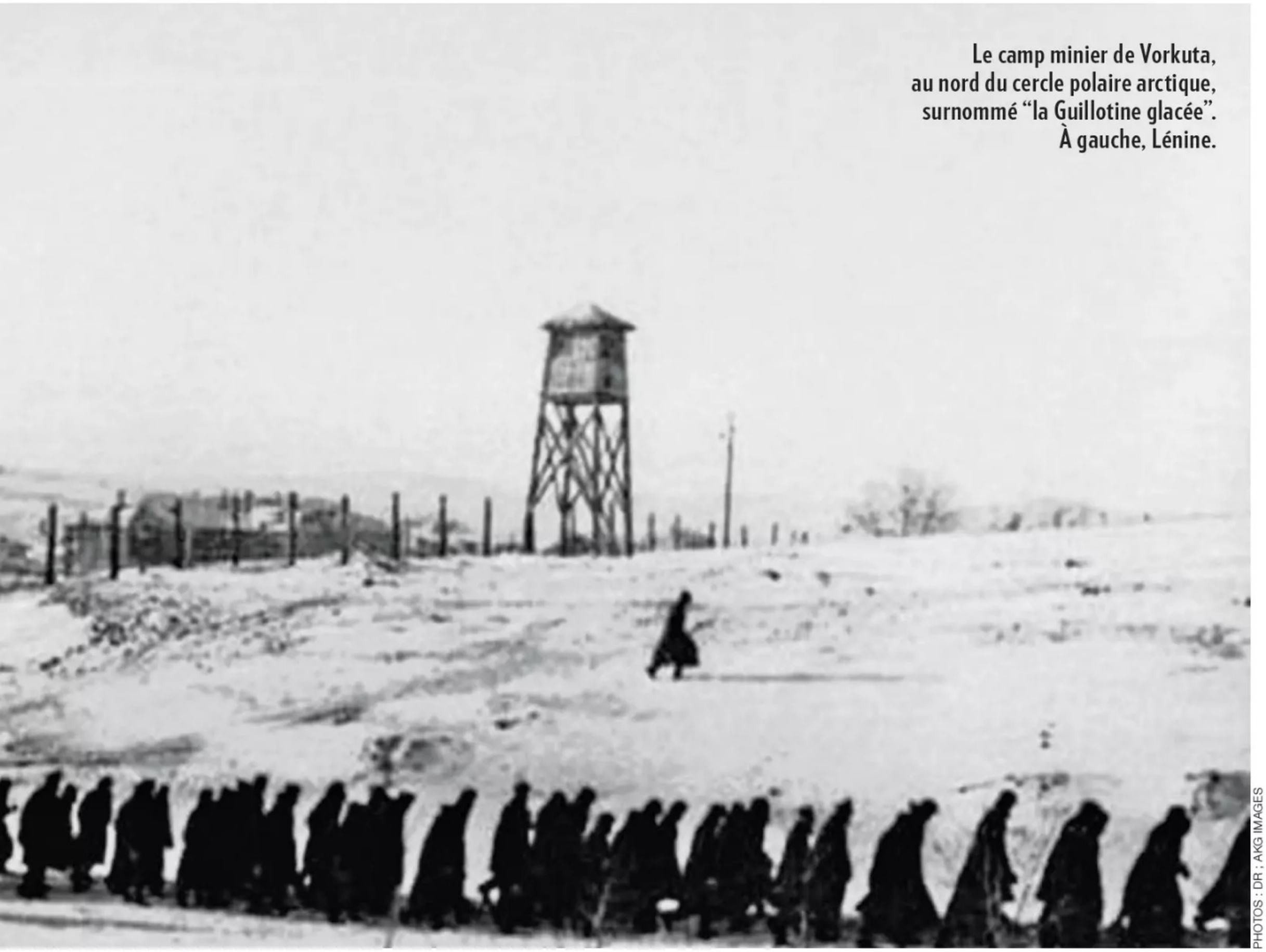
BVOLTAIRE.FR

Lénine, l'inventeur du goulag

Contrairement à ce que l'on croit, ce n'est pas Staline mais son prédécesseur, encore célébré aujourd'hui, qui est à l'origine de ces "camps de concentration" censés construire des "hommes nouveaux". Et où périrent plus de deux millions de forçats.

Par Arnaud Folch

Par une main de fer, emmenons l'humanité vers le bonheur! C'est sous cette gigantesque inscription, placardée à l'entrée du camp, qu'arrivait la longue colonne des forçats du *« camp »* de Solovki, situé sur un îlot glacé de la mer Blanche, balayé par les bourrasques. Idéologie, mensonge, travail forcé et famine : il fut l'un des plus mortifères de l'ère soviétique. Ouvert en 1923, sous Lénine (1917-1924), il fermera ses portes en 1939 en raison de sa proximité avec la Finlande, en guerre contre l'URSS. Dans l'intervalle, 80 000 à 100 000 morts. De froid, de faim,



Le camp minier de Vorkuta, au nord du cercle polaire arctique, surnommé “la Guillotine glacée”. À gauche, Lénine.

PHOTOS : DR ; AKG IMAGES

de maladie, suicidés, sous la torture, abattus d’une balle dans la tête…

« *En 1917*, raconte l’historienne Anna Iakovleva, *la Tcheka* (l’ancêtre du KGB, NDLR) *procédait déjà à des arrestations et à des exécutions dites extrajudiciaires. En 1922, elle gérait trois camps autour d’Arkhangelsk. Y étaient enfermés les “ennemis de la révolution”: officiers tsaristes, nobles, popes… En 1923, rebaptisée Guépéou, la police secrète décida de transférer ces indésirables sur l’archipel des Solovki. Pour trois raisons: l’isolement géographique (rendant toute évasion impossible); la présence d’infrastructures (débarcadères, bâtiments, canaux); l’autosuffisance économique (bois, pêche, tourbe, élevage).* » Regroupés en 476 complexes en 1953, à la mort de Staline, près d’un millier d’autres “camps de travail” suivront…

Goulag: à elles seules, ces six lettres, acronyme de *glavnoïé oupravlénié laguéreï* (“administration principale des camps”), pourraient résumer le totalitarisme rouge s’étant abattu sur l’ex-Russie des tsars dès la prise du pouvoir par Lénine en 1917. Car si « *le goulag, en tant que direction administrative regroupant l’ensemble des structures pénitentiaires des différentes républiques soviétiques date de 1934, les camps apparaissent en Russie soviétique dès les premiers mois du nouveau régime* », rappelle le directeur de recherche au CNRS Nicolas Werth.

S’il fut poussé à son paroxysme à partir de 1930, sous Staline, c’est à son fondateur, Lénine, que l’on doit la mise en place généralisée de ce “modèle”. Un “modèle” qui, rappelle Stéphane Courtois dans *Le Livre noir du communisme* (Robert Laffont, 1997), fut ensuite l’inspirateur, jusque dans l’organisation de ses baraquements, de l’autre totalitarisme du XXe siècle : le national-socialisme *(lire page 14)*. Mais sans jamais, pour ce dernier, certes demeuré huit fois moins long-

200

C’est le nombre de goulags (ne portant pas encore ce nom) construits sous Lénine. Au total, près de 300 000 “zeks” y ont été incarcérés sur ses ordres.

Percement du canal de la mer Blanche par les “zeks” du goulag.

AKG-IMAGES

temps au pouvoir, atteindre aux chiffres phénoménaux du nombre de *zeks* (déportés) en URSS: près de 25 millions de personnes au total — 10 % des habitants de l'époque; autant que la population actuelle de l'Australie!

L'idée des futurs goulags est venue à Lénine avant même la Révolution russe. Celui que Trotski décrivait *« de petite taille, corpulence trapue, vivacité et élasticité des mouvements, des pommettes saillantes, le front élevé, la peau basanée et une calvitie précoce »* réfléchit en effet à un moyen de mettre *« hors d'état de nuire »* les *« ennemis de classe »*. En janvier 1918, quelques mois seulement après sa prise de pouvoir, le projet sera officiellement lancé. Objectif: séparer du reste de la population ceux qu'il nomme les *« saboteurs millionnaires »*.

Le premier *« camp de concentration »*, datant du 4 juin 1918, sera cependant dévolu à l'internement de prisonniers de guerre tchèques, soumis à des *« tâches subalternes »* sous la surveillance de la Tcheka. Mais c'est deux mois plus tard que la furie concentrationnaire du nouveau régime va véritablement s'instaurer, et se généraliser. Le 8 août est lancée la construction de deux camps à Mourom et Arzamas (300 et 400 kilomètres à l'est de Moscou) pour *« les agitateurs louches, les officiers contre-révolutionnaires, les saboteurs, les parasites* (et) *les spéculateurs »*. Le lendemain, Lénine adresse un télégramme au comité bolchevique de la province de Penza, donnant l'ordre d'enfermer immédiatement dans *« un camp de concentration les koulaks, les prêtres, les Gardes blancs et autres éléments douteux »*.

“Toutes les caractéristiques du pouvoir stalinien ont été inaugurées sous Lénine et par Lénine.”

Stéphane Courtois, “Lénine, l'inventeur du totalitarisme”.

Jusque-là sans assises juridiques, ce qui prendra plus tard le nom de goulag est réglementé une première fois en avril 1919: sur instruction de Lénine, un décret du Commissariat à l'Intérieur institue deux sortes de camps: les *« camps de travail coercitif »* (pour délinquants) et, donc, ces nouveaux *« camps de concentration »* destinés aux individus *« socialement dangereux »* — les futurs goulags. Sont notamment désignés pour y être enfer-

més sans jugement les *« fonctionnaires de l'ancien régime »* et autres *« otages issus de la haute bourgeoisie »*. Chaque province soviétique est tenue d'en ouvrir *« au moins un (…) de trois cents places »*. Très vite, y est imposée la *« rééducation par le travail »*. À la mort de Lénine, le 21 janvier 1924, près de 300 000 *« réactionnaires »* ont déjà été incarcérés. *« Toutes les caractéristiques du pouvoir stalinien ont été inaugurées sous Lénine et par Lénine »*, écrit Stéphane Courtois dans *Lénine, l'inventeur du totalitarisme* (Perrin, 2017). Staline s'étant contenté, ensuite, de suivre la voie tracée par son prédécesseur…

"Une humanité nouvelle délivrée de toute aliénation bourgeoise"

Inventé par Lénine, donc, ce système concentrationnaire dont le dernier camp ne fut fermé qu'en… 1991, sous Gorbatchev, ne fut pas qu'un simple appendice du régime, encore moins une "dérive" du système, mais un pilier essentiel du communisme au pouvoir.

Sans programme officiel d'extermination, deux millions d'individus au moins, dont plusieurs dizaines de milliers de femmes, y trouveront la mort. S'y ajoutent les centaines de milliers d'autres, décédés durant les trajets ou à l'issue de leur peine, durant leur période obligatoire de relégation dans la région de leur internement. Vies niées, morts profanées. Les cadavres, racontera Edward Buca dans *Vorkuta* (1976), sont chargés, *« nus, sur des traîneaux, tête à l'extérieur et pieds dedans. Chaque corps portait une plaquette de bois, une "birka", attachée au gros orteil du pied droit, et indiquant son nom et son matricule. Avant que le traîneau ne franchisse le portail du camp, le "nadziratel", un officier du NKVD, prenait un pic qu'il enfonçait dans chaque crâne. Il s'agissait de vérifier que nul ne sortît vivant »*.

Si l'objectif était, en *« rééduquant »* les prisonniers, de construire une *« humanité nouvelle délivrée de toute aliénation bourgeoise »*, le système concentrationnaire soviétique a aussi, et surtout, longtemps répondu à un impératif économique. *« Pourquoi éliminer les contre-révolutionnaires alors qu'ils peuvent nous être utiles? »*, résumait Lénine. Selon leur endurance, tous sont affectés à l'industrialisation à marche forcée du pays: grands travaux pharaoniques (voies ferrées, dont la magistrale Baïkal-Amour du Transsibérien, ports, dont celui de Donetsk, canaux, dont celui de la mer Blanche…), mines de charbon, d'or et de fer, production de bois, forages de gaz et de pétrole, ouvriers réquisitionnés dans les usines d'armement…

Cadences infernales, taux de mortalité moyen sur les chantiers de 10 %, responsables de camp exécutés lorsque les rendements ne sont pas atteints: de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à celle des années 1950, le poids du goulag représentera jusqu'à… 40 % de l'économie soviétique! *« Je considère le système pénitentiaire soviétique comme indiscutablement le plus souhaitable dans le monde entier »*: à l'unisson de tous les "partis frères", c'est le jugement qu'osera porter, en 1951, la communiste Marie-Claude Vaillant-Couturier. À laquelle rendent encore aujourd'hui hommage des dizaines de plaques de rue en France. Plus nombreuses que celles dédiées à Soljenitsyne… ●

"QUAND LA TEMPÉRATURE DESCENDAIT À – 67°…"

Vingt ans après *Une journée d'Ivan Denissovitch*, d'Alexandre Soljenitsyne (1962), Pavel Galitsky, longtemps doyen des survivants du goulag (il est mort centenaire!), a témoigné lui aussi de son terrible parcours. Arrêté en 1938 pour *« propagande contre-révolutionnaire »*, il est embarqué sur un bateau à Vladivostok avec les autres forçats, direction la région de Kolyma, proche du cercle polaire. *« En septembre, il neigeait déjà*, racontera-t-il. *Trois mois plus tard, le thermomètre est descendu à – 67°. »* Autour de lui, ses compagnons d'infortune tombent les uns après les autres. Un soir, il surprend un ancien directeur d'usine assis parmi les excréments: *« Il triait les matières fécales avec un bâtonnet afin d'en extraire les grains de céréales qui n'avaient pas été digérés*, se souviendra Galitsky. *J'ai croisé son regard, derrière ses lunettes. Alors il m'a dit en pleurant: "Je ne suis plus un homme; ils ont fait de moi un animal." »* Quarante-huit heures plus tard, il était mort. *Idem*, un autre jour, avec un ex-professeur d'université ayant échangé avec les gardiens un bol de bouillie contre des pépites d'or trouvées dans la mine: *« Il a mis le précieux bocal sous son lit. Mais le lendemain, il a découvert qu'un rat trempait dans son repas. Il a extrait le rongeur du "balanda". Puis il l'a bu goulûment. »* Ce qui ne l'empêchera pas, lui aussi, de périr peu après… Galitsky sera l'un des rares rescapés. Selon l'historien britannique Robert Conquest, le taux de mortalité dans le camp approchait… 100 %. A. F.

Tito, la face cachée d'un faux modéré

Loin d'être le "modéré" que l'on dit, l'ex-maréchal et "président à vie" communiste de Yougoslavie (1945-1980) fut longtemps le protégé de Staline et a multiplié les exactions.

Par Jérôme Besnard

G-IMAGES

Le mausolée de Tito (1892-1980) est toujours là, intact, à Belgrade, dans son environnement arboré. Son tombeau est même l'un des monuments les plus visités de la capitale serbe. Parmi les photos exposées au mur représentant les personnalités étrangères venues fleurir sa tombe se trouve celle de François Mitterrand. Dans le petit musée attenant, figure sa cravate de commandeur de l'ordre du Mérite combattant décernée au dictateur communiste, sous la IVe République, par le président René Coty. Il y a loin, pourtant, entre son image de "modéré", due à sa politique de "non-alignement" à partir des années 1950, et la réalité du régime: trente-sept années d'un règne de fer ponctué de nombreux massacres et exactions.

Né en Croatie, Josip Broz a 26 ans lorsqu'il rejoint le Parti communiste clandestin, en 1918. Élève, à partir de 1935, de l'École internationale Lénine de Moscou, membre du PC d'URSS et même du NKVD, l'ancêtre du KGB, il devient rapidement le protégé de Staline *(lire page 44)*. Au point qu'en 1937 ce dernier fait exécuter le secrétaire général en titre du Parti en Yougoslavie pour le remplacer par ce soutien zélé.

Basculant dans la résistance armée à partir de 1941, et de l'invasion de la Yougoslavie par Hitler, ce sont ensuite moins à des objectifs de libération nationale qu'à une prise du pouvoir personnelle que s'attelle le futur dictateur rouge. *« Dans les quatre années qui suivent, Tito combat plus volontiers les tchetniks du général monarchiste Mihailovic soutenu par les Alliés que les troupes italiennes et allemandes »*, écrit l'historien Jean-Christophe Buisson dans *Mihailovic, héros trahi par les Alliés* (Tempus, 2011). L'Allemagne vaincue, Tito le fera du reste fusiller en 1946. Aujourd'hui encore, on ne sait toujours pas où a été inhumé celui qui était surnommé "le de Gaulle serbe"…

Au sommet du mont Sabotin, sur les hauteurs de la ville italo-slovène de Gorizia, se détache encore en lettres géantes, gravées dans la roche, le nom de Tito, comme un ultime affront aux morts qui reposent encore par centaines, voire par milliers, dans les *foibe*, ces grottes naturelles caractéristiques de la presqu'île de l'Istrie. De nouvelles cavités emplies d'ossements sont régulièrement découvertes.

Épuration ethnique et rééducation

On estime au total à une dizaine de milliers les Italiens assassinés autour de Trieste entre 1943 et 1947. *« Élimination de militants fascistes »*, affirme-t-on côtés serbe et croate; *« épuration ethnique »*, dénonce-t-on en Italie, où Fratelli d'Italia, le parti de la Première ministre Giorgia Meloni, a récemment déposé une proposition de loi visant à priver à titre posthume le maréchal Tito du titre de chevalier grand-croix de l'ordre du Mérite de la République italienne, en permettant la révocation des personnes reconnues coupables de *« crimes cruels »* et de crimes contre l'humanité.

Opposants et religieux envoyés dans les mines de Bosnie.

La place manque ici pour rapporter toutes les exactions commises par le régime titiste: des 30 000 paysans hostiles à la collectivisation des terres arrêtés par la police politique aux 2 000 Croates jetés en prison pour *« activités contre-révolutionnaires »*, en passant par les nombreux opposants, notamment religieux, envoyés se faire *« rééduquer »* dans les mines de Bosnie. Sans oublier le culte de la personnalité, omniprésent tout au long du règne du "président à vie" yougoslave: villes et villages rebaptisés à son nom, jour de la fête nationale déplacé à celui de sa naissance (le 7 mai), etc.

209 délégations de 127 pays n'en seront pas moins présentes à Belgrade lors de ses obsèques, en 1980. ●

À L'ORIGINE DE L'ÉCLATEMENT DE LA YOUGOSLAVIE

Dernier "crime" de Tito, géopolitique celui-là: avoir créé une situation qui aboutira, après sa mort, à l'éclatement de la Yougoslavie. Ce processus débutera en 1990, dix ans après son décès. Incapable de désigner un successeur, jouant des diverses nationalités les unes contre les autres, affaiblissant à dessein le pouvoir central serbe, l'homme a légué une poudrière à ses successeurs. En jouant à l'apprenti sorcier, c'est Tito lui-même qui a enterré les chances de survie de cet État pluriethnique et pluri-religieux, forgé dans l'entre-deux-guerres par la dynastie Karageorgévitch avec le soutien de la France. J. B.

Ceausescu, la main du Kremlin

Quel a été le rôle exact de Gorbatchev dans la chute et la mort du "Conducator" roumain et de sa femme (1989) ? Aucune certitude. Mais nombre de pistes mènent à Moscou...

Par Jérôme Besnard

25 décembre 1989, 14h 30, Târgoviste, à 50 kilomètres de Bucarest. Dans une petite salle glacée de l'école communale, transformée à la hâte en "tribunal spécial", Nicolae et Helena Ceausescu, au pouvoir depuis 24 ans, viennent d'être condamné à mort pour *« génocide »*. Avec exécution immédiate. L'ancien Conducator et sa femme ont émis deux dernières volontés : mourir ensemble et ne pas avoir les mains liées. Seule la première leur sera accordée.

Il est 14 h 50 lorsqu'ils font face au peloton. Ceausescu crie : *« Mort aux traîtres ! Longue vie à la République socialiste libre et indépendante de Roumanie ! L'Histoire me vengera ! »* Puis il hurle un couplet de *L'Internationale* : *« Debout les damnés de la terre ! Debout les forçats de la... »* Il n'a pas le temps de finir. Les balles crépitent. Les deux corps s'affaissent.

Fin d'une tyrannie, début d'un mystère : y a-t-il des acteurs et commanditaires secrets de la chute du dictateur roumain ? – la seule, de tous les pays de l'est, à avoir été sanglante (plus de 1 000 morts et 3 000 blessés)...

Tout commence huit jours plus tôt, le 17 décembre 1989, à Timisoara, importante ville de l'ouest. Quelques centaines de membres de la minorité hongroise manifestent. Une habitude. Mais cette fois le siège du PC local est mis à sac. La Securitate (le KGB roumain) ouvre le feu. La révolte, pourtant, continue de se propager. Mikael Gorbatchev, à Moscou, suit les évènements avec inquiétude. Le soir-même il convoque l'ambassadeur de Roumanie en URSS.

De retour d'un voyage officiel en Iran trois jours plus tard, Ceausescu ne peut que le constater : alors qu'il suffisait jusqu'à présent de faire donner la force, cela, cette fois, ne suffit plus. Lui-même et son entourage en sont convaincus : *« il y a*, dit-il, *des incendiaires à la manœuvre. »*

"Une révolution d'appareil"

Pour une fois, ses accusations sont plausibles : plusieurs manifestants ont reconnu, depuis, avec été payé pour saccager le siège du PC. D'autres ailleurs. Parmi les éléments "à charge" figure aussi un témoignage de poids : celui du procureur militaire Dan Voinea, l'homme qui a prononcé la peine de mort contre le couple. *« Ceausescu*, déclarera-t-il, *a été sacrifié pour préserver l'administration du pays. Ainsi, on dédouanait le système. Nous avons perdu l'occasion d'un procès historique, celui du communisme, qui reste à faire. »*

À pied d'œuvre en Roumanie, selon cette thèse, pour souffler sur les braises et "orienter" cette "vrai-

975 000

C'est le bilan officiel des morts politiques (exécutions et décès en prison) du communisme en Roumanie (1947-1989).

JOEL ROBINE/AFP

fausse révolution", ceux-là mêmes qui en seront les principaux bénéficiaires : Ion Iliescu et Petre Roman, les futurs président et Premier ministre successeurs de Ceausescu. Les deux hommes et plusieurs de leurs proches ont été nommément cités. On sait aussi que pendant les événements, ils ont échangé en direct à plusieurs reprises avec Gorbatchev au téléphone. Et que ce dernier, à l'époque, croyait encore possible (la Roumanie sera le premier pays communiste à tomber) de préserver "ses" pays de l'est.

Or loin d'être des opposants, ces deux hommes du sérail plus "présentables" qui parviendront en huit jours à se hisser à la tête de l'appareil du pouvoir sont de purs produits du régime. « *Une révolution d'appareil* » accusent leurs opposants. Proches de Gorbatchev, surtout Roman, ils ont été toute leur vie au service du communisme. Iliescu, 59 ans, fut membre du comité central du PC roumain (1969-1984) et ministre de la Jeunesse (1967-1971). Entré en (relative) disgrâce auprès de Ceausescu, il a conservé de puissants relais au sein du pouvoir et du parti. Roman, 43 ans, brillant universitaire, est de son côté un pur "protégé" du Conducator. Depuis toujours : membre éminent du parti, son père Walter, mort en 1983, était même cofondateur de la Securitate et… colonel du KGB !

PHOTOS : DR

L'exécution du couple Ceausescu le 22 décembre 1989.

Les deux hommes ont-ils été à la manœuvre, comme depuis le début de la révolte, lors des événements fatidiques du 21 décembre conduisant à la chute du régime ? Afin de reprendre la main, Ceausescu a programmé pour ce jour-là un *« grand rassemblement »* place du Comité central à Bucarest. Mais son discours a commencé depuis huit minutes quand, soudain, on entend des tirs – qui se révèleront… enregistrés. Débandade. Puis cris et sifflets "spontanés" venus de la foule restante. Le dictateur balbutie, promet n'importe quoi (tous les salaires multipliés par 10 !) et se réfugie dans le bâtiment…

Dossiers classés

C'est la fin. Ne lui reste que quelques heures à vivre. Le couple passe la nuit sur place, pendu au téléphone. Tous leurs soutiens ont basculé dans le camp d'Iliescu et Roman, qui s'affichent désormais publiquement comme premiers opposants, et sont les seuls responsables à répondre aux médias étrangers.

Le lendemain 22 décembre en début d'après-midi, après de sanglants affrontements pendant la nuit, le Comité central est envahi. Le couple Ceausescu s'enfuit par le toit en hélicoptère.

Fait troublant : cet hélicoptère de sécurité ne dispose que de quelques litres de carburant. *« Ça n'était jamais arrivé »*, dira le pilote. Résultat : il est contraint d'atterrir à seulement 15 minutes de vol, juste à côté de la commune où le couple sera jugé. Sur place, les deux fugitifs sont rapidement capturés par les *« autorités »* dans des circonstances encore (très) confuses.

Première décision du Front de salut national (FSN), le nouveau parti d'Iliescu qui s'empare du pouvoir avec le soutien des ex-caciques du régime : juger immédiatement le couple Ceausescu. Puis le faire fusiller par des parachutistes – eux aussi déjà sur place…

Des années plus tard, au début du XXIe siècle, Iliescu et Roman (93 et 77 ans aujourd'hui) seront tous deux poursuivis pour *« crimes contre l'humanité »* : le second dans le cadre de violences d'État ultérieures ; le premier pour son implication dans les massacres pré-"révolution" et l'exécution des Ceausescu. Tous deux seront blanchis, les dossiers classés.

De 1989 à 2017, seuls deux anciens bourreaux ont été reconnus coupables de *« crimes contre l'humanité »* sous l'ère Ceausescu – pourtant responsable de près de 1 million de morts. Deux ex-chefs de goulag. Mais aucun commanditaire. ●

GHEORGHIU-DEJ, L'INVENTEUR DU "GOULAG ROUMAIN"

Prédécesseur à la tête de la Roumanie rouge et mentor de Ceausescu, Gheorghe Gheorghiu-Dej *(photo)*, né en 1901, a fondé et gouverné la Roumanie communiste pendant dix-huit ans, de la chute de la monarchie (1947), à sa mort (1965). Chef communiste clandestin, cet ex-cheminot sera interné de 1933 à 1944, puis deviendra le jouet de Staline pour diriger le pays.

On a beaucoup écrit sur l'horreur du régime de Ceausescu : délation généralisée, éliminations de dissidents, culte de la personnalité, projets pharaoniques, destruction de patrimoine… On connaît peu celui qui fut pourtant son "protecteur", jusqu'à en faire son dauphin. Symbole de la répression du régime, on lui doit notamment la sinistre prison de Sighet, surnommée *« le premier goulag roumain »*. J. B.

TVL

TVL.FR

L'INFORMATION SANS ŒILLÈRES

TOUS LES JOURS :
UN JT ET DES ÉMISSIONS

Statue d'Enver Hodja devant le Musée national historique, à Tirana en 1990.

MIKE GOLDWATER/ALAMY STOCK PHOTO

Enver Hodja, l'Ubu rouge

Au pouvoir en Albanie durant près de quarante ans (1948-1985), celui qui se voulait le "dernier disciple" de Staline a transformé son pays en goulag. Était interdite toute religion, mais aussi le port de la barbe ou des cheveux longs…

Par Philippe Delorme et Arnaud Folch

Le Parti nous instruit, nous corrige, mais nous condamne aussi lorsque nous dépassons les bornes, déclarait-il encore en 1973. *Si l'ivraie n'est pas enlevée, il n'y a pas de grain; si l'arbre n'est pas taillé, il n'y a pas de fruits.* […] *Donc, celui qui nuit au peuple et au Parti doit en répondre et, selon l'importance de sa culpabilité, recevoir sa punition, car la punition est aussi une des formes de l'éducation.* Vingt ans après la mort de Staline *(lire page 44)*, et jusqu'à la sienne, vieillard impotent ne se déplaçant plus qu'en chaise roulante, en 1985, c'est toujours au "Petit Père des peuples" et à ses terribles méthodes que se référait le "Camarade suprême" de l'Albanie — rompant même avec l'URSS poststalinienne, accusée de *« révisionnisme »*!

Jusqu'au bout, Enver Hodja (1908-1985) n'aura eu de cesse de combattre les *« comportements inappropriés contraires à l'éthique socialiste »*. Motif: *« Si les influences et les manifestations du mode de vie bourgeois ne sont pas combattues, elles ouvrent la voie à la dépravation et à la dégénérescence du peuple. »* Et de citer entre autres, toujours en 1973, *« les importations bâtardes telles que les cheveux longs, les vêtements extravagants, la musique de jungle hurlante, les vulgarités, les comportements indécents, etc. »*. Avant d'inaugurer une énième statue de Staline…

Des agents aux carrefours… mais pas de voitures

Avec le maître du Kremlin, devenu son "protecteur", tout avait pourtant mal commencé. En 1945, au lendemain de la guerre, Staline n'a que mépris pour ce petit pays de moins de 1,5 million d'habitants, à 90 % paysans, qu'il juge *« arriéré »* et *« primitif »*. Hodja lui-même, alors numéro deux du PC, n'est à ses yeux qu'*« un petit-bourgeois trop enclin au nationalisme »*. Objectif, alors, de Staline: supprimer purement et simplement l'Albanie pour en faire la septième république yougoslave. Mais sa rupture avec Tito *(lire page 54)*, en 1948, va tout changer.

Du jour au lendemain, Hodja, chef de file (minoritaire) des communistes hostiles à cette "intégration" devient le nouvel homme lige de Moscou. Le pro-yougoslave Kotchi Dodje est exclu du PC, condamné pour haute trahison et pendu. Hodja devient le chef du parti, rebaptisé Parti du travail (*Partia e Punës e Shqipërisë*). Le début d'une effrayante épopée qui va transformer son pays en laboratoire du *« communisme intégral »*…

Retour en arrière: c'est en… France, comme tant d'autres futurs dignitaires rouges *(lire page 80)*, que Hodja, issu d'une famille musulmane de petits propriétaires terriens, se convertit au marxisme-léninisme. Nous sommes en 1930. Jusqu'alors étudiant au lycée français dans ➤

10000

C'est, sous le régime d'Enver Hodja, le nombre de membres de la police politique (Sigurimi), s'ajoutant aux près de 100 000 "agents de sécurité" et militaires (pour 1,2 million d'habitants en 1950).

Propagande hodjiste à Tirana au début des années 1980.

GEORGES GOBET/AFP

son pays, il obtient une bourse d'État pour intégrer l'université de Montpellier. Après avoir échoué à décrocher son diplôme, il se rend à Paris, où il fréquente assidûment des communistes, français ou exilés. Le jeune homme se lie notamment avec Marcel Cachin (1869-1958), alors directeur de *L'Humanité*, où il écrit plusieurs articles. Un premier mentor auquel il rendra plus tard hommage en baptisant de son nom une rue de Tirana, la capitale albanaise…

"Plus de souliers, plus de pain, plus de bas…"

De retour dans son pays en 1936 (après deux autres années passées à Bruxelles), il devient professeur de… morale au lycée français de Korçë. Trois ans plus tard, en 1939, l'Italie fasciste envahit l'Albanie. Hodja participe à des manifestations interdites et est exclu de l'enseignement. Mais c'est seulement en 1941, après la rupture du pacte germano-soviétique, qu'il jette les bases du parti communiste d'Albanie et s'engage dans la résistance armée.

À la tête d'un Conseil antifasciste de libération nationale, il balaie ses adversaires royalistes et pro-occidentaux. Le 17 novembre 1944, ses troupes s'emparent de la capitale sans l'aide de l'Armée rouge. Des élections truquées, en décembre 1945, accordent 93 % des voix aux députés de son "Front démocratique" dominé par les communistes. Le 11 janvier 1946, est officiellement proclamée la République populaire socialiste d'Albanie, dont il deviendra deux ans plus tard, on l'a dit, l'impitoyable despote.

Sitôt au pouvoir, Hodja rebâtit la société sur le modèle soviétique. L'économie est collectivisée, les biens des "ennemis du peuple" confisqués, les terres redistribuées, les services publics nationalisés, l'in-

LA CITÉ INTERDITE DU DICTATEUR

Comme la Pékin impériale, Tirana possédait, sous le règne d'Enver Hodja, sa "cité interdite", située dans un quartier totalement isolé. C'est de là que le dictateur dirigeait le pays. Description, datant de 1964, de la journaliste allemande Elsa Furtwängler: *« Gardes armés de mitraillettes. Réseaux de fil de fer barbelé. Personne n'entre. Personne ne sort. Les dirigeants ne se mêlent jamais au peuple. Ne reçoivent pas les diplomates étrangers. Ni les journalistes. Ils disposent de magasins réservés, d'écoles privées pour leurs enfants, et même d'un cinéma et d'un hôpital. »*

dustrie lourde privilégiée au détriment de l'agriculture et de l'artisanat… Résultat : une faillite généralisée. Témoignage, paru dans *Le Spectacle du monde*, de la journaliste allemande Elsa Furtwängler, qui avait pu exceptionnellement visiter le pays en 1964 : *« Mon premier mot d'albanais*, racontera-t-elle, *je l'apprends dans un magasin :* "Ska". *Il signifie* "plus rien". *On l'entend à longueur de journée. Plus de souliers. Plus de pain. Plus de bas. »* Les magasins seraient-ils fournis que les prix sont la plupart du temps trop élevés et les salaires (plafonnés) trop bas : *« Un ouvrier spécialisé doit travailler deux mois pour se payer un mauvais costume de confection*, poursuit-elle. *Un mois pour une bonne paire de chaussures. L'année de salaire d'un ménage pour un frigidaire… »*

"Khrouchtchev antimarxiste et défaitiste"

Dans les extraits de ses discours diffusés chaque jour à la radio, le dictateur a beau marteler que *« le socialisme se construit avec succès »*, il ne s'agit que d'un gigantesque et sinistre trompe-l'œil. *« Les deux artères principales de Tirana ont beau s'appeler* "Nouvelle Albanie" *et* "Staline", poursuit la journaliste, *cela ne remplace pas un bon ravalement des façades. La circulation ? Kafka ! D'impeccables policiers multiplient aux carrefours les gestes sémaphoriques de mains qui se veulent gantées de blanc. Mais la circulation qu'ils règlent est celle des courants d'air. Quelques bus. Quelques bicyclettes. Un torrent de bourricots. »* Mais quasiment aucune voiture…

La police politique (*Sigurimu*) est en revanche omniprésente : 10 000 agents, auxquels s'ajoutent près de 100 000 "agents de sécurité" et militaires. Tous les citoyens sont fichés et surveillés. En 1951, une loi instaure un *« tribunal spécial »* pour juger les *« ennemis du peuple »*… en leur absence. Malheur à qui, en 1953, à la mort de Staline, ne s'agenouille pas devant l'une de ses innombrables statues en prêtant serment de *« fidélité éternelle »* au *« père bien-aimé »*. Interdiction absolue, même, de dessiner chez soi (y compris pour les enfants) sans autorisation préalable. Les grades militaires sont supprimés, les *« intellectuels »* contraints à des *« stages »* ouvriers, sous la surveillance de *« commissaires du Parti »*. Objectif inlassablement répété par Hodja : *« Demeurer fidèle en tout temps, clément ou tempétueux, à l'idéologie marxiste-léniniste. »* On estime, au total, qu'environ 10 % de la population a connu la prison et les camps de travaux forcés sous son règne. Des milliers d'autres hommes et femmes étant exécutés…

Après la mort de Staline, le tyran rouge se veut le *« dernier disciple »* du Petit Père des peuples, allant en 1960, lors de la conférence mondiale des partis communistes, jusqu'à dénoncer les *« rats soviétiques »*, puis traiter Khrouchtchev d'*« antimarxiste et défaitiste »*. Le divorce est consommé l'année suivante : l'Albanie rompt ses relations diplomatiques avec l'URSS, puis quitte le pacte de Varsovie. *« Au diable !* se justifiera-t-il plus tard. *Nous lutterons contre toutes les ordures, parce que nous sommes marxistes-léninistes albanais, et que nous triompherons toujours sur la bonne voie ! »*

Jusqu'au rapprochement de la Chine avec les États-Unis, au début des années 1970, Hodja se tourne alors vers Mao *(lire page 108)*, en qui il salue le même objectif *« d'éduquer l'homme dans l'esprit de la morale prolétarienne* […], *à rebours des concepts idéalistes, bourgeois, féodaux, capitalistes et cléricaux »*. Les "spécialistes" chinois (900 au total) prennent la place des Russes sur les rives de l'Adriatique.

L'Albanie devient aussi, en 1967, le *« premier État athée du monde »*. Et le seul de l'Histoire. Considérant la religion comme *« un combustible allumant les feux de tous les maux »*, Hodja ordonne la fermeture immédiate, voire la destruction, de plus de 2 000 mosquées et églises encore ouvertes. Carême, ramadan, prières, signes religieux : toute manifestation cultuelle est interdite, jusqu'au… port de la barbe, associée à l'islam et à l'orthodoxie.

En 1991, lors de la chute du régime communiste, six ans après la mort d'Hodja (victime d'une crise cardiaque), sur les 3 000 prêtres catholiques que comptait le pays en 1945, il n'en restait plus en vie que… trente. Tous emprisonnés. ●

175 000

C'est le nombre de bunkers construits en Albanie par Enver Hodja. Situés le long des frontières, sur les plages et à flanc de montagne, équipés de mitrailleuses et de canons, ils étaient censés repousser d'improbables envahisseurs.

Les archives de la Stasi. Les autres documents, passés à la broyeuse, sont méticuleusement reconstitués.

SZ PHOTO/JOKER/BRIDGEMAN IMAGES

Les derniers secrets de la Stasi

Dictateurs communistes de la RDA (République démocratique allemande, 1949-1990), Walter Ulbricht puis Erich Honecker se sont notamment appuyés sur leur toute-puissante Sécurité d'État (Stasi). Dont les archives parlent : on y apprend notamment comment la RDA voulait envahir Berlin-Ouest !

Par Frédéric Pons

Moquette marron, rideaux beiges, téléphones en Bakélite, néons blafards, coffre-fort verdâtre, meubles sans âge fabriqués pour une administration peu exigeante sur le style : le bureau d'Erich Mielke (1907-2000), meublé à la mode des années 1960, n'a pas changé depuis sa fuite, après la chute du Mur, en novembre 1989.

Maître redouté de la toute-puissante Stasi (Sécurité d'État est-allemande), qu'il dirigea de 1957 à 1989, Mielke a tout abandonné sur place, dans l'urgence de cet automne. Mais bibelots et souvenirs sont toujours là : fanions échangés entre la Stasi et le KGB, cendriers célébrant l'amitié germano-soviétique, médailles et albums photos racontant les jours heureux des chefs de la terreur communiste…

260

C'est, en kilomètres, s'ils étaient empilés, l'estimation de la hauteur des dossiers de la Stasi. Soit la distance de Paris à Bruxelles (268 kilomètres).

Priorité, à partir de novembre 1989, de Mielke et de ses hommes, donc: la destruction des archives les plus sensibles de la Stasi, cachées dans les sous-sols des bâtiments VIII, IX et XI de cet immense complexe administratif de Normannenstrasse, siège de la Sécurité de la RDA, à l'est de l'ancien Berlin-Est. Le bâtiment I, où siégeait Mielke, en étant le centre nerveux.

Pendant la guerre froide, n'importe quel agent de l'Ouest aurait payé cher pour pénétrer dans ce "quadrilatère de la terreur", 8 hectares abritant le cerveau de la Stasi, une toile d'araignée de 91 000 salariés et 174 200 indicateurs, les fameux "IM" (*Inoffizieller Mitarbeiter*, "informateurs non officiels") mis en scène dans le célèbre film *La Vie des autres* (2006). Il en coûte aujourd'hui 8 euros pour visiter le sinistre 103, Ruschestrasse, l'un des sites les plus secrets et les plus redoutés de l'ancienne RDA, mis en place à partir de 1950 par Walter Ulbricht, le chef du SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, Parti socialiste unifié), le PC est-allemand, auquel succéda Erich Honecker en 1971.

Au total, la Stasi a fiché 7 millions de personnes, placé sous surveillance 4 millions d'Allemands de l'Est et 2 millions d'étrangers. Une machine policière engloutie pendant l'hiver 1989-1990 avec une partie de ses secrets. Pas tous. Depuis novembre 1990, Normannenstrasse est en effet un mémorial et un centre de recherches où l'on classe et exploite les archives récupérées.

Entre novembre 1989 et l'invasion du siège, le 15 janvier 1990, les agents de Mielke ont réussi à déménager vers Moscou les dossiers les plus sensibles. Beaucoup ont été brûlés. D'autres passés à la broyeuse: près de 45 millions de feuillets secrets, dont la plupart des documents concernant les IM et leurs agents actifs. Certains de ces dossiers sont tombés entre les mains des services ouest-allemands ou américains. Ils ont permis de confondre les principaux responsables: Mielke sera ainsi condamné à six ans de prison en octobre 1993 (avant d'être libéré en août 1995).

Infiltration et manipulation de l'extrême gauche européenne

Ces archives de la Stasi ont été évaluées à... 260 kilomètres de dossiers. À la suite du premier "nettoyage", en janvier 1990, il en restait encore 180. Par chance, les derniers fidèles de la Stasi n'ont pas tout brûlé ou déchiqueté. Fours pas assez nombreux, broyeuses de mauvaise qualité — beaucoup sont tombées en panne, il a fallu déchirer les feuilles à la main! Par chance encore, les agents ont stocké les débris dans de grands sacs. Mais sans avoir le temps de brûler les 16 250 qui ont été récupérés. À l'intérieur, près de 600 millions de bouts de papier!

Leur tri a commencé dès le début des années 1990. À la main, là encore. Mais la reconstitution de ce puzzle géant pouvant durer des siècles, la Ville de Berlin, puis le Parlement allemand, ont décidé de financer un logiciel spécial, capable de traiter des milliers d'opérations par seconde.

Plusieurs milliers de sacs ont été ainsi traités depuis 2007. On y trouve des ordres et des comptes ➤

PHOTOS : DPA PICTURE ALLIANCE / ALAMY STOCK PHOTO ; AKG-IMAGES ; DR

Berlin, 1961. La Volkspolizei surveille les passants. Un système totalitaire de contrôle du peuple. Ci-dessous, le blason de la Stasi.

rendus d'observation, des profils d'agents, des lettres et des notes. Le bâtiment où de paisibles fonctionnaires passaient le courrier des particuliers aux rayons X existe toujours. Ceux-ci "vérifiaient" près de 90 000 lettres par jour ! Beaucoup étaient photocopiées. Plusieurs bordereaux indiquent que cette surveillance du courrier a permis de détourner près de… 132 millions de marks (70 millions d'euros), envoyés par des parents et des amis de l'Ouest.

Parmi les documents reconstitués, on découvre l'importance des missions d'infiltration et de manipulation de la gauche et de l'extrême gauche européennes, notamment de la Fraction armée rouge (RAF), avec laquelle l'Est entretenait des liens très étroits. A ainsi échappé à la destruction le très explosif dossier "Kurras" : 17 classeurs et 6 000 pages, éclairant d'un jour nouveau l'histoire des mouvements contestataires, qui pourraient, et surtout devraient, conduire à réviser l'histoire de la gauche occidentale ainsi qu'à mieux comprendre certaines campagnes de presse dans les médias occidentaux *(lire encadré ci-dessous)*…

Comme tant d'autres agents infiltrés dans l'armée et la police ouest-allemandes, Kurras avait une mission précise, raconte Jean-Paul Picaper dans son livre *Berlin-Stasi* (Éditions des Syrtes, 2009) : préparer l'invasion de… Berlin-Ouest, guider les troupes, saboter des installations vitales, s'emparer des points clés *« dans une ville quadrillée rue par rue, maison par maison »*. Précision de l'auteur : *« Ce "plan X"*

LE VRAI-FAUX "MEURTRE FASCISTE" COMMANDITÉ PAR LA STASI

Aujourd'hui oubliée, l'"affaire Kurras" a eu, à la fin des années 1960, un retentissement et des conséquences politiques considérables. Karl-Heinz Kurras est un policier de Berlin Ouest ayant tué un étudiant gauchiste en marge d'une manifestation, le 2 juin 1967. Relaxé pour légitime défense, le policier a été accusé de "meurtre fasciste" par la gauche et l'extrême gauche, conduisant une partie de la jeunesse occidentale à se radicaliser contre les sociétés libérales.

Sauf que les archives de la Stasi ont parlé : Kurras n'était autre en réalité qu'un agent communiste à la solde de la Stasi ! Et sa "bavure" ordonnée par ses chefs de Berlin-Est afin de provoquer le chaos à Berlin-Ouest, de couper l'Europe démocratique de sa jeunesse et de clouer la RFA au pilori… Enrôlé par la Stasi en 1955, adhérent du PC est-allemand depuis 1962, Kurras avait même reçu une nouvelle prime de son agent traitant trois mois avant le meurtre… F. P.

avait été consigné dans un document signé le 5 août 1985. » L'Est planifiait donc encore l'invasion de l'Ouest alors que Gorbatchev arrivait au pouvoir à Moscou!

Les "cages à tigre" de la prison spéciale

« *Les "autonomes" et les gens infiltrés dans tous les services importants de Berlin-Ouest* » devaient semer le chaos, explique Picaper. Moscou et la RDA avaient prévu d'installer en RFA (République fédérale d'Allemagne, l'Allemagne de l'Ouest) une nouvelle administration, calquée sur les services existant à Berlin-Est. L'auteur évoque ainsi une « *cinquième colonne pour ouvrir les portes de la cité au cheval de Troie* », soit une avant-garde de 32 000 soldats entraînés sur le terrain de manœuvres soviétique de Lehnin, où la RDA avait reconstitué un Berlin-Ouest miniature: aéroport, hôtels, entrées de métro, magasins, écoles. Une « *ville fantôme achevée en 1988* »!

Picaper cite toutes les unités prévues pour l'attaque et leurs axes de progression dans Berlin-Ouest: « *Au cours des années 1980, la section HA XXII de la Stasi avait formé des militants du PC ouest-allemand (DKP) à la lutte armée*, écrit-il. *Le DKP avait constitué avec le PC est-allemand une organisation militaire commune appelée Groupe Ralf-Forster* [visant] *à des opérations militaires sur le territoire de la RFA.* »

Détruits en 1999, ces plans d'invasion ont pu être reconstitués en 2004. Picaper les a lus: « *Il en ressort que les membres du commando Ralf-Forster étaient préparés à commettre des meurtres et des attentats… L'armée prévoyait de poster en même temps autour de Berlin-Ouest un cordon de 4000 soldats pour que l'opposition est-allemande ne vienne pas contrecarrer ces plans.* » Étaient prévus 35 camps d'internement, devant regrouper 26 000 détenus!

Parmi eux, la prison de Hohenschönhausen (érigée en mémorial en 1994), située au 66, Genslerstrasse, devait jouer un rôle majeur. Maison centrale d'arrêt de la Sécurité d'État de 1951 à 1989, ce site secret géré par le 14e directorat de la Stasi était dissimulé au cœur d'une immense zone interdite, au nord-est de Berlin. Les simples citoyens ne s'en approchaient jamais. Obligatoirement guidée (souvent par d'anciens prisonniers), la visite, aujourd'hui, de Hohenschönhausen, permet de mieux comprendre la réalité de la Stasi. La prison comptait 120 salles d'interrogatoire et 103 cellules, dont six *Tigerkäfige* — "cages à tigre"… Tout près est exposé le *Grotewohl Express*, un wagon carcéral utilisé par la Stasi. À bord, 18 cellules d'à peine plus d'un mètre carré.

Des milliers de détenus sont passés par le grand portail jaune et gris de Hohenschönhausen: condamnés ou simples suspects, dissidents et religieux, candidats à la fuite pris avant d'avoir franchi le Mur, plus tous ceux qui furent enlevés… Car les archives le confirment: la Stasi a tenté pas moins de 376 enlèvements à l'Ouest entre 1950 et 1989: 295 ont réussi, 81 ont échoué.

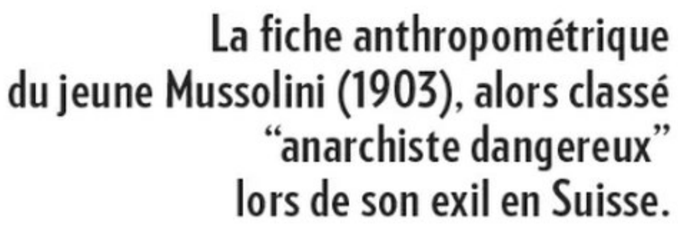
Coupés du monde, jetés dans des cellules glaciales, les détenus étaient à la merci totale de la Stasi, échappant même à la loi commune de la RDA. Les plus résistants étaient torturés dans la partie construite en sous-sol par les prisonniers eux-mêmes, le sinistre *U-Boot* ("sous-marin"). Et lorsque la Stasi relâchait ses proies, c'était pour les infiltrer comme agents doubles dans les réseaux d'opposants ou pour les "vendre" à l'Ouest. C'est ainsi que la RFA "racheta" 33 750 Ossis (Allemands de l'Est). Rien de moins qu'un kidnapping d'État. Dont les rançons rapporteront près de 3,5 milliards de marks (environ 1,8 milliard d'euros) à la RDA! ●

Amitiés particulières...

Quand Mussolini était socialiste, quand Pol Pot se formait en France, Franco, l'allié des Américains, Khomeiny, Saddam Hussein, Kadhafi, ceux des Français... Quand les dictateurs étaient nos "amis".

L'ayatollah Khomeiny, encore honoré, aujourd'hui, à Qom (Iran).

KAVEH KAZEMI/GETTY IMAGES



La fiche anthropométrique du jeune Mussolini (1903), alors classé "anarchiste dangereux" lors de son exil en Suisse.

Quand Mussolini était socialiste...

Ancien militant et chef socialiste, le Duce n'a jamais totalement rompu avec ses idéaux de jeunesse. Loin de là.

Par Arnaud Folch et Nicolas Gauthier

Six jours avant sa mort, il le répétait encore dans ce qui sera son ultime discours, considéré comme son testament politique, le 22 avril 1945, à Milan: *« Nos programmes [...] appartiennent à ce qu'en régime démocratique on appelle la "gauche"... »*

De gauche socialiste, Mussolini le fut certes à géométrie (très) variable. Mais il le fut bel et bien. Et du début à la fin de son parcours...

Jusqu'à ses 31 ans, et son exclusion du Parti socialiste italien (PSI), c'est même un militant socialiste *« par tous les pores de* [sa] *peau »*. *« Le premier bolchevique du XX^e siècle »*, le saluera Lénine...

Étrange cécité de l'Histoire : du fascisme on retient d'abord, avec raison, l'aspect caricatural et violent du régime, son alignement sur Hitler et cette photo de l'ancien dictateur mort, pendu par les pieds, mais totalement oubliée, en revanche, est la part "socialiste" bien réelle des discours et des actes de Mussolini. Là-dessus, trou noir. Page blanche.

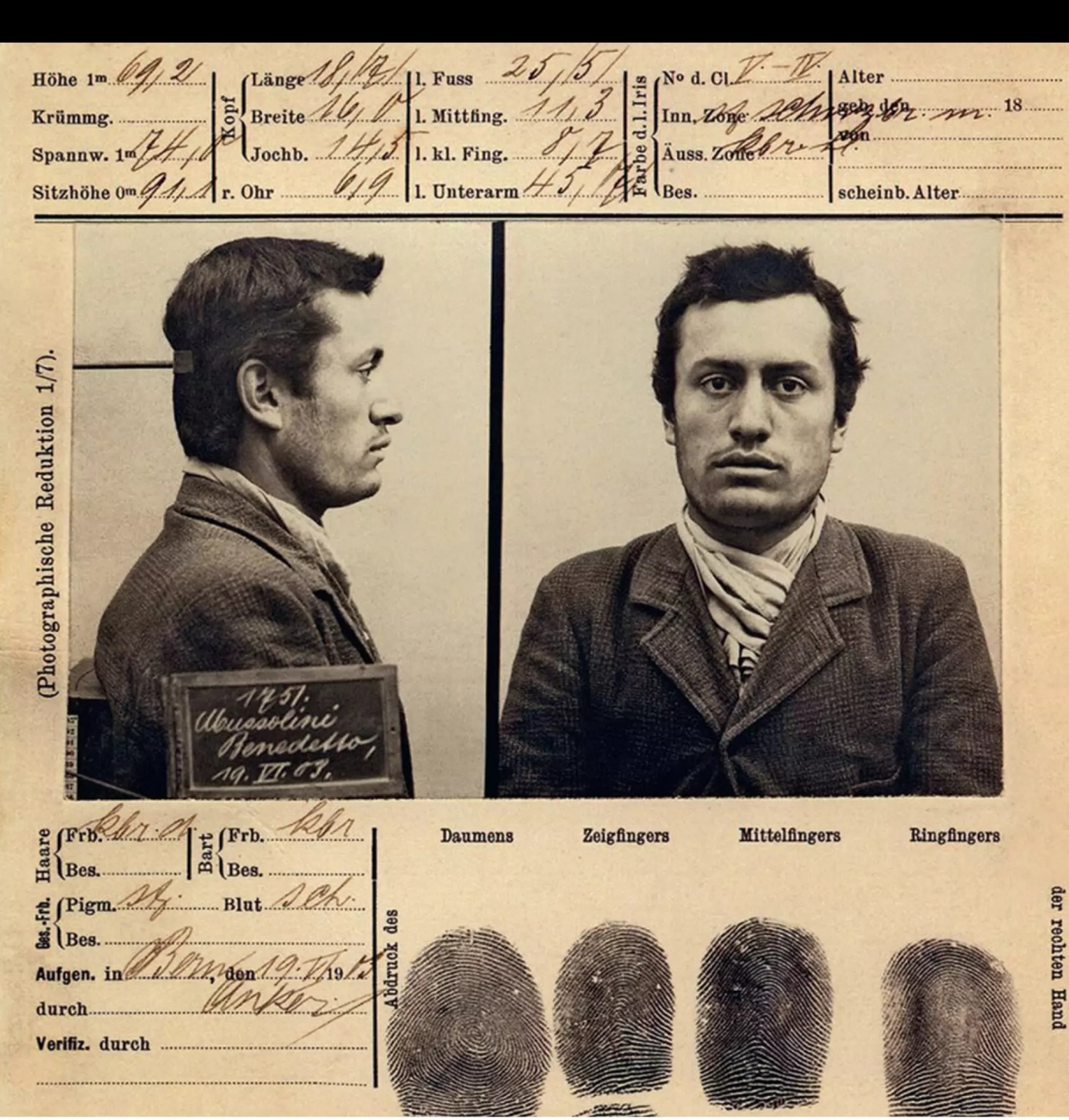
Tout commence dans les plis de son enfance à Predappio, petite commune d'Émilie-Romagne où le futur Duce naît le 29 juillet 1883. Enfance à la Zola. Pour tout matelas, un sac de feuilles de maïs, jamais ou presque de viande à table. D'où, très vite, un fort sentiment de révolte. *« J'avais sous les yeux les souffrances de mes parents*, confiera Mussolini, des années plus tard, à l'écrivain allemand Emil Ludwig. *Alors j'ai grandi comme révolutionnaire avec les espoirs des déshérités. Qu'aurais-je pu devenir d'autre que socialiste à outrance? »*

Sa direction "à gauche toute" était d'autant plus tracée que son père forgeron, Alessandro, est *« un anarchiste fiché par la police comme dangereux pour la société et la sécurité publique »* (*Mussolini*, Pierre Milza, Fayard, 1999).

"Nos idées appartiennent à ce qu'en régime démocratique on appelle la 'gauche'."

Benito Mussolini, 22 avril 1945.

AKG-IMAGES / MONDADORI PORTFOLIO/ARCHIVIO GBB



La famille est pauvre, mais cultivée. On lit les socialistes Blanqui et Bakounine. Mussolini adhère au PSI à 17 ans (1900). Puis il devient instituteur. Mais la politique emporte tout. *« Benito a la revendication dans le ventre*, raconte André Brissaud dans *Mussolini* (Perrin, 3 volumes, 1983). *Le poing solide, il est toujours prêt à se battre pour défendre les pauvres gens, pour tenir tête aux forces de l'ordre, pour imposer ses convictions… »*

À son tour fiché comme *« anarchiste dangereux »*, il refuse d'effectuer son service militaire et se réfugie en Suisse (1902-1904). Les cheveux longs, portant un temps autour du cou une effigie de… Karl Marx (qu'il décrit alors comme *« le philosophe magnifique de la violence ouvrière »*), Mussolini devient journaliste à *L'Avvenire dei lavoratori* ("L'avenir des travailleurs", le journal du PSI en Suisse), collabore à *Proletario* et à *L'Avanguardia socialista*… Il fréquente l'activiste russe Angelica Balabanova, très proche de Lénine.

C'est aussi un tribun, aimant (déjà) haranguer les foules. Violemment anticlérical, il met un jour Dieu en demeure de le foudroyer dans les cinq minutes, faute de quoi ce sera la preuve qu'Il n'existe pas!

PHOTOS : KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO ; COLLECTION PARTICULIÈRE

Mussolini avec des mineurs en 1932.
Page de droite, au moment de la création
de la République sociale italienne en 1943.

Surveillé par la police, maintes fois incarcéré, il sera expulsé de Suisse. Puis réexpulsé d'Italie pour *« incitation à la violence contre l'autorité de l'État »*. De retour dans la péninsule, il s'impose comme l'un des chefs du PSI, dont il prendra la tête de l'aile la plus radicale, avant d'atteindre le rang de numéro deux. *« Le drapeau national est pour nous un chiffon à planter dans le fumier!* tempête-t-il alors dans *La Lotta di classe*, l'un des journaux du parti. *Il n'existe que deux patries au monde: celle des exploités et l'autre des exploiteurs. »*

Ses diatribes enflammées font s'envoler les ventes d'*Avanti!*, le quotidien du PSI, dont il prend les rênes: de 20 000 à 100 000 exemplaires! Ultra-populaire au sein du parti, Mussolini semble promis à en prendre la tête. C'est alors que survient la guerre de 1914, qui va tout emporter…

À l'instar de la SFIO de Jaurès en France, le PSI se dit en effet pacifiste, et milite contre l'entrée en guerre. C'est aussi au départ la position de Mussolini : *« À bas la guerre! »*, titre-t-il le 25 juillet 1914 dans *Avanti!* Mais il se ravise et prône l'intervention aux côtés des alliés français et anglais, au nom du *« danger allemand »*. Suivront trois mois de luttes internes entraînant le PSI au bord de l'explosion. Puis la sanction tombe, le 29 novembre 1914 : il est exclu du parti.

Du socialisme internationaliste au socialisme national

Après guerre, entouré d'anciens combattants, il fonde son propre mouvement : les Faisceaux italiens de combat (*Fasci italiani di combattimento*), le futur Parti national fasciste (PNF, 1921). Ses ruptures avec le socialisme sont nombreuses : désormais ultranationaliste, il fera financer son quotidien à gros tirage, *Il Popolo d'Italia*, par le patronat, s'alliera avec la droite aux élections contre le *« péril rouge »*…

Il décrétera aussi *« ennemis mortels »* les socialistes et lancera ses *squadrii* dans de multiples expéditions punitives contre les syndicats et partis de gauche. En 1922, un an avant son accession au pouvoir, Mussolini rompra y compris avec son républicanisme des origines en se ralliant à la monarchie. Mais tous les ponts avec son passé ne sont pas rompus, loin de là. L'ancrage est profond. *« Mussolini*, écrit Pierre Milza, *va abandonner le socialisme internationaliste et pacifiste, mais pas le socialisme tout court. »*

Le nom même de "fascisme", choisi par lui, s'il trouve sa source dans les faisceaux de licteurs romains,

est aussi un terme de gauche, renvoyant à *fascio* (au sens de "ligue"), mot utilisé pour la première fois lors de la "révolte rouge" des paysans de Sicile (1889-1894). Dans *Mussolini, l'illusion fasciste* (*Le Figaro histoire*, 2022), l'historien Frédéric Le Moal le résume ainsi: *« Les racines rousseauistes, jacobines et socialistes du fascisme. »*

Totalement oublié, le programme fondateur de 1921 prévoit de multiples avancées sociales: droit de vote pour les femmes, instruction et santé gratuites, assurance sociale, journée de travail de 8 heures, confiscation et redistribution des bénéfices de guerre…

Une fois au pouvoir, à partir de 1922, Mussolini oubliera un grand nombre de ces promesses. Les lois fascistissimes de 1925 musellent le pays: parti unique, interdiction des syndicats, restriction de la liberté de la presse… En 1936, il envoie ses troupes soutenir le général Franco contre les républicains espagnols. L'homme rompt aussi avec trois des plus importants totems de la gauche: l'anticléricalisme (accords de Latran avec l'Église catholique, 1929); l'anticolonialisme (conquête de l'Éthiopie, 1935); et l'antiracisme (lois antisémites de 1938, persécutions antijuives sous la république de Salo, 1944-1945).

Pour autant, on l'a dit, même au pouvoir sa rupture avec les idées socialistes n'est pas totale.

C'est notamment le cas sur le sujet central de l'économie, avec sa *« politique de grands travaux, guère éloignée de celle du New Deal »* (Frédéric Le Moal), qui lui vaudra l'admiration de Roosevelt, Gandhi et Churchill (lequel ira jusqu'à déclarer: *« Si j'étais italien, je serais fasciste. »*).

"Tout dans l'État, rien contre l'État!"

« Tout dans l'État, rien contre l'État, rien en dehors de l'État », résume Mussolini en 1932. Disciple assumé de Keynes, le théoricien socialiste de "l'État providence", c'est sur son modèle qu'est créé le tentaculaire Iri (*Istituto per la ricostruzione industriale*, 1933), qui prend le contrôle des principales banques et industries du pays. Sur son modèle encore que sont lancés les *« chantiers d'État »* (électrification des villages, développement du rail), la *« bonification collective des terres »* (dont l'assèchement des marais Pontins, au sud-est de Rome), ou la *« bataille du blé »*, qui permettra au pays, jusque-là déficitaire, de se hisser au troisième rang mondial des producteurs de cette céréale…

Socialiste, Mussolini au pouvoir le sera aussi en matière sociale. *« Une législation sociale timide mais efficace »*, résume Le Moal. À l'épreuve des faits, le bilan n'est pas mince. Signée le 21 avril 1927, la "charte du travail" grave dans le marbre nombre d'avancées sociales, pour certaines très novatrices, tels les congés payés — instaurés par Mussolini neuf ans avant le Front populaire!

Est aussi créé l'INPS (Institut national pour la prévoyance sociale). Les assurances maladie et maternité sont garanties par l'État, les indemnités en cas de chômage ou d'accident de travail prises en charge…

Autre priorité phare de la gauche défendue par le dictateur: la culture d'avant-garde. *« Loin d'être une idéologie réactionnaire, le fascisme regarda vers l'avenir dans une démarche en fait très moderne*, explique Le Moal. *L'art, notamment architectural, qu'il promut, en reflétait l'esprit. »*

1927

C'est l'année où Mussolini instaure les congés payés. Soit neuf ans avant le Front populaire en France (1936).

AMITIÉS PARTICULIÈRES

Tout un symbole: parmi les iconoclastes "hommes de culture" de Mussolini, et fidèle jusqu'au bout, figure le poète Filippo Tommaso Marinetti (1876-1944), concepteur du *Manifeste du futurisme* et inventeur des *« mots en liberté »* sans syntaxe ni ponctuation!

Outre, côté cinéma, la création des studios de Cinecittà et celle de la Mostra de Venise, qui existent toujours, c'est dans le domaine architectural, on l'a dit, que la politique culturelle de Mussolini s'est montrée la plus active. Le nombre de réalisations est considérable. Impossible de se rendre à Rome sans visiter, entre autres, deux incontournables: au sud, le quartier futuriste EUR; au nord, le *Foro Italico* (ex-*Foro Mussolini*), gigantesque complexe sportif, avec ses statues de pierre et ses immenses peintures.

"Hitler: un fou, un obsédé sexuel!"

« On découvre aujourd'hui l'ampleur de l'investissement du régime dans le domaine culturel », relève Le Moal. Cent ans après son arrivée au pouvoir, les monuments érigés par Mussolini deviennent même… à la mode, au point de faire l'objet d'un récent reportage du magazine *Géo*, constatant sur place *« le regain d'intérêt pour l'architecture des années Mussolini, érigée au rang d'avant-garde esthétique »*.

Avant de céder à Hitler, et de l'accompagner dans sa guerre totale, le dictateur italien s'est de même, au départ, montré très hostile à lui, en parfait accord avec la position socialiste de l'époque. *« Contrairement à ce qu'on pourrait penser de prime abord, il ne s'est pas rallié naturellement à Hitler*, relate Maurizio Serra, auteur du *Mystère Mussolini* (Perrin, 2021). *Lorsqu'il l'avait rencontré la première fois à Venise en juin 1934, il fut certes fasciné par sa détermination, mais il avait bien perçu son fanatisme. » « Un fou! Un obsédé sexuel! »*, dira-t-il.

Pour lui, *« Hitler est une menace pour la paix »*. En juillet 1934, il envoie, seul, ses troupes au col de Brenner, à la frontière italo-autrichienne, afin de mettre fin à une première tentative d'*Anschluss* de la part d'Hitler — qui devra reculer. En juin 1935, il s'oppose, en vain, au traité naval… anglo-allemand qui autorise l'Allemagne à disposer à nouveau d'une flotte de guerre.

Il faudra attendre la fin de cette année 1935, et ce qu'il considérera être la *« trahison »* de ses ex-alliés français et britannique, condamnant sa conquête de l'Éthiopie, pour le voir changer de camp. Au début, sans intention "jusqu'au-boutiste"… *« Mussolini n'a jamais souhaité un triomphe du IIIe Reich qui l'aurait marginalisé*, affirme Serra. *Jusqu'en 1941, il était persuadé d'incarner le médiateur indispensable entre les Alliés et l'Allemagne nazie. Il se voyait comme un sauveur. »*

Là encore fidèle à ses engagements socialistes de jeunesse, Mussolini sera aussi longtemps allergique à toute forme d'antisémitisme. Pour celui qui fut pendant sa conquête du pouvoir l'amant passionné de Margherita Sarfatti, une intellectuelle d'origine juive, *« l'Italie était un peuple, pas une race »*, explique Le Moal, le décrivant *« louant le brassage des peuples que la péninsule connut au long des siècles »*. En 1924, Mussolini vante *« les capacités de Rome à intégrer les étrangers »*. En 1932, il le répète à l'écrivain allemand Emil Ludwig: *« L'antisémitisme n'existe pas en Italie. »*

Il faudra attendre encore six ans pour voir votées, en 1938, les premières lois antisémites, dont l'exclusion des juifs de l'administration et l'interdiction des mariages mixtes. *« Nous sommes des aryens de type méditerranéen, une des races pures existantes en Europe »*, proclame désormais Mussolini, à rebours de ses positions d'autrefois. Pour autant, nuance Le Moal, et sans qu'elle la justifie, *« cette radicalisation antisémite, si elle ne fut pas exempte de vio-*

Mussolini durant la "bataille du blé", en 1925.

PROGETTALI / BRIDGEMAN IMAGES

lences, resta au niveau d'une législation de discrimination ». Même constat chez l'historienne Michèle Sarfati dans son étude *La Législation antijuive dans le contexte européen* (*Revue d'histoire de la Shoah*, 2016) : « *Les juifs de la péninsule*, écrit-elle, *n'ont jamais fait l'objet de violences physiques jusqu'à la période de la "république de Salo" (1943-1945).* »

"Paysans, ouvriers, petits employés..."

C'est en effet seulement dans sa capitale fantoche du bord du lac de Garde, au cours de l'ultime et tragique République socialiste italienne (RSI), que Mussolini, amputé de près de la moitié de son territoire, va sombrer à son tour dans une violente politique antisémite. Considérés comme appartenant à une « *nationalité ennemie* », plusieurs milliers de juifs italiens seront déportés. Une tache indélébile.

Paradoxe, ou pas : la période de un an et sept mois de l'épisode de Salo sera cependant celle où le Mussolini fasciste se rapprochera le plus du Mussolini socialiste de ses débuts. La monarchie est abolie. La République prend le nom de "sociale". Le Parti national fasciste devient le Parti républicain fasciste (PRF). Lorsqu'il annonce à la radio, le 18 septembre 1943, la création de la RSI, c'est au petit peuple qu'il s'adresse : « *Paysans, ouvriers, petits employés… L'État qui sortira de cette lutte gigantesque sera le vôtre…* », commence-t-il son discours.

Son grand projet, selon Didier Musiedlak, auteur de *Mussolini* (Presses de Sciences-po, 2005) : « *le renouveau social du fascisme* ». « *Nous sommes la classe laborieuse en lutte pour la vie et la mort contre le capitalisme* », déclare-t-il le 22 avril 1945. Plus question de compromis avec l'Église ou le patronat. « *Invoquer l'aide de la bourgeoisie en agitant le péril rouge est une absurdité*, dit-il. *Le véritable danger, la menace contre laquelle il y a lieu de lutter sans relâche, vient de la droite.* »

Au-delà des effets d'annonce du programme en 18 points du nouveau régime *(lire ci-dessous)*, rien ou presque, dans le chaos ambiant, ne sera suivi d'effet. C'est cependant bien dans ses dernières heures que le Duce chancelant s'est montré le plus fidèle au jeune socialiste qu'il était. Et est en partie demeuré. ●

> **"Le véritable danger contre lequel il faut lutter sans relâche vient de la droite."**
> *Benito Mussolini*

"REDISTRIBUTION DES TERRES", "LOGEMENT POUR CHAQUE TRAVAILLEUR"...

Établi le 14 novembre 1943, le programme fondateur ("Manifeste de Vérone") de la République sociale italienne (RSI, ou "république de Salo", du 23 septembre 1943 au 25 avril 1945) comporte 18 points, dont près de la moitié à caractère social : « *participation aux bénéfices pour les ouvriers* », redistribution des « *terres incultes ou mal gérées* » aux ouvriers agricoles… S'appuyant notamment sur l'ex-fondateur du Parti communiste italien, Nicola Bombacci, Mussolini décrétera entre autres la création d'un salaire minimum ainsi que la nationalisation des entreprises de plus de 100 salariés. À noter encore le droit au logement garanti *via* le nouvel Office national du logement du peuple, dont l'objectif est de « *donner un logement à chaque travailleur, soit en en construisant des neufs, soit par le rachat de logements, donnés ensuite en location aux travailleurs, et devenant, une fois payés, la propriété du travailleur* ». A. F. et N. G.

Franco, le pacte américain

Pestiférée au sortir de la guerre, c'est grâce aux États-Unis que l'Espagne franquiste (1939-1975) est parvenue à sortir de son isolement. Les coulisses d'un incroyable retournement de situation.

Par Arnaud Folch

BYRON SCHUMAKER/ALAMY STOCK PHOTO

Nixon et Franco à Madrid, en 1970.

Seul contre tous. C'est, en 1945, avec la victoire des Alliés, la situation du général Franco (1892-1975) face au monde. Le vainqueur de la guerre civile espagnole (1936-1939) est le dernier dictateur non communiste d'Europe (avec le Portugais Salazar, protégé de la Grande-Bretagne, *lire page 38*). L'aide militaire que lui ont apporté Hitler et Mussolini, le soutien qu'il leur a ensuite longtemps octroyé, comme les 40 000 Espagnols qu'il a envoyés combattre sur le front de l'Est aux côtés des nazis, font de lui l'homme à abattre pour les démocraties occidentales.

Tout un symbole : seuls… trois pays ont maintenu leurs relations diplomatiques avec le régime franquiste — le Portugal, l'Argentine du général Perón et le Vatican. En 1945, l'Espagne se voit refuser son adhésion à l'Onu, en 1946 à l'Otan. La même année, la France ferme sa frontière dans les Pyrénées. En 1947, les États-Unis l'excluent du Plan Marshall et de ses milliards de dollars accordés aux pays d'Europe occidentale.

Le dictateur ne se laisse cependant pas démonter. « *Animal à sang froid, toujours impassible, enfermé dans un mutisme énigmatique* », comme le décrit Michel del Castillo dans *Le Temps de Franco* (Fayard, 2008), « *il observe, suppute, guette* ». Le dictateur, surtout, en est convaincu : l'alliance entre le "monde libre" et l'URSS va voler en éclats et la situation internationale finir par se retourner. D'où son plan, tel qu'il l'expose à ses ministres : « *Assurer notre retour sur la scène internationale par le lien avec les États-Unis.* »

Messagers à Washington

Franco et ses émissaires vont s'échiner à "dédiaboliser" le régime. Oui, reconnaissent-ils, la guerre civile fut terriblement violente, mais sans la victoire de l'armée c'est le communisme, ayant infiltré le pouvoir "républicain", qui aurait pris le pouvoir. Pourtant de gauche, del Castillo l'écrit aussi : « *Les nationaux eussent-ils perdu la guerre, l'Espagne n'aurait pas vécu sous une république pluraliste et démocratique, mais — sauf marchandage ultime la concernant à Yalta — serait probablement devenue une démocratie populaire, à l'instar de la Pologne et de la Tchécoslovaquie.* »

Jusqu'au début des années 1950, marquant la fin de son isolement, le Caudillo ne cessera non plus de le marteler : non, il n'a pas été un "allié" d'Hitler. Tour à tour "neutre" (1939-1940), "non belligérante" (1941-1942) puis de nouveau "neutre" (à partir de 1943), l'Espagne, sous sa conduite, ne s'est pas "soumise" à Hitler. Le Führer était du reste ressorti furieux de son (unique) entretien avec le Caudillo, à Hendaye, en 1940 : « *Je préférerais m'arracher trois dents que de continuer à discuter une minute de plus avec lui!* », lancera-t-il à ses proches.

Franco transmet également le message dans tous les cercles du pouvoir américain : il n'a jamais été fasciste. Au point de se séparer, dès 1942, de son beau-frère et ministre le plus influent, Serrano Súñer, partisan d'une alliance véritable avec les forces de l'Axe, puis de progressivement museler la Phalange, ouvertement fasciste. Dans sa biographie *Franco* (Perrin, 1995), même le très antifranquiste Bartolomé Bennassar le confirme : « *Franco*, écrit-il, *eut été parfaitement disposé à servir une République conservatrice et bourgeoise dès lors* ➤

Le président américain Eisenhower et Franco à Madrid en 1959.

SVT/TT NEWS AGENCY/AKG-IMAGES

qu'elle garantissait le maintien de l'ordre public, la hiérarchie sociale, le rôle de l'Église et la place de l'armée dans la nation. » Quant à la participation sur le front de l'est de la division *Azul* ("bleue"), elle se justifiait, expliquait déjà Franco, en 1942, à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, par sa théorie des "deux guerres", ainsi résumée par del Castillo : « *La première oppose les démocraties à l'Allemagne et l'Italie, et, dans ce conflit, l'Espagne reste neutre ; dans la seconde, livrée par l'Allemagne au bolchevisme, l'Espagne est aux côtés de l'Allemagne.* » Manière, pour le dictateur, de réécrire l'histoire ? Faux, répond l'auteur : « *Dauber sur sa* "théorie des deux guerres" *revient à méconnaître la simplicité dogmatique d'une pensée toute militaire. Il ne se connaît qu'un ennemi, le communisme.* »

Atout maître, enfin, de Franco vis-à-vis des États-Unis : l'attitude protectrice de l'Espagne vis-à-vis des Juifs venus y transiter ou s'y réfugier pendant la guerre. Les chiffres varient, selon les sources, de « *quelques dizaines de milliers* » à « *200 000 Juifs sauvés* ».

Comme l'avait prévu le dictateur, c'est cependant la situation internationale qui va avant tout rebattre les cartes en sa faveur. Dès 1946, Churchill dénonce le « *rideau de fer* » communiste. Début de la Guerre froide. Face à la crainte d'une invasion de l'Europe du Nord par l'URSS, plus question pour les États-Unis de se priver d'un allié aussi stratégique. « *En plus du détroit de Gibraltar, le territoire péninsulaire peut servir aussi de base arrière pour le dispositif militaire nord-américain en Europe, tandis que les îles Canaries permettent le contrôle d'une vaste zone de l'Atlantique et de l'Afrique nord-occidentale* », décrypte Jean-François Daguzan, membre du Centre d'étude et de prospective stratégique (CEPS), et auteur de l'étude *La Politique extérieure du franquisme (1944-1976)*.

Guerre froide et anticommunisme

La guerre froide change d'autant plus le regard des États-Unis sur le pays que, à la surprise de beaucoup, son régime tient solidement. Chacun des discours de Franco rassemble des dizaines de milliers d'Espagnols, avides de paix retrouvée. « *On sortait de ce cauchemar avec un unique désir, celui d'oublier, de renouer avec la vie, de savourer l'instant,*

si misérable fut-il », résume del Castillo, enfant de cette époque.

Très vite, l'étau commence donc à se desserrer. En 1947, les États-Unis s'opposent avec succès à une nouvelle condamnation du pays par l'Onu. En 1948, la France rouvre sa frontière dans les Pyrénées. Puis sont conclus plusieurs accords commerciaux avec la France et le Royaume-Uni. En 1949, le président des Forces armées du Sénat américain se rend en Espagne. Peu après, le pays reçoit son premier crédit d'une banque américaine, rapidement suivi d'un second. Le 4 novembre 1950, toujours à l'initiative des États-Unis, l'Onu annule la résolution de condamnation du régime franquiste de 1946. Deux ans plus tard, le pays est admis à l'Unesco. La "normalisation" est en marche. *« Les ambassadeurs et chefs d'État venaient l'un après l'autre faire allégeance, reconnaissant implicitement la lucidité de Franco »*, raconte del Castillo.

Mais c'est 1953 qui va marquer *« l'année du triomphe diplomatique de Franco »* (Jean-François Daguzan). D'abord par la signature, en juin, d'un concordat avec le Vatican. Ensuite et surtout par celle, le 23 septembre, des trois "pactes de Madrid" entre l'Espagne et les États-Unis : fourniture de matériel militaire de seconde main, aide économique et accord de défense. Certes, Franco se voit contraint d'accepter de lourdes concessions : l'ouverture sur son sol de quatre bases militaires américaines (7 000 soldats et leurs familles au total), qu'une clause secrète autorise à déclencher des frappes sans en référer au pouvoir espagnol — *« une relation de subordination exorbitante »*, juge Daguzan. Il n'empêche : après huit années de pénitence, voilà l'ancienne pestiférée devenue l'alliée de la première puissance mondiale !

Renouvelé par la suite tous les quatre ou cinq ans, cet accord ne fait pas que *« fortifier l'image du régime à l'intérieur du pays comme à l'extérieur »*, comme l'écrit l'historien américain Stanley G. Payne. Désormais conduit par des ministres (économiquement) libéraux, le pays va connaître, à partir des années 1960, une croissance sans précédent : jusqu'à 9 % par an, la plus élevée d'Europe. *« De 1960 à 1975, le revenu moyen par habitant croît de 334 à 2570 dollars, le parc automobile de 49 647 à 672 188 véhicules*, relate Daguzan. *Avec la Seat 600, les logements achetés à crédit, les téléviseurs et les téléphones, la condition des Espagnols se transforme à vue d'œil. »* Le taux d'analphabétisme, lui, s'effondre : 70 % en 1936, contre moins de 5 % en 1975, à la mort de Franco.

"Triomphe diplomatique"

Cette "nouvelle Espagne" et ses hôtels construits à la chaîne attirent les vacanciers, de plus en plus en plus nombreux à venir y dépenser leurs devises. *« Par centaines de milliers, bientôt par millions, les touristes déferlaient* [...], écrit del Castillo. *De leur côté, les Espagnols s'ouvraient petit à petit au reste du monde. Une page était bel et bien tournée. »*

En 1955, le pays est enfin admis à l'Onu. Puis arrive l'"apothéose" du 21 décembre 1959, avec la visite officielle du président américain Eisenhower à Madrid. Laquelle sera suivie, en 1970, de celle de Richard Nixon, le nouveau locataire de la Maison-Blanche.

Ce "pro-américanisme" ne va pas du reste sans tiraillements au sein du gouvernement et chez les vieux phalangistes, partisans d'une Espagne non alignée. Mais Franco, jusqu'au bout, n'en déviera pas. Pari gagnant, là encore : inquiets d'un risque de contagion communiste au Portugal à la suite de la révolution des Œillets, chassant le successeur de Salazar du pouvoir (avril 1974), les États-Unis vont signer quelques mois plus tard avec L'Espagne *« une véritable alliance, au plein sens juridique du terme »* (Daguzan).

Entretemps, Franco n'avait, il est vrai, cessé de donner de nouveaux signes d'*« apparence de respectabilité »* (del Castillo) : restauration des Cortes, le Parlement espagnol (dont seul un sixième des députés sont cependant élus au suffrage universel), et surtout référendum constitutionnel de 1966, portant notamment sur le futur caractère monarchique du régime (Juan Carlos de Bourbon étant désigné somme son successeur) : 88 % de participation, 95 % de "oui".

Un an après la mort de Franco, c'est aux États-Unis — tout un symbole — que Juan Carlos effectuera sa première visite officielle à l'étranger. Laquelle sera suivie, en 1982, de l'adhésion de l'Espagne à l'Otan. ●

1953

C'est l'année où le régime franquiste est sorti définitivement de son isolement diplomatique, à la suite de la signature des trois "pactes de Madrid" avec les États-Unis.

IVAN VDOVIN/ALAMY STOCK PHOTO

Timbre de l'URSS célébrant le séjour de Lénine à Paris.

Heureux comme un (futur) dictateur rouge en France

C'est à Paris, mais aussi à Montpellier pour l'Albanais Enver Hodja, que plusieurs futurs tyrans communistes se convertiront au marxisme ou prépareront leur prise du pouvoir.

Par Jean-Michel Demetz et Michel Gurfinkiel

Lénine
le cycliste parisien

C'est à Paris, où il a déjà brièvement séjourné en 1895 et 1902, que l'exilé Vladimir Ilitch Oulianov, qui commence à signer ses livres et articles sous le pseudonyme de Lénine *(lire page 50)*, choisit de s'installer de manière durable en 1908. Et à vélo qu'il va y circuler. Aline, un révolutionnaire d'origine russe, l'écrira dans *Lénine à Paris*: *« Les promenades à bicyclette étaient* (sa) *distraction préférée* (...). *Vladimir Ilitch les entretenait minutieusement. Il les graissait entièrement pour les ranger à la cave durant l'hiver. Et dès le premier rayon de soleil, il les sortait, les essuyait, les frottait, les* "nickelait". »

Quand il s'installe dans la capitale française avec son épouse Nadia, et la mère de celle-ci, sa première impression est pourtant très négative: *« Une ville bourgeoise pourrie »*, la décrit-il. Mais en l'absence d'automobiles (qui n'apparaîtront vraiment qu'en 1920), la bicyclette, qui connaît son premier âge d'or (1900-1914), va tout changer: pour la première fois, et pour un prix accessible, chacun peut se déplacer à sa guise et rapidement.

Lénine utilise d'abord son vélo pour contacter d'autres expatriés russes: logé rive gauche, dans le V^e^ puis le XIV^e^ arrondissement — au 4, rue Marie-Rose, près de la rue de la Tombe-Issoire —, il doit fréquemment se rendre sur la rive droite, plus peuplée. Le vélo lui permet aussi de gagner la gare du Nord, point de départ des trains pour la Russie, où il remet ses articles et essais à des "convoyeurs". Ou encore la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu, qu'il juge *« très mal organisée »* mais fréquente assidûment.

La plupart des cafés où Lénine rencontre ses fidèles et anime des réunions se situent dans l'axe sud-nord avenue d'Orléans-boulevard de Sébastopol. De même pour ses discrets rendez-vous parc Montsouris ou jardin du Luxembourg. Mais il se rend aussi au cimetière du Père-Lachaise saluer la mémoire des communards fusillés devant le mur des Fédérés, ou à l'Arc de triomphe, afin d'étudier l'urbanisme haussmannien et *« ses grandes avenues facilitant le déploiement des troupes contre des insurgés »*.

Il se rend également à vélo au musée Grévin, à la foire du Trône (alors place de la Nation), dans les

> "Les discrets rendez-vous de Vladimir Ilitch au jardin du Luxembourg."

« goguettes populaires avec des chansonniers » ou sur les bords de Seine, où il est un assidu des bouquinistes. *« Paris est un tour du monde »*, écrira-t-il, finalement conquis.

Lénine n'en n'oublie cependant pas l'essentiel: la révolution. Et, là encore, tout se joue à bicyclette. C'est ainsi qu'il découvre Longjumeau, à 25 kilomètres de la capitale, où il loue d'anciennes écuries 17, Grande-Rue (aujourd'hui rue François-Mitterrand!) afin d'y créer une "université" bolchevique.

Devenu le maître de la Russie de 1917 jusqu'à sa mort en 1924, Lénine conservera un souvenir obsessionnel de Paris, dont il aura le sentiment, en URSS, de venger les *« deux révolutions françaises trahies »* (1793 et 1871). L'extrême gauche française, quant à elle, amplifiera longtemps la légende romantique du "Lénine à Paris" en transformant son ancien appartement de la rue Marie-Rose en musée. Fermé en 2007. **M. G.**

Hô Chí Minh
à l'école du PCF

Après s'être rendu une première fois d'Indochine en métropole en 1911, le futur fondateur du Viêt-Minh (1890-1969) y retourne en 1919, où il est fiché par la police en raison de sa fréquentation des nationalistes vietnamiens. Celui qui s'appelle encore Nguyên Thât Thành fait alors parti d'un "club patriotique" qui se retrouve dans les arrière-salles des restaurants chinois de Montparnasse, où il se forge des réseaux d'amitié à gauche.

Devenu retoucheur de photos, le jeune Hô adopte un premier pseudonyme, celui de Nguyên Ái Quôc, sous lequel il obtient une carte d'identité grâce à la complicité du député SFIO (l'ancêtre du PS) Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx. Domicilié villa des Gobelins (XIII^e^ arrondissement), il se rend régulièrement à la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu et rue Sainte-Geneviève, ainsi que dans les locaux de la Ligue des droits de l'homme. ➤

“La France m’a rendu plus mûr, plus instruit, plus trempé.”

Enver Hodja

WIKIMEDIA COMMONS

Au sein de la minorité de la SFIO pacifiste pendant la guerre, les thèses bolcheviques de Lénine éveillent un intérêt croissant. C’est dans ce courant qu’il adhère à la 9e section de Paris. Peu après, en février 1920, il donne une série de conférences sur *« Le bolchevisme en Asie »* où il vante la *« lutte pour la décolonisation »* de Lénine, seule capable, selon lui, de libérer son pays du *« joug des colonialistes français et de leurs laquais, les féodaux ». « C’est auprès du prolétariat français que j’ai fait mes premiers pas de communiste*, dira-t-il plus tard. *Je ne savais rien du communisme, ni même ce qu’était une grève. »*

Le directeur de *L’Humanité*, Marcel Cachin, lui ouvre les colonnes de son journal, où le futur Hô Chí Minh rédige de nombreux articles. Lors du célèbre congrès de Tours de la SFIO de décembre 1920, il prend la parole comme délégué de l’Indochine. Puis, après la scission entre socialistes et communistes, devient l’un des membres fondateurs de la minorité SFIC (le futur PCF). Deux ans plus tard, initié entretemps à la loge de la Fédération universelle, il fonde un journal, *Le Paria*, défendant aussi les anticolonialistes africains et antillais.

L’appareil communiste se met à son service. Chaque semaine, un organe du Parti lui ouvre ses pages. Ainsi du *Journal du peuple*, où il publie une lettre ouverte au ministre des Colonies Albert Sarraut (25 juillet 1922). Trois ans plus tard, les éditions de

QUAND MARX DEVIENT MARXISTE À PARIS

Quinze mois: c’est le temps que passera à Paris Karl Marx (1818-1883, *photo en 1842*), d’octobre 1843 à février 1845. Quinze mois décisifs qui vont transformer le journaliste prussien de 26 ans en théoricien du communisme, grâce, notamment, à sa rencontre, durant l’été 1844, avec son *alter ego* Friedrich Engels (1820-1895).

Avant lui, le futur auteur du *Capital* (1867), installé avec sa femme (puis leur fille qui y naîtra) au 23 puis au 38, rue Vaneau (alors rue Vanneau), dans le VIIe arrondissement, fera une autre rencontre déterminante: le poète et essayiste allemand Heinrich Heine. C’est lui qui va faire découvrir à Marx les écrits de Blanqui, Proudhon, Louis Blanc, Victor Considérant... Avec Engels, venu rencontrer Marx après la publication par celui-ci d’une série de ses articles sur la condition ouvrière en Angleterre, le coup de foudre sera immédiat. Ce fils d’une riche famille d’industriels sera son “disciple”, son assistant, et plus tard son soutien financier. C’est sous son influence, surtout, que Marx va rejeter la philosophie pour l’histoire et l’économie, tout en se forgeant un nouveau style, plus resserré, plus “matérialiste”, fondé sur des faits et des chiffres– ainsi de ses *Écrits de 1844*, textes tenus pour fondateurs. Bref, il devient “marxiste”. M. G.

DE AGOSTINI/AKG-IMAGES

S. COUTURIER/ARCHIVES CHARMET/BRIDGEMAN IMAGES

Hô Chí Minh à Tours, au congrès fondateur du Parti communiste (SFIC), en 1921.

la Librairie du travail publieront son livre, *Procès de la colonisation française*.

Mais à cette date, Hô a déjà quitté la France. Après son départ, il complète jusqu'en novembre 1923 son éducation révolutionnaire d'agent du Komintern, puis rejoint les communistes chinois de Mao *(lire page 108)*. S'ensuivront de longues années de clandestinité jusqu'à la proclamation, le 2 septembre 1945, à Hanoï, de la République démocratique du Viêt Nam. Le retrait définitif de la France, après la défaite de Diên Biên Phú (7 mai 1954), consacrera son pouvoir au nord du pays jusqu'à sa mort, le 2 septembre 1969. **J.-M. D.**

Enver Hodja recruté par le Komintern

« J'admirais la France et son peuple pour ce qui appartenait d'eux à l'histoire, mais j'admirais et respectais aussi ses gens pour leur fierté de leurs prédécesseurs, pour leur sensibilité au destin de leur pays. » Cette déclaration d'amour figure en exergue d'*Années de jeunesse* (1988), ouvrage posthume publié dans son pays d'Enver Hodja, dictateur rouge de l'Albanie entre 1944 et 1985, dont l'un des slogans était *« Nous préférerions brouter de l'herbe que trahir les principes du marxisme-léninisme » (lire page 60).*

Née dans les lycées français de son pays natal qu'il fréquente dans les années 1920, sa francophilie s'est cependant vraiment développée durant son long séjour en France (1930-1934). Première étape: Montpellier (Hérault), où le jeune homme a reçu une bourse d'État pour étudier les sciences naturelles à l'université.

Place de la Comédie, l'Esplanade, le musée Fabre…: d'emblée, la ville lui plaît. Seule l'étude de la botanique l'ennuie; le jeune homme préfère les cours de littérature et d'histoire — au *« caractère bourgeois »*, certes, mais *« aux analyses effectuées dans une optique progressiste »*.

C'est cependant hors des amphis qu'il découvre le marxisme. Le PCF développe en effet une intense activité de propagande *« dans les cafés et les clubs d'ouvriers »* de la ville, où les discussions à la gloire de la révolution enchantent le jeune étudiant. Hodja se met à lire les livres et brochures où sont vulgarisés les textes de Marx, Lénine et Staline, publiés *« à bon prix »* par le Parti et *« rédigés de façon très compréhensible car il les préparait à l'intention des ouvriers et des simples communistes »*.

Ayant échoué à ses examens de biologie, sa bourse finit par être supprimée. En novembre 1933, il rejoint alors sa seconde étape française: Paris. Logé dans une mansarde du Quartier latin, il mène une vie de bohème, entre petits boulots, clubs ouvriers et meetings à l'Université populaire du Parti, alors en plein essor. *La Guerre civile en France*, l'essai de Marx consacré à la Commune, en main, il visite les hauts lieux de *« la première révolution socialiste »* et défile dans les manifestations communistes.

C'est au cours d'une réunion du PCF à Paris qu'il est remarqué par l'agent allemand de l'Internationale communiste (Komintern) Willi Münzenberg, décrit par l'historien François Furet comme *« le grand chef d'orchestre du compagnon de route, figure typique de l'univers communiste »*. Jeune, ambitieux et enthousiaste, Hodja est une cible parfaite pour faire germer la graine du socialisme en Albanie.

Pour recruter ses disciples, Münzenberg s'appuie sur le riche éditeur prosoviétique Lucien Vogel, dont la fille Marie-Claude vit avec le directeur de la rédaction de *L'Humanité*, Paul Vaillant-Couturier. Le Tout-Paris culturel et politique de gauche se presse à ses réceptions dans sa somptueuse villa en bordure de la forêt de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), où le jeune Albanais côtoie responsables communistes (Maurice Thorez, Marcel Cachin…), "compagnons de route" (Malraux, Aragon, Elsa Triolet…) mais aussi des artistes d'avant-garde de Montmartre, des figures de la mode parisienne, ou les photographes Man Ray et Robert Capa.

Mais en avril 1934 Hodja doit quitter Paris pour Bruxelles. La France et son "école" communiste l'ayant, dit-il, rendu *« plus mûr, plus instruit, mieux trempé »*. Dix ans après, il s'emparait du pouvoir en Albanie. Pour près de quatre décennies. **J.-M. D.**

Pol Pot converti par le Parti

À son arrivée à Marseille sur le paquebot *Jamaïque* en septembre 1949, Saloth Sar, 21 ans, le futur Pol Pot (1928-1998, *lire page 68*), n'est encore, comme il le dira lui-même, qu'*« un singe noir des montagnes »* — un inculte. Trois ans plus tard, en décembre 1952, c'est un militant communiste métamorphosé par son expérience française qui rembarquera pour l'Indochine…

Pour celui qui deviendra à la tête du Cambodge (1975-1979) l'un des plus grands criminels du siècle (1,5 à 2 millions de morts), tout commence par une bourse d'études en France. En 1945, la France est invitée par le roi Sihanouk à restaurer le protectorat (suspendu par l'occupation japonaise). Afin de s'attirer la sympathie des futurs cadres du pays, la France offre un régime généreux de bourses à ses étudiants. Parmi eux, donc, le jeune Saloth Sar, dont le brevet en menuiserie lui permet d'aller étudier la radioélectricité à l'École Violet, dans le XV^{e} arrondissement — lui-même emménageant non loin, dans une modeste chambre de la rue Letellier.

> **"C'est grâce à la France que j'ai fait mes premiers pas de communiste."**
>
> *Pol Pot*

Fréquentant la Maison des Indochinois, à la Cité internationale, il rejoint l'Union des étudiants khmers, haut lieu de la propagande communiste. C'est au sein de ce réseau à dominante marxiste que se formera le noyau de la direction des

CPA MEDIA PTE LTD/ALAMY STOCK PHOTO

Pol Pot (au centre) entouré de ses Khmers rouges après ses trois ans à Paris.

futurs Khmers rouges. Outre Pol Pot, on y retrouvera en effet Ieng Sary (futur "frère numéro 3"), alors étudiant à Sciences Po, Thiounn Mumm, qui prépare une thèse en sciences, Khieu Ponnary (première Cambodgienne à passer son bac et future épouse de Pol Pot) ainsi que Khieu Thirith, étudiante à la Sorbonne.

Très vite, ces jeunes Khmers adhèrent au PCF, puis fondent un cercle d'études marxistes-léninistes clandestin pour les étudiants cambodgiens, sous la férule d'un militant communiste âgé de un an de plus que Saloth Sar : le futur avocat Jacques Vergès, alors membre du bureau de l'Union internationale des étudiants, inféodée à Moscou. Suivant les conférences données à l'Université nouvelle, autre émanation du PCF, le groupe se consacre à l'étude des textes de Lénine et de Staline et commente les débuts du régime de Mao *(lire page 108)*.

Parmi leurs lectures obligées : *Histoire de l'URSS*, du stalinien Jean Bruhat, les œuvres complètes en 24 volumes de Maurice Thorez, mais aussi les ouvrages sur la Révolution de 1789 rédigés par des historiens français d'inspiration marxiste tels Albert Mathiez, Félix Alcan ou Albert Soboul.

« C'est en France qu'il a changé », confiera Saloth Nhep, le frère du futur Pol Pot, dans une interview au *Figaro* (1999). L'éducation politique reçue à Paris va en effet constituer l'une des principales sources d'inspiration de la folie meurtrière des Khmers rouges obnubilés par la création d'un "homme nouveau".

À l'automne 1952, après un camp d'été organisé par les Jeunesses communistes à Pornic, en Bretagne, le Cercle des étudiants marxistes khmers décide d'envoyer un émissaire vérifier l'avancement de la cause communiste au Cambodge. Saloth Sar est volontaire. C'est ainsi, le 15 décembre 1952, que le futur Pol Pot rembarquera à Marseille. Entré dans la clandestinité, il prendra la tête du Parti en 1962. Avant d'entrer avec ses troupes dans Phnom Penh le 17 avril 1975… **J.-M. D.**

Derrière le FLN, l'islam…

Loin d'être "populaire et démocratique", la rébellion anti-Algérie française visait d'abord à l'instauration de l'islamisme. Idem pour ses chefs, dont Ben Bella, le premier président dictateur algérien. Une autre histoire, secrète, aujourd'hui révélée par de nombreux historiens. Y compris de gauche.

Par Bruno Larebière

Manifestation islamiste à Alger le 1er novembre 1961. Le drapeau vert de l'islam flotte sur la révolution.

LE CAMPION/SIPA

Cachez cet islam que nous ne saurions voir. Nous sommes en 1966. Le philosophe Pierre Maillot adresse à la revue *Esprit* un long texte dans lequel il dénonce *« le programme d'arabisation et d'islamisation mis en place par le nouveau pouvoir algérien »*. Pourquoi *Esprit* ? Parce que la revue a pris fait et cause pour l'indépendance de l'Algérie, dénoncé les actes de torture commis par l'armée française, et que Maillot est un "pied-rouge" : natif d'Alger, il y est retourné après ses études à la Sorbonne pour *« participer à l'aventure de l'indépendance »* d'une Algérie *« progressiste et plurielle »*. Mais ce qu'il découvre l'effare. D'abord, écrit-il, on y construit plus de mosquées que d'écoles. Ensuite, et c'est l'objet principal de son texte, l'islamisation était le but véritable de l'insurrection. Censuré ! Alors dirigée par Jean-Marie Domenach, la revue n'en veut pas. Motif, selon Maillot : *« Elle le refusa en m'expliquant que la vérité de mes observations leur était connue, mais qu'il n'était pas opportun de la rendre publique… »*

"Libérer la terre d'islam des infidèles"

Il faudra attendre… trente-sept ans (au premier trimestre 2003) pour que son texte soit enfin publié dans la revue *Panoramiques*, dirigée par un autre ancien "coopérant volontaire" en Algérie, Guy Hennebelle, longtemps chroniqueur à *El Moudjahid*, le quotidien d'État – dont l'intitulé signifie non pas, comme on voulait le croire, "le combattant", mais "le combattant de la foi" (le terme *moudjahid*, nom que se donnaient les maquisards indépendantistes, se traduisant, littéralement, par "combattant du djihad").

Sous le titre *« Algériens, si vous saviez… »*, Pierre Maillot y affirme qu'il y a eu en réalité *« deux guerres d'Algérie »* : *« La première*, écrit-il, *était celle que nous avions vécue. Guerre diplomatique, guerre médiatique qui avait gagné au FLN l'ensemble des forces de progrès à travers le monde. C'est cette*

"JE SUIS VENU À VOUS PAR L'ÉGORGEMENT, A DIT ALLAH"

45 : c'est le nombre de preuves *« précises et vérifiables »* de l'influence islamiste du FLN qu'a listées Roger Vétillard dans son livre *La Dimension religieuse de la guerre d'Algérie*. Parmi celles-ci, la déclaration d'indépendance du 1er novembre 1954 se fixant pour objectif la constitution d'un État souverain *« dans le cadre des principes islamistes »*, mais aussi la cérémonie du mariage, où l'on se jure fidélité sur le Coran. *« L'égorgement n'est pas un acte sauvage pour le combattant, puisque sanctifié par l'islam ("Je suis venu à vous par l'égorgement, a dit Allah", Abu Ya'la, hadith n° 7285)*, relève encore le magazine *Causeur*. *L'ennemi est "l'infidèle", la guerre est un "djihad". On la mène au cri d'"Allahou akbar" ("Allah est le plus grand"). Et ceux qui la font sont des frères (*khawa, *c'est-à-dire des frères… musulmans). Dans les zones qu'il contrôle, le FLN remplace la juridiction française laïque par la charia. »* A. F.

cause-là que nous avions défendue. Mais une autre guerre avait été menée par le FLN, intérieure à l'Algérie et au monde arabe, non déclarée, non médiatisée, guerre secrète. Dans cette guerre-là, il n'était pas question de combattre pour le socialisme, la réforme agraire, la libération de la femme, les libertés démocratiques. Il s'agissait de libérer la terre d'islam de la présence de l'infidèle, de reprendre la reconquête qui remonte aux croisades. Il s'agissait de djihad. »

"Choisir son camp : Allah ou les mécréants"

Et Maillot d'ajouter ce que d'autres intellectuels de gauche comme Paul Thibaud ou Pierre Vidal-Naquet ne découvriront que dans les années 1990 : s'il ne s'était pas appuyé sur l'islam, *« le FLN n'aurait jamais eu le soutien des masses populaires avec les thèmes de démocratie, révolution, laïcité, modernité, bref, avec les thèmes occidentaux qu'il gardait pour sa politique extérieure »*. Une analyse confirmée — avouée serait plus juste — par Ahmed Ben Bella en personne dans un long entretien accordé au *Monde* (4 décembre 1980). L'ancien chef du FLN, premier président de la République algérienne, vient alors de retrouver la liberté de mouvement dont il avait été privé après sa destitution quinze ans plus tôt, et parle avec une liberté inaccoutumée. Sitôt le journaliste lui dit-il qu'il a été *« l'incarnation du nationalisme »* que Ben Bella lui rétorque que ce ne fut qu'une posture. Une tactique. Une ruse. D'aucuns diraient une manifestation de la *taqîya*, disposition coranique qui autorise la dissimulation de ses objectifs religieux s'il y a trop grand péril à le faire *(lire encadré page suivante)*.

« Point aveugle » de l'engagement en faveur du FLN des milieux "progressistes", selon la formule de Jean Birnbaum, auteur d'*Un silence religieux : la gauche française face au djihadisme* (Le Seuil, 2016), la volonté de mener une guerre religieuse était en réalité présente dès les origines de l'insurrection et tout au long de son déroulé, dans les écrits comme dans les faits, ce que démontre aussi Roger Vétillard dans son livre *La Dimension religieuse de la guerre d'Algérie* (Atlantis, 2018, *lire encadré page précédente*). Pour les déclencheurs du soulèvement, l'objectif est moins de chasser le colonisateur que de fédérer les musulmans afin de bouter l'infidèle, ce *« croisé »* qui n'est en fait qu'un *« athée »*.

"NOTRE SOCIALISME S'INSPIRE DES
S'ADRESSANT AUX ANCIENS MOUDJAHID
« VOUS AVEZ DES DROITS C'EST VRAI. MAIS ON VEUT UTILISER NOS DIFFICULTÉS POUR DIVISER NOS RANGS »
ORAN ACCUEILLE CE MATIN LE CHEF DE L'ETAT
DR

> **"Nous n'arrivions pas dans une mechta en soldats révolutionnaires, mais aussi en combattants de la foi."**
>
> *Si Abdallah, chef FLN*

Cité dans le film de Patrick Buisson réalisé par Guillaume Laidet *Les dieux meurent en Algérie* (2016), le combattant FLN Yacef Saâdi le reconnaît également : *« Depuis toujours, et de façon presque instinctive, l'Algérien assimilait l'athée à l'étranger, à l'envahisseur. (…) C'était l'athée dans toute l'acception du terme puisqu'il ne respectait même pas les préceptes de l'Évangile dont il ne cessait de se réclamer. »* Confirmation de Si Abdallah, l'un des chefs de l'insurrection : *« Nous n'arrivions pas dans une mechta en soldats révolutionnaires mais en combattants de la foi, et il est certain que l'islam a été le ciment qui nous permit de sceller notre union. »*

Les événements du 1er novembre 1954 sont particulièrement significatifs. Le choix de la Toussaint ne doit rien au hasard. À toute révolution il faut un symbole. Ce sera le jour de la fête chrétienne de tous les saints. Les consignes données par Mostefa Ben Bou-

PRECEPTES DE L'ISLAM"
NE LE PRÉSIDENT DÉCLARE :

"Les préceptes de l'islam" : l'aveu du nouveau président.

laïd, chef des opérations dans les Aurès, sont de s'assurer par la terreur du concours d'un nombre suffisant de musulmans pour pouvoir affronter la puissance coloniale. L'heure est venue de choisir son camp: celui d'Allah ou celui des mécréants.

Sitôt la Toussaint rouge accomplie, la proclamation diffusée par le FLN est tout aussi explicite. Elle ne s'adresse pas à la France mais exclusivement au *« peuple algérien »*. Objectif, selon le texte: l'indépendance. Comment? Par *« la restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques »*. On relève aussi, parmi les *« objectifs extérieurs »*, la *« réalisation de l'unité nord-africaine dans le cadre naturel arabo-musulman »*.

Comme le rappelle Jean Sévillia dans *Les Vérités cachées de la guerre d'Algérie* (Fayard, 2018), le préambule de la Constitution algérienne de 1963 stipulera aussi que la nouvelle République *« tient sa force spirituelle de l'islam »*, proclamé religion d'État. Sans doute la raison pour laquelle les femmes, qui avaient tenu un rôle non négligeable durant la guerre d'Algérie, dissimulant pour certaines des bombes sous leur haïk, ont été rapidement écartées de la vie politique. Et, pour la plupart des *« héroïnes de la révolution »* non mortes en martyres, effacées de l'historiographie officielle... ●

BEN BELLA : "L'ISLAMISME DOIT COMMANDER"

Ancien chef du FLN, puis premier président, et dictateur, de l'Algérie indépendante, de 1963 à 1965, Ahmed Ben Bella (1916-2012) le reconnaîtra dans une interview au *Monde* (4 décembre 1980): *« Le nationalisme est une invention de l'Occident, de la Révolution française aux prises avec les monarchies d'Europe. Cette notion, telle qu'elle existe de nos jours dans le monde — y compris le monde arabe et musulman — est étrangère à nos valeurs, à nos croyants hostiles au morcellement, à la division territoriale ou autre. Certes le monde de l'Islam, très tôt, fut morcelé en raison de vicissitudes politiques. Mais la quête de l'islam de tout musulman, souvent battue en brèche, souvent aussi réalisée en partie sur d'immenses étendues, est de se trouver chez lui, totalement, pleinement, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs, où qu'il se trouve en terre d'islam. »* Alors qu'en Iran, cette année-là, l'ayatollah Khomeiny *(lire page 90)* s'apprête à célébrer le deuxième anniversaire de sa prise de pouvoir, Ben Bella la reconnaît comme modèle: *« Bien sûr, nous en sommes encore loin,* (mais) *qu'importe: il suffit que l'aspiration vers un destin commun continue d'être fortement ressentie par nos peuples. Nous la remettrons sur le métier autant de fois qu'il le faudra. »* Après la phase du nationalisme, obsolète dès que l'occupant fut chassé, puis celle de l'arabisme, nécessaire pour souder le *« peuple algérien »* et y arrimer les Kabyles, voici venu, poursuit-il, le temps de procéder à l'instauration du véritable objectif: l'islamisme. *« Plus que l'arabisme,* dit-il, *c'est l'islamisme qui offre le cadre le plus satisfaisant, non seulement parce qu'il est plus large et donc plus efficace, mais aussi et surtout parce que le concept culturel, le fait de civilisation, doit commander tout le reste. »* B. L.

L'ayatollah Khomeiny se promenant dans une rue de Neauphle-le-Château.

© LEDRU/AKG-IMAGES

Khomeiny, l'ami de la France

Durant les quatre mois précédant sa prise du pouvoir (février 1979), le futur Guide de la révolution iranienne sera "l'hôte" de la France. Protégé par les autorités et adulé par la gauche…

Par Jérôme Besnard

112 jours. C'est le temps qu'aura passé l'ayatollah Khomeiny (1902-1989) à Neauphle-le-Château, une petite commune des Yvelines, en région parisienne, avant de s'envoler pour l'Iran y imposer la terreur islamiste. Du 6 octobre 1978 au 1er février 1979, celui qui est alors l'opposant en exil au chah d'Iran sera en effet accueilli et protégé par les autorités françaises, lui permettant de préparer sa future prise de pouvoir.

« *L'ayatollah Khomeiny est venu en France dans des conditions régulières, comme un étranger en résidence en France*, se justifiait en novembre 1979 Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République. *Il lui a été indiqué à deux reprises que le sol de la France n'était pas un territoire d'où pouvaient être lancés des appels à des actions violentes.* » La réalité est tout autre: notre pays fut bel et bien le complice, au minimum passif, de la chape de plomb imposée par les mollahs. « *Le séjour court mais très sensible de l'imam Khomeiny*

et le rôle très favorable des médias français dans les échos aux idées du Guide furent déterminants dans la victoire de la révolution », explique ainsi Safoura Tork Ladani, professeur de français à l'université d'Ispahan, dans son livre *Histoire des relations entre la France et l'Iran* (L'Harmattan, 2018).

"Un saint homme exilé à Paris"

Le nouveau régime iranien rendra d'ailleurs hommage à la France, dès l'installation au pouvoir de Khomeiny, allant jusqu'à rebaptiser *« avenue Neauphle-le-Château »* l'artère abritant l'ambassade de France à Téhéran, puis à faire pavoiser le pays d'immenses banderoles — en français — *« Tous les Iraniens remercient la France d'avoir accueilli l'ayatollah Khomeiny »*.

Retour en arrière. C'est avec un simple visa touristique que le futur Guide de la révolution débarque en France le 6 octobre 1978, après un exil de quatorze ans en Irak. Convaincu — à juste titre — que le régime du chah (au pouvoir depuis 1953) était condamné, mais refusant d'écouter les mises en garde de son patron des services secrets, Alexandre de Marenches, Giscard fait le choix de s'aligner sur les Américains, convaincus que le régime islamiste constituera un garde-fou contre la propagation du communisme. *« Carter nous a annoncé sans ambages que les États-Unis avaient décidé de retirer leur soutien au régime du chah »*, racontera-t-il dans ses mémoires (*Le Pouvoir et la Vie*, Compagnie 12, 2006). Alors même que l'URSS n'y disposait pas de relais suffisants. Et quitte à plonger le pays dans une furieuse dictature islamiste…

Durant ses 112 jours en France, le futur Guide de la révolution bénéficiera dans les faits, et sous protection de la police, d'une liberté d'action quasi totale. *« En quelques semaines, le religieux chiite devient l'idole des médias, des reporters accourent du monde entier »*, a rapporté le magazine *Times* (qui en fera son "Homme de l'année") : plus de 130 interviews, soit plus d'une par jour !

En plus d'une soixantaine de ses fidèles, se pressant quotidiennement à ses côtés lors de la prière de 13 heures, Khomeiny reçoit ces journalistes venus du monde entier, tel un nouveau Gandhi, le plus souvent au pied d'un pommier. Les partis de gauche sont sous le charme : PS et PC lui apportent officiellement leur soutien. François Mitterrand prévoit d'aller le rencontrer, la rencontre capotant en raison du départ de Khomeiny. "Islamo-gauchistes" avant l'heure, les intellectuels de Saint-Germain-des-Prés ne sont pas en reste. Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir ou Roger Garaudy louent le "sage" de Neauphle-le-Château. Les deux premiers iront jusqu'à se rendre à Téhéran en mars 1979, au moment même où le port du voile est imposé aux femmes ! Michel Foucault le qualifie de *« saint homme exilé à Paris »*…

Pendant ce temps, au vu et au su de tous, une maison attenante est transformée en "quartier général", où seront enregistrées des milliers de cassettes de propagande, acheminées ensuite clandestinement en Iran. Où le leader chiite atterrira ensuite avec sa garde rapprochée le 1er février 1979, *via* un avion d'Air France mis gracieusement à sa disposition par l'Élysée. Le début, pour l'Iran, d'un long hiver qui n'en finit pas… ●

44

C'est, en années – près d'un demi-siècle ! – , la période durant laquelle a été autorisé devant l'ancienne maison de Khomeiny, à Neauphle-le-Château, l'affichage d'un panneau lui rendant hommage. Mis en place après son départ, il n'a été interdit par la commune que le 23 janvier 2023.

BERNARD CHARLET / FONDS FRANCE-SOIR / BHVP / ROGER-VIOLLET

Quand Saddam Hussein était l'allié de la France

"Une relation spéciale" : c'est ainsi, pendant plus de trente ans, qu'était défini le couple franco-irakien. De Pompidou à Chirac en passant par Giscard et Mitterrand, retour sur ce temps où la France armait et glorifiait Saddam. Avant la rupture finale.

Par Éric Letty

Un *« maquillage »* destiné à *« éviter un grand déballage qui pourrait devenir gênant pour certains »* : c'est ainsi que Roland Dumas, devenu l'un des 23 avocats du collectif de défense de Saddam Hussein, qualifiait le procès du dictateur déchu, en octobre 2005. Et l'ancien ministre des Affaires étrangères de Mitterrand d'ajouter dans une interview à *La Dépêche* : *« Saddam peut faire des révélations sur la mansuétude passée à l'égard de son régime de plusieurs pays occidentaux, comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France à l'époque où la bonne affaire consistait à armer l'Irak pour le transformer en fer de lance de la guerre contre l'Iran… »*

Pour la France, ces "bonnes affaires" ont commencé lors de la visite de Saddam Hussein à l'Ély-

Jacques Chirac, alors Premier ministre, reçu à Bagdad par Saddam Hussein, le 2 décembre 1974.

sée, en juin 1972, sous la présidence de Georges Pompidou (1969-1974). Âgé de 35 ans, le futur raïs n'est encore que vice-président du Conseil de commandement de la révolution irakienne, mais apparaît déjà comme l'homme fort du nouveau régime baasiste, au pouvoir depuis quatre ans.

Un an plus tard, en 1973 — année du premier choc pétrolier —, sera signé le premier contrat de fourniture d'armes à l'Irak par la France. Il sera suivi en septembre 1974, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), d'un accord *« relatif à l'équipement des armées irakiennes »*.

Chirac: "mon ami personnel"

Le 1er décembre de la même année, Jacques Chirac, alors Premier ministre, se rend à Bagdad pour y proclamer nos *« liens »* avec le régime de Saddam: *« le nationalisme au meilleur sens du terme et le socialisme comme moyen de mobiliser les énergies et d'organiser la société de demain sont des sentiments très proches du cœur des Français »*, le louange-t-il dans un discours.

En septembre 1975, c'est au tour du dictateur irakien d'être accueilli en France. *« Vous êtes mon ami personnel,* lui lance cette fois Chirac. *Vous êtes assuré de mon estime, de ma considération et de mon affection. »* Ces relations cordiales débouchent sur la signature d'un *« accord de coopération nucléaire »* portant sur la fourniture à l'Irak de deux réacteurs baptisés Isis et Osirak (que l'aviation israélienne détruira partiellement en 1981). S'ils ne sont officiellement destinés qu'à une utilisation civile, ces derniers constituent en réalité pour Saddam le *« premier pas concret vers la production de l'arme atomique arabe »*, ainsi qu'il confiera lui-même à un journal libanais.

Les ventes d'armement français s'accroissent considérablement pendant la guerre meurtrière entre l'Irak et l'Iran (1980-1988). L'Irak devenant même le principal client de la France au Proche-Orient, et son deuxième fournisseur de pétrole…

Arrive mai 1981. L'élection de François Mitterrand, réputé pro-israélien, inquiète Bagdad, mais ses deux ministres Claude Cheysson (Affaires étrangères) et Charles Hernu (Défense) ne font pas mystère de leur soutien au régime baasiste, par ailleurs appuyé par les chefs d'État arabes faisant pression sur la France. En visite à Assouan (Égypte), en novembre 1982, Mitterrand rassure donc Saddam et ses alliés: *« Nous ne voudrions pas,* déclare-t-il, *que l'Irak soit vaincu dans cette guerre. »*

L'utilisation par Bagdad d'armes chimiques contre les Kurdes irakiens (plus de 180 000 morts) n'empêchera pas le gratin des chefs d'entreprise, hommes politiques et intellectuels français de se presser aux réceptions fastueuses données chaque 17 juillet — date anniversaire du coup d'État de 1968 — dans les salons de l'ambassade d'Irak à Paris. Le voyage à Bagdad est également couru par les industriels français.

La dette irakienne vis-à-vis de la France s'élevant à plus de 20 milliards de francs (3 milliards d'euros), la France mitterrandienne négocie un accord sur son rééchelonnement avec Saddam. Mais le 2 août 1990 l'armée irakienne envahit le Koweït.

Mitterrand change alors de politique, s'aligne sur les États-Unis et engage la France dans la première guerre du Golfe. Parmi les politiques, rares sont ceux à s'y opposer, tel le ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement, qui démissionne, ou le président du FN, Jean-Marie Le Pen… À noter qu'après s'être aussi rallié à l'embargo contre l'Irak décidé par l'Onu (août 1990), Mitterrand plaidera toutefois, au lendemain de la

1973

C'est l'année où sera signé, sous l'égide de Valéry Giscard d'Estaing, le premier contrat de fourniture d'armes à l'Irak par la France. Lequel sera suivi de nombreux autres.

Saddam Hussein et Georges Pompidou, le 15 juin 1972 à l'Élysée. À droite, avec Valéry Giscard d'Estaing, le 9 septembre 1975.

PHOTOS : KEYSTONE-FRANCE/GAMMA RAPHO ; AGIP / BRIDGEMAN IMAGES

défaite irakienne, pour son assouplissement et la mise en place d'un programme *« pétrole contre nourriture »* — lequel donnera lieu à un scandale de corruption impliquant notamment plusieurs groupes français…

Le discours de Villepin à l'Onu

Dès 1993, pétroliers et entrepreneurs français reprennent pied en Irak. Présidé par Roselyne Bachelot, alors députée RPR, un groupe d'amitié franco-irakien est (re)créé à l'Assemblée nationale. Deux ans plus tard, en mai 1995, l'élection de Chirac à la présidence comble Saddam. Celui-ci se félicite publiquement de l'arrivée à l'Élysée de son *« ami de vingt ans »*. *« Je voudrais rappeler à votre mémoire l'action commune que nous avions menée tous les deux il y a deux décennies pour l'édification des relations spéciales entre l'Irak et la France »*, lui écrit-il encore.

Pourtant, aux yeux de Chirac, le dictateur a mal tourné. C'est aussi ce que pense l'ex-ministre pro-arabe de Pompidou et de Mitterrand, Michel Jobert, affirmant en février 1998 que l'Irak est *« la victime de deux* "alliés objectifs"*: Saddam Hussein et George Bush »* — le président américain utilisant le raïs pour *« justifier la permanence américaine dans la zone du Golfe »*, tandis que le blocus et les rétorsions, *« loin de nuire à Saddam Hussein, rangent maintenant sous sa main de fer une population d'autant plus dressée contre l'Occidental qu'elle est méthodiquement démunie. »*

En cette nouvelle période de "crispation", rares sont ceux qui maintiennent leur soutien au régime, comme Claude Cheysson, continuant d'assurer qu'*« il n'est pas vrai que le président irakien règne par la terreur »*… Chirac va pourtant tout tenter pour éviter un nouveau conflit. De 2002 à 2003, le président français, prévoyant le risque d'une déstabilisation du Moyen-Orient, s'oppose au bellicisme de son homologue américain, George W. Bush (dont le père avait déclenché la première guerre du Golfe), lequel accuse (faussement) le régime irakien de posséder des *« armes de destruction massive »*: *« On parle de preuves, mais moi, ces preuves, je ne les ai pas encore vues! »*, proteste Chirac.

Le 14 février 2003, à l'Onu, Dominique de Villepin, ministre français des Affaires étrangères, appellera à avancer *« dans la voie d'un désarmement efficace et pacifique de l'Irak »*. En vain. La deuxième guerre du Golfe éclate le 20 mars. Les Américains prennent Bagdad le 9 avril. Le dictateur est capturé en décembre, jugé en novembre 2006 et pendu le 30 décembre.

Commentaire, le lendemain, de Jean-Pierre Chevènement : *« La voie est ainsi ouverte au démantèlement de l'Irak, en proie à une inexpiable guerre civile. C'est tout le Moyen-Orient qui risque de chavirer, emporté par la vague des communautarismes. »* ●

"Après l'Irak, c'est tout le Moyen-Orient qui risque de chavirer, emporté par la vague des communautarismes."

Jean-Pierre Chevènement

MICHEL SERAILLER/GAMMA-RAPHO

Salvador Allende (au premier plan) et Fidel Castro en 1971.

Allende, les vérités cachées

Loin de son image d'icône, l'ex-président chilien (1970-1973), "protégé" de Cuba, menaçait de transformer son pays en dictature communiste. Et ce sont les députés qui ont appelé l'armée au secours…

À mon bon ami Salvador, de la part de Fidel, qui essaie par des moyens différents d'atteindre les mêmes buts: telle est l'inscription qui figurait sur la kalachnikov offerte par Castro avec laquelle Salvador Allende s'est suicidé le 11 septembre 1973. Victime du putsch du général Pinochet, son chef d'état-major, soutenu par la CIA, Allende l'a été aussi et surtout de son propre Parlement, et de la rue, lassée des privations.

Après avoir été élu de justesse lors de sa quatrième tentative (sur un seul tour: 36,6 %, contre 35,5 % et 28,1 % à ses adversaires), l'ex-président socialiste du Sénat va en effet se lancer, avec ses alliés du PC chilien, dans un programme de collectivisation à outrance: mines de cuivre (représentant les trois quarts des exportations), 90 % des banques, industrie agroalimentaire, entreprises de transports, mais aussi terres agricoles (10 millions d'hectares redistribués) et éducation (passée entièrement aux mains de l'État)…

Objectif de celui qui se fera appeler *« camarade président »*: construire *« la voie chilienne vers le socialisme »*. Son modèle? Castro *(lire page 102)*. "Protégé" du dictateur cubain, c'est à lui qu'Allende, sitôt élu, fait appel pour assurer sa sécurité. Comme ce sera le cas plus tard sur l'île de Grenade ou au Nicaragua, des centaines de membres des services secrets de Castro (DGI, *Dirección general de Inteligencia*) sont envoyés sur place pour "consolider" le nouveau pouvoir. Tout un symbole: le chef de la DGI cubaine au Chili se mariera avec la propre fille d'Allende! Et lorsque Castro se rendra dans le pays, en 1971, c'est pour une visite officielle… d'un mois!

"Violation grave de la Constitution"

Au bout de deux ans, les réformes engagées par celui qui a été élevé au rang d'icône par la gauche occidentale aboutissent à la quasi-faillite du pays: la plupart des produits alimentaires, dont le pain, sont rationnés, les salaires s'effondrent (-38,6 % en 1973), l'inflation s'envole (606 % la même année), le déficit et la dette explosent. Le pays est paralysé par les grèves, les ménagères forment de longs cortèges en frappant sur des casseroles vides…

À cette crise économique et sociale s'ajoute une crise politique. Motif: l'essentiel des réformes engagées par Allende l'est par décret, sans passer par le Parlement, où il est minoritaire. Le 22 août 1973, la tension est à son comble: par 81 voix contre 47, la Chambre des députés vote une résolution dénonçant *« la violation grave de l'ordre constitutionnel et juridique de la République »* et la volonté du chef de l'État d'aboutir à *« la mise en place d'un système totalitaire absolument opposé au système démocratique »*.

Et la même majorité parlementaire d'en appeler à une intervention de l'armée afin de *« rétablir les conditions de pleine application de la Constitution et la coexistence démocratique »*. Deux mois plus tard, Pinochet prendra d'assaut le palais présidentiel. Remplaçant une dictature par une dictature. **A. F.**

Misrata (Libye), le 22 octobre 2011. Le corps du dictateur est exposé par les rebelles.

SUHAIB SALEM/REUTERS

Kadhafi, la mort mystère

Dans quelles conditions et sur l'ordre de qui est-il mort ? Retour sur l'épopée tragique et les zones d'ombre de la chute du "Guide suprême" de la Libye, au pouvoir durant plus de quarante ans (1969-2011).

Par Éric Letty

Nous sommes le matin du jeudi 20 octobre 2011. Une trentaine de 4x4 fortement armés quittent la ville libyenne de Syrte, assiégée par les troupes du Conseil national de la transition (CNT), en révolte contre le régime du colonel Muammar Kadhafi. À bord des véhicules, 250 fuyards, parmi lesquels le dictateur lui-même, veulent tenter une percée. Mais des capteurs occi-

dentaux les repèrent ; un drone américain tire un missile qui frappe la tête de colonne.

Un combat s'engage avec des maquisards rebelles, qu'abrègent deux bombes larguées par un Mirage français. Accompagné de quelques fidèles, Kadhafi se réfugie dans une canalisation de drainage, où l'explosion d'une grenade jetée par l'un de ses gardes du corps le blesse à la tête.

Le "Guide" déchu est alors extrait de cet abri dérisoire et lynché malgré ses supplications, roué de coups et empalé avec une baïonnette. Puis le corps, ensanglanté et presque nu, les yeux mi-clos, est allongé dans une ambulance qui prend la direction de la ville de Misrata, à deux heures de route

Kadhafi, à cet instant, est-il déjà mort? À Misrata, le médecin légiste constatera deux blessures par balle. Le cadavre du dictateur est exposé publiquement pendant cinq jours dans la chambre froide d'un entrepôt à viande, entre ceux de son fils Mutassim et de son ministre de la Défense. À l'aube du 25 octobre, ils seront enterrés dans le désert, dans un endroit tenu secret afin qu'il ne se transforme pas en lieu de culte pour ses partisans.

Ainsi s'achève une dictature de quarante-deux ans, mise en place après le renversement de la monarchie du roi Idris, en 1969. Le nouveau maître de la Libye, alors âgé de 27 ans, programme une politique inspirée de celle de Nasser en Égypte, marquée par une volonté d'indépendance nationale et la promotion du panarabisme et du panafricanisme contre *« l'impérialisme occidental »*. Ses tentatives de fusionner la Libye avec d'autres pays arabes échoueront, tout comme son projet d'États-Unis d'Afrique, en 2000. Mais il s'arroge rapidement tous les pouvoirs et devient en 1973 le "Guide" suprême de la *« Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste »*.

D'importants contrats signés avec la Libye

Publié en 1975 et enseigné dans les écoles, son *Livre vert* (en référence à la couleur de l'islam et au *Petit Livre rouge* de Mao Tsé-toung) est la "bible" de l'idéologie kadhafiste, promettant une *« troisième théorie universelle »*, présentée comme une alternative au capitalisme et au communisme.

Objet d'un culte de la personnalité omniprésent, il gouverne par la terreur, s'appuyant sur des comités révolutionnaires, instruments de surveillance de la population. Sous sa dictature, des milliers d'opposants sont emprisonnés et torturés, la télévision retransmettant plusieurs exécutions.

À l'extérieur, la Jamahiriya finance et forme de nombreuses organisations terroristes ou indépendantistes internationales et recourt elle-même au terrorisme, ce qui lui vaut un raid aérien américain de représailles sur Tripoli et Benghazi en 1986. Kadhafi est ainsi responsable des attentats contre un Boeing 747 américain au-dessus de la ville écossaise de Lockerbie en décembre 1988 (270 victimes), et contre un DC 10 de la compagnie française UTA en septembre 1989 (170 morts). En outre, sa décision de lancer un programme de développement d'armes nucléaires conduit les Nations-Unies à sanctionner la Libye en 1992. ➤

2

C'est le nombre d'impacts de balles retrouvées dans le crâne de Kadhafi, pourtant officiellement mort des suites d'un lynchage.

Nicolas Sarkozy reçu par Mouammar Kadhafi à Tripoli, le 25 juillet 2007.

ETIENNE DE MALGLAIVE/GETTY IMAGES EUROPE

Au début des années 2000, toutefois, le dictateur change d'attitude. Après les attentats du 11 septembre 2001 à New York, il se présente en ennemi du terrorisme islamiste, collabore avec les pays européens pour lutter contre l'immigration illégale et, instruit par le sort réservé à Saddam Hussein *(lire page 92)*, renonce en 2003 aux armes de destruction massive. L'Onu lève alors ses sanctions et les États-Unis rétablissent des relations diplomatiques avec la Jamahiriya. Les chefs d'État ou de gouvernement européens se précipitent en Libye. Jacques Chirac s'y rend en novembre 2004. Ainsi que Nicolas Sarkozy, fraîchement élu, en juillet 2007. Objet de la visite : la signature, par son ministre de la Défense, Bernard Kouchner, d'un accord de *« partenariat global »* avec la Libye, dans un *« esprit de confiance et d'amitié »*.

Après le succès des négociations et interventions, menées notamment par Cécilia Sarkozy, permettant la libération des infirmières bulgares *(lire encadré ci-dessous)*, celui-ci est même invité en grande pompe à Paris en visite d'État. Le grand retour de Kadhafi (qui multipliera les frasques) sur la scène internationale !

« Ma conviction, c'est que la France doit parler avec tous ceux qui veulent trouver le chemin de la respectabilité », déclare alors Sarkozy. D'importants contrats sont signés entre la Libye et des entreprises françaises, y compris pour la livraison d'armements et la fourniture d'un réacteur nucléaire. Les services secrets libyens collaborent avec leurs homologues français, britanniques et américains à la lutte contre le terrorisme islamique : l'entente est plus que cordiale !

L'AFFAIRE DES "INFIRMIÈRES BULGARES"

En 1999, un médecin d'origine palestinienne et cinq infirmières bulgares sont accusés par la justice libyenne d'avoir volontairement inoculé le virus du sida à 450 enfants à l'hôpital de Benghazi. Les six, auxquels des aveux sont arrachés sous la torture, sont condamnés à mort en 2004. Confirmée en appel en juillet 2007, la peine est commuée le même mois en détention à perpétuité par Kadhafi au terme de négociations avec la Bulgarie, l'Union européenne et la France, notamment marquées par une visite de Cécilia Sarkozy en Libye. Le 24 juillet, les condamnés sont extradés. L'Union européenne verse 450 millions de dollars aux familles des enfants contaminés, et la Bulgarie consent une remise de dette de 54 millions de dollars à la Libye. Le régime négocie en outre d'intéressants contrats avec les pays européens. É. L.

Au début des années 2010, la situation du "Guide de la révolution" semble assurée. Mais en janvier 2011 éclatent les "printemps arabes". Ben Ali, en Tunisie, et Moubarak, en Égypte, sont chassés par la rue. Le mouvement se propage à la Libye. Le 15 février, à Benghazi, une manifestation est durement réprimée. Les jours suivants, l'insurrection se déclenche. Soutenu par la chaîne qatarie Al-Jazeera, le mouvement fait tache d'huile et tourne à la guerre civile.

"L'Europe ébranlée depuis par des flots de migrants"

En mars 2011, une contre-offensive des troupes loyalistes retourne la situation en faveur du régime. Sarkozy se porte alors au secours des révoltés, reconnaissant le CNT, organe dirigeant de la rébellion, comme représentant légitime de la Libye, puis livrant une bataille diplomatique, de concert avec la Grande-Bretagne de David Cameron, pour obtenir du Conseil de sécurité de l'Onu l'autorisation de procéder à des frappes aériennes contre les forces kadhafistes.

Le 19 mars, à l'issue du sommet de Paris, une coalition internationale est créée. Les avions français, britanniques et norvégiens bombardent les troupes loyalistes, les systèmes de défense aérienne, la résidence de Kadhafi et des bâtiments administratifs, favorisant la contre-attaque rebelle. Les troupes du CNT entrent dans Misrata assiégé en mai, conquièrent Tripoli fin août puis cernent Syrte, fief du dictateur, où les loyalistes leur opposent une résistance acharnée. Jusqu'à ce matin du 20 octobre où Kadhafi tente de quitter la ville…

"On a éliminé un homme et saccagé son pays sans se préoccuper du rempart qu'il formait contre l'islamisme."

Jean-François Lhuillier, chef de poste de la DGSE à Tripoli entre 2009 et 2012

Officiellement, c'est le départ du dictateur qui était souhaité, non sa mort. En bombardant le convoi, les Français savaient-ils qu'il s'y trouvait? Dans son livre *L'Homme de Tripoli* (Mareuil Éditions, 2023), Jean-François Lhuillier, chef de poste de la DGSE à Tripoli entre 2009 et 2012, répond par la négative, mais accuse: *« On a éliminé un homme et saccagé son pays sans se préoccuper du rempart qu'il formait contre l'islamisme* […], écrit-il. *L'Europe elle-même, en arroseur arrosé, en a subi le contrecoup, ébranlée par des flots de migrants. »*

En 2014, le nombre des Libyens réfugiés hors de leur pays, surtout en Tunisie, s'élevait à près de 2 millions: près du tiers de la population! Les côtes libyennes sont aussi devenues l'une des principales zones de départ des migrants de toute l'Afrique. Et la guerre civile, alimentée entre autres par les factions islamistes réunies au sein de la coalition "Aube de la Libye", n'a jamais cessé malgré le "traité de paix" de 2021… Le pays n'a plus d'État et a sombré dans l'anarchie la plus totale.

Le fantôme de Kadhafi n'en continue pas moins de planer sur la Libye, où son fils, Saïf al-Islam, veut être candidat à la prochaine élection présidentielle. De même son ombre s'étend-elle jusqu'en France, où Nicolas Sarkozy a été mis en examen pour *« corruption passive »* et *« financement illégal de campagne électorale »*, dans le cadre de sa campagne présidentielle victorieuse de 2007, pour laquelle il est suspecté d'avoir bénéficié d'un financement occulte de Kadhafi. Le président français, assurent ses détracteurs, aurait donc eu intérêt à la disparition du "Guide"… Les proches de Sarkozy répondant, quant à eux, que justice lui sera enfin rendue lors du prochain procès, en 2025, devant le tribunal correctionnel de Paris. ●

L'Internationale des dictateurs

L'île secrète de Castro, le vrai bilan de Mao,
la "chasse aux Blancs" de Mugabe,
Papa Doc le despote vaudou, Amin Dada,
la face cachée d'un faux bouffon...
Le vrai visage des dictateurs.

Mao. Affiche de propagande de 1973.

THE CHAMBERS GALLERY, LONDON/BRIDGEMAN IMAGES

Castro, l'icône sanglante

Adulé par la gauche, le "Líder máximo" de Cuba a en réalité imposé une implacable dictature, fait massacrer ses opposants, armé les terroristes et ruiné son pays. Retour sur l'une des plus grandes impostures de l'histoire.

Par Arnaud Folch

C'est une île secrète aux allures de paradis, située à 15 kilomètres au sud de la baie des Cochons. Cayo Piedra, lieu de villégiature caché acquis en 1961, deux ans après sa prise du pouvoir, par celui qui ne cessait d'affirmer en se martelant la poitrine que *« la révolution ne* (lui) *laiss*(ait) *aucun répit »* et qu'il *« mépris*(ait) *le concept bourgeois de vacances »*. Publié en 2014, *La Vie cachée de Fidel Castro* (Michel Lafon), le livre de souvenirs de son ancien garde du corps Juan Reinaldo Sánchez, avait été boycotté par la plupart des médias. Pas touche à l'icône barbue! C'est peu dire, pourtant, que son récit décrit, en creux, ce qui fut la véritable teneur d'un régime adulé par la gauche: un monstrueux trompe-l'œil entre propagande et réalité.

Loin, très loin, de la modeste *« cabane de pêcheur »* qu'il se vantait, seule, de posséder, le Líder máximo vivait donc ici tel un milliardaire, à l'abri des regards, sur cet îlot privé entièrement dévolu à ses loisirs… et protégé par une rampe de lancement de missiles sol-air. Parce que l'île avait été coupée en deux par un ouragan des années auparavant, Castro, raconte son ex-gorille, fera *« construire un pont de 215 mètres entre les deux parties »*. Un chantier dirigé par l'un des grands architectes du régime. *Idem* pour son *« chenal de 1 kilomètre »* et *« le débarcadère de 60 mètres de longueur »* édifié *« en contrebas de sa maison, sur la petite plage de sable fin »*. Objectif: *« Permettre l'accostage de l'*Aquarama II, *son yacht de 27, 50 mètres, et des vedettes* Pionera *I et II, de 17 mètres chacune. »*

«L'appontement constitue l'épicentre de la vie sociale à Cayo Piedra, témoigne Sánchez. *Un restaurant flottant de 15 mètres y a été adjoint, avec coin bar et gril pour les barbecues. C'est ici que la famille prend la plupart de ses repas. De là, chacun*

49

C'est le nombre d'années (1959-2008) – presque un demi-siècle – durant lesquelles Castro a dirigé Cuba, avant que son frère Raúl (2008-2018) puis Miguel Díaz-Canel (depuis 2018) ne lui succèdent.

Castro haranguant la foule
à La Havane, le 18 août 1991.

RAPHAEL PEREZ/AFP

peut admirer l'enclos marin où sont retenues, pour la plus grande joie des adultes et des enfants, des tortues marines (…). *De l'autre côté du débarcadère, c'est un delphinarium qui agrémente le quotidien grâce aux facéties et aux sauts des dauphins qui y vivent en captivité…* »

Sur la côte, à quelques milles marins de là, les mêmes soleil et eau turquoise. La même végétation luxuriante. Mais pas de yachts, de restaurants flottants ou d'enclos marins. Cuba, goulag tropical : 110 000 kilomètres carrés de misère et de privation, où près de la moitié des 12 millions d'habitants ne vit, encore aujourd'hui, qu'à la faveur des *remesas*, l'argent envoyé par les exilés. Pauvreté extrême, donc. « *Manque d'électricité, de combustible pour les transports, pénurie de biens de base tels que le savon ou le papier toilette* », décrit l'historien Manuel Cuesta Morúa. Mais aussi et surtout dictature de fer aux mains, pendant cinquante-sept ans, du "clan Castro" (son frère Raúl, remplacé depuis par Miguel Díaz-Canel, lui ayant succédé de 2008 à 2018) : un an après la mort de Fidel, en 2017, le pays pointait encore, selon Reporters sans frontières, au 171e rang sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse ! « *La haine, le peloton d'exécution, la dissimulation, le vol, la corruption, le mensonge, la faim, les barbelés, la tristesse* », a relaté son ex-"premier lieutenant" Huber Matos. Ce qui n'empêchera pas l'ancienne candidate PS à la présidentielle Ségolène Royal, au moment de sa mort, en 2016, d'évoquer un « *monument de l'histoire* » auquel « *la France n'a pas à donner de leçons* ». Entre autres épitaphes élogieuses venues de la gauche…

Nombre de ceux qui l'ont encensé ont cependant, et tardivement, revu leur jugement, dont Régis Debray et Bernard Kouchner… Comment, en effet, pouvoir encore louanger, à l'épreuve des faits, ce qui fut l'une des pires dictatures communistes de l'histoire, ayant, lors de la fameuse "crise des missiles" de 1962, failli entraîner le monde dans une troisième guerre mondiale ? Car il n'y a rien à conserver dans le bilan de Castro, pas même ses « *pseudo-réussites* » si longtemps vantées dans nos manuels scolaires, affirme son ancien compagnon de route, devenu dissident, Jacobo Machover : « *Un mythe, c'est tout*, dit-il de son ex-mentor. *La réussite sur l'éducation n'est que de la propagande et le système de santé tombe en*

"Castro mimait les gestes d'Hitler devant un miroir. Il se tenait debout avec un exemplaire de 'Mein Kampf' et gesticulant à la manière hitlérienne."

José Andreu, camarade de chambre de Fidel Castro à l'université de La Havane en 1952.

Castro reçu à l'Élysée par François Mitterrand en 1995. À gauche, à Cuba avec Sartre et Beauvoir.

PHOTOS : MICHEL GANGNE/AFP ; WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

déliquescence. » Même jugement de la part du grand écrivain cubain exilé Abilio Estévez, lui aussi ancien castriste, évoquant *« la peur, toujours la peur ». « L'important, c'était la sensation d'être surveillé*, dit-il. *Être surveillé y compris par soi-même. Ce fut pareil avec la censure littéraire. Personne ne semblait décider ce que nous devions écrire ou pas. Ce n'était pas nécessaire. La machine à censurer fonctionnait seule, avec un nom terrible: autocensure. »*

Et de pointer cette complicité dont bénéficia toujours le Comandante de la part de ces *« intellectuels de gauche* (qui) *nous jugeaient merveilleusement contents du destin qui nous avait été assigné »*, tandis que, *« à l'écart de leurs belles maisons* (...), *des milliers d'hommes et de femmes risquaient leurs vies dans des embarcations de fortune et affrontaient avec l'énergie du désespoir les courants du golfe ».* Direction les côtes de la Floride, aux États-Unis. *« Empire du Mal »* pour Castro, terre promise pour ses sujets...

Auteur, en 2005, de *Cuba Nostra, les secrets d'État de Fidel Castro* (Plon), l'ex-journaliste de TF1 Alain Ammar fut l'un des premiers, hors des milieux anti-communistes, à dénoncer l'imposture cubaine. Lui aussi, a-t-il raconté, a d'abord cédé à la séduction de la plus grande et plus capiteuse des îles caraïbes: *« La légende des Barbudos et de Che Guevara... Un pays où se conjuguaient les tropiques et la révolution... »* Ayant appris l'espagnol, et décidé à témoigner, c'est une tout autre réalité qu'il va découvrir: *« Un peuple réduit à une misère sordide. Une dictature sans pitié. Une stratégie totalitaire terrifiante. »*

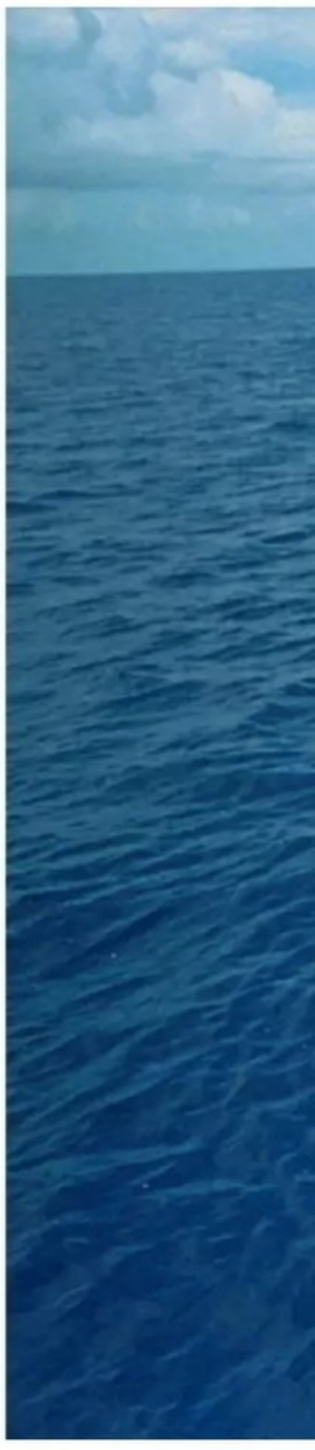
Son frère Raúl pour une "nuit des Longs Couteaux"

Aux sources du personnage, et de sa psychologie, les débuts tourmentés d'un enfant illégitime, né en 1926 de la liaison adultérine de son père, Ángel, riche propriétaire terrien d'origine espagnole, avec l'une de ses servantes. Un statut de "bâtard" particulièrement mal vu dans la société sud-américaine. Autre déclencheur de son insatiable appétit de revanche: les cicatrices toujours à vif, dans sa famille, de la guerre de 1895 ayant abouti en 1898 à la captation de Cuba, jusque-là espagnol, par les États-Unis — désormais honnis.

Habité par *« sa tendance à l'autoritarisme »*, comme le décrira plus tard Huber Matos, Castro le sera dès son plus jeune âge. *« Tous les jours il se battait, il avait un caractère très explosif »*, racontera son frère Ramón. Un soir de 1952, au cours de ses études de droit à l'université de La Havane (il se destine alors à la carrière d'avocat), son camarade de chambrée José Andreu, cité par Ammar, ouvre la porte à l'improviste. Sous ses yeux médusés, *« une scène extraordinaire »*: *« Castro,* raconte-t-il, *mimait les gestes d'Hitler devant un miroir. Il se tenait* ➤

LES TUEURS DU "COMANDANTE"

Pour se maintenir au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle malgré son fiasco, le régime castriste, véritable État policier, peut compter sur une demi-douzaine d'unités spécialement dévolues à la répression: le G2, équivalent du KGB soviétique, à la fois police politique, armée d'élite et complexe industriel; les Guêpes noires et le Secteur 40, unités de tueurs hautement entraînés, proches des Spetsnaz soviétiques; les Brigades de réaction rapide (BRR), unités blindées spéciales chargées de briser les soulèvements populaires, notamment au sein de la communauté noire; l'Unité 49, garde personnelle des dirigeants; l'Unité 1, chargée d'éliminer les dirigeants tombés en disgrâce. S'y ajoute, omniprésente, la très redoutée Direction générale du renseignement, chargée à la fois de l'espionnage et de l'action subversive à l'étranger. A. F.



PHOTOS : JACQUES TORREGANO/AKG-IMAGES ; DOUG COLLIER/AFP

debout, un exemplaire de Mein Kampf *traduit en espagnol dans une main, et gesticulant à la manière hitlérienne. Cela n'a duré que quelques secondes, mais cette vision ne m'a jamais quitté… »*

La même année, ce colosse de 1,91 mètre capable de plonger à 10 mètres en apnée abandonne ses études pour prendre la tête du (alors très modeste) mouvement révolutionnaire cubain. Objectif: le renversement du dictateur pro-américain Fulgencio Batista, auteur d'un coup d'État en 1952 (après avoir été légalement élu entre 1940 et 1944). Son premier raid, le 26 juillet 1953, contre la caserne de Moncada, tourne à la débâcle: ses principaux compagnons sont capturés. Mais Castro parvient à gagner la sierra Maestra, impénétrable montagne du centre du pays. Une légende est née. Il se laisse pousser la barbe, arbore son treillis vert olive, accorde des interviews grandiloquentes à la presse internationale, sous le charme. *« Être guérillero, c'est aller au-devant du sacrifice, du rêve et de la faim »*, dit-il. Plus qu'un révolutionnaire, il "est" la révolution.

Homosexuels dénoncés comme "impropres et déviants"

Cinq ans plus tard, nuit de la Saint-Sylvestre 1958. Les maquisards entrent cette fois à La Havane. Batista s'enfuit. Sitôt Castro aux commandes commencent les purges, arrestations massives et procès sommaires dans les stades. Son frère Raúl en appelle à *« une "nuit des Longs Couteaux" qui fera tomber beaucoup de têtes »* . Les pelotons fusillent à tour de bras. En quelques jours, 550 "criminels" sont exécutés. Le début d'une interminable série. *« D'inspiration marxiste-léniniste »*, comme le définit Castro, un parti unique est instauré sur le modèle du PC d'URSS. *« Le socialisme ou la mort! »*, proclame-t-il. Alors qu'il est porté aux nues par tout ce que la planète compte d'intellectuels "bien-pensants", Castro accroît encore la répression au cours des années 1960-1970: au moins 70 000 prisonniers politiques sont internés. Parmi eux, des centaines… d'homosexuels, dénoncés comme *« impropres »* et *« idéologiquement déviants »*!

Placée sous le contrôle d'Ernesto Che Guevara, le fameux "Che", son compagnon d'armes argentin, l'économie est mise en coupes réglées par l'État. Rien n'échappe aux nationalisations, pas même les… petits marchands de glaces. La faillite est totale. Le peuple réduit à vivre d'expédients et de tickets de rationnement. Afin d'échapper à la terreur et à la misère, près de 2 millions de Cubains (un sixième de la population actuelle!) choisiront l'exil.

À l'étroit sur son île, Castro rêve en outre d'empire révolutionnaire planétaire. Tout commence par la création, en 1966 à La Havane, de la Tricontinentale, *« l'Internationale du tiers-monde »*. Alors que l'URSS redoute que les mouvements révolutionnaires et anticolonialistes d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et du monde islamique ne passent sous le

1994, des “Balseros”, réfugiés cubains recueillis par les garde-côtes américains.
Page de gauche, Affiche à la gloire du “Lider maximo” à La Havane.

contrôle de la Chine maoïste, le Líder máximo propose de créer un contre-feu. Moscou accepte. La manœuvre réussit : le maoïsme reflue. Mieux : la Tricontinentale permet au KGB de “retourner” à son profit la plupart des mouvements trotskistes dans le monde. Et de resserrer son emprise sur le nationalisme arabe, de l’Algérie au Yémen, de la Libye aux Palestiniens.

Soutien à Al-Qaïda

Castro sera impliqué dans nombre d’opérations internationales de déstabilisation et de guerre civile. Si la mise en place d’un régime révolutionnaire au Chili, en 1973, échoue de justesse, des régimes amis parviennent à s’emparer du pouvoir à la Grenade, au Panama, au Nicaragua… Soutenus par Castro, des foyers de guérilla s’implantent aussi au Venezuela, en Colombie, au Salvador, au Guatemala. Tout au long des années 1970 et 1980, d’autres interventions conduisent les forces armées cubaines — qualifiées de *« combattants internationalistes »* — au Sahara-Occidental et en Algérie, en Syrie, en Angola, mais aussi en Libye, en Éthiopie, en Guinée-Bissau, à Madagascar, au Mozambique, au Congo, au Burundi… Financées et équipées par l’URSS avec le concours de Cuba, ces guérillas feront près de 30 000 morts.

2

C’est, en millions, le nombre de Cubains ayant fui le régime castriste, le plus souvent à bord de bateaux de fortune, à destination des États-Unis. Soit près de un sixième de sa population actuelle.

Mais l’effondrement de l’URSS, entre 1986 et 1991, et la suppression de ses milliards de dollars de subventions, remet tout en question. Castro est soudain nu face à son vieil ennemi américain, devenu superpuissance unique. Il doit rapatrier ses “internationalistes” et développer le tourisme occidental. Mais derrière la façade, rien ou presque ne change : faisant désormais figure de dinosaure marxiste, Cuba continue à servir de point de ralliement ou de base arrière à tous ceux qui rêvent encore de “grand soir” : Farc colombiennes, guérillas des Andes… Les nouveaux mouvements d’extrême gauche, à commencer par les altermondialistes, convergent vers lui. *Idem* pour les groupes terroristes : des membres d’Al-Qaïda ont transité par Cuba ou bénéficié de passeports cubains.

Succédant à Fidel et Raúl en 2018, l’arrivée au pouvoir du fidèle castriste Miguel Díaz-Canel n’y a rien changé. Si l’article 56 de la nouvelle Constitution reconnaît le droit de manifester et la liberté de réunion, *« l’État la détourne constamment*, témoigne Manuel Cuesta Morúa. *Cuba a même accentué sa campagne de diabolisation des dissidents. Tous les jours, on arrête dix à quinze activistes. »* Soit plus de 5000 par an. Castro est mort, pas le castrisme. ●

Le vrai bilan de Mao

Responsable de la mort de 50 à 70 millions de Chinois, Mao Tsé-toung est le dictateur le plus meurtrier de l'histoire. Retour sur le bilan macabre de l'ex-icône de l'extrême gauche, toujours célébrée dans son pays.

Par Éric Letty

Furieux, mais silencieux. Neutralité diplomatique oblige, impossible pour l'ex-directeur Asie-Océanie au Quai d'Orsay (de 1969 à 1975), Henri Froment-Meurice, de réagir publiquement à la mort de Mao, le 9 septembre 1976. C'est donc dans le secret de son Journal qu'il choisit de s'épancher au sujet de celui dont la mémoire sera saluée partout dans le monde, notamment en France — *« un phare de la pensée »*, ira jusqu'à commenter Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République. *« Pas un mot*, s'offusque le diplomate, *sur les purges, les prisons, les éliminations physiques, les persécutions religieuses, les déportations, la répression des nationalités, les lavages de cer-*

AKG-IMAGES / UNIVERSAL IMAGES GROUP / SOVFOTO

veau, les recyclages pour intellectuels. » À droite comme à gauche, pas touche à l'icône rouge, dont Mitterrand vantait l'« *humanisme* » en même temps qu'il dénonçait la « *dictature* » de De Gaulle. Sans parler des maoïstes français, au cœur de la nébuleuse intello-gauchiste de l'époque *(lire page 113)*...

Fondateur et maître absolu de la République populaire de Chine durant vingt-sept ans (1949-1976) à l'issue de quinze années de guerre civile contre le pouvoir nationaliste de Tchang Kaï-shek, ce fils de riches paysans ayant adhéré à 28 ans au Parti communiste chinois (PCC, alors clandestin) est pourtant, et de loin, le dictateur le plus criminel de l'histoire — de 50 à 70 millions de victimes! Toutes en temps de paix...

"Toute position divergente avec la ligne du PC peut suffire à vous faire condamner."

Jean-Louis Margolin,
"Le Livre noir du communisme".

Légende

AKG-IMAGES / GLASSHOUSE IMAGES / JT VINTAGE

Du début à la fin de son règne, jamais de répit dans la répression et les massacres. Sitôt à la tête du pays, commence la chasse aux *« propriétaires terriens »* — ne possédant souvent que quelques hectares. Entre 2 et 5 millions seront exécutés sur les 4 à 6 millions de condamnés au *laogai*, le goulag chinois.

Avec plus d'un millier de *« camps de travail »*, le même nombre de *« prisons »* et deux mille cinq cents *« centres de détention »*, le *laogai* est le plus grand système pénitentiaire de l'histoire. Et le pilier du régime. Objectif: la *« rééducation »* par le travail des détenus capables d'y survivre. Discipline de fer, sous-alimentation, surveillance mutuelle, incitation à la dénonciation et répétition de slogans doivent les contraindre à abdiquer leur personnalité pour devenir des *« hommes nouveaux »* au service de l'idéologie marxiste-léniniste et maoïste. Sur les cinquante millions de Chinois y ayant été internés, une vingtaine de millions y trouveront la mort.

Famine et cannibalisme

Ciblant très au-delà des seuls propriétaires terriens, cette *« épuration »* sévit aussi dans les villes, où se succèdent les *« campagnes de masse »* pour *« l'élimination des éléments contre-révolutionnaires »*. Mot-clé du bréviaire maoïste, le terme est si flou *« que toute position présente ou passée un tant soit peu divergente avec la ligne du PC peut suffire à vous faire condamner »* (Jean-Louis Margolin, *Le Livre noir du communisme*, Robert Laffont, 1997). Fixés par Mao lui-même, les quotas d'exécution sont sans cesse dépassés par les chefs des camps. *« On exécute des innocents pour faire*

"RÉFORME DE LA PENSÉE" ET "DRESSAGE PSYCHOLOGIQUE"

Appliquée durant tout le règne de Mao, la politique dite de la *« réforme de la pensée »* (*cheng feng*) sera ainsi décrite par l'envoyé du Komintern auprès de Mao, le Soviétique Piotr Vladimirov: un *« dressage psychologique »*, reposant sur le principe que *« chacun doit tout savoir des pensées intimes de l'autre »*. Objectif: non pas la mort, cette fois, mais la destruction morale des coupables désignés, en vue de leur *« transformation »*. Épuisés par les humiliations publiques, les coups, les tortures et les interrogatoires nocturnes, ceux-ci finissent par passer aux aveux, accédant ainsi à *« la voie lumineuse de la réforme »*. É. L.

Rassemblement de gardes rouges durant la Révolution culturelle (1966-1976).

L'INTERNATIONALE DES DICTATEURS

246 000

C'est le nombre de Tibétains morts des suites de la politique de Mao : 173 000 en détention (années 1950-1960) ; 70 000 de faim (Grand Bond en avant et Révolution culturelle, entre 1958 et 1976) ; 3 000 sous les bombardements (insurrection de 1959).

du chiffre, rappelle le sinologue néerlandais Frank Dikötter (dans *L'Obs*). *Des enfants de 8 ans accusés d'être des* "chefs de groupe d'espions" *sont torturés à mort ».* Aux décès et assassinats de ces *« contre-révolutionnaires »* — 800 000 selon les propres chiffres du pouvoir rouge — s'ajoute un nombre quasi équivalent de suicides: 700 000.

Le pire est pourtant encore à venir: le Grand Bond en avant (1958-1960), entreprise utopique de collectivisation des campagnes déclenchée par le dictateur rouge. Objectif affiché par Mao: *« Dépasser le Royaume-Uni en quinze ans. »* Pour ce faire, sont créées des *« communes populaires »* regroupant chacune, sous les ordres de cadres du Parti, jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de familles. La propriété est proscrite, les lopins de terre privés et les marchés libres supprimés, les réserves réquisitionnées. La paysannerie est astreinte à réaliser des objectifs de production irréalistes et à mettre en pratique de nouvelles méthodes de culture catastrophiques. Exemple parmi tant d'autres du caractère ahurissant et désastreux des ordres donnés: vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les paysans doivent se relayer pour faire du bruit et s'agiter en tous sens pour empêcher les moineaux de se poser sur les arbres fruitiers ou dans les champs afin de protéger les récoltes; résultat: épuisés, affamés, les oiseaux meurent par millions; conséquence: une invasion sans précédent d'insectes... qui détruit les cultures!

Afin d'échapper aux sanctions, les responsables locaux mentent sur les résultats obtenus. Feignant de l'ignorer, les autorités fixent des objectifs toujours plus élevés et accroissent d'autant les prélèvements au profit de l'État.

Ce Grand Bond en avant, objet de la *« joie complète »* de Mao, comme il le confiera à Khrouchtchev en 1958, provoquera la plus grande famine de tous les temps: plus de 40 millions de morts! Le cannibalisme réapparaît, certaines familles s'échangeant leurs enfants pour s'en nourrir...

Sous le joug des gardes rouges

Contesté jusqu'au sommet de l'État pour cette terrible tragédie, le *« Grand Timonier »*, affaibli, sera contraint de mettre fin en catastrophe à cette expérience (1960). Six ans plus tard, il reprend cependant l'offensive avec le lancement d'une "nouvelle étape": la Révolution culturelle (1966-1976). Qualifiée par le sinologue Jean-Luc Domenach de *« chef-d'œuvre de manipulation politique »*, celle-ci repose sur le *Petit Livre rouge*, recueil de pensées de Mao dont la lecture est rendue obligatoire, et s'appuie sur des collégiens, des lycéens et des étudiants endoctrinés, les gardes rouges.

Afin d'en finir avec les *« Quatre Vieilleries »* (vieilles idées, culture, coutumes et habitudes), le pays est livré à cette milice fanatisée. Humiliés, battus, torturés, parfois tués, les professeurs des universités, qualifiés d'*« intellectuels puants »*, en sont les premières victimes. Le port de lunettes suffit à être considéré comme suspect. Répartis entre *« ennemis de classe »* et *« révolutionnaires »*, les 735 millions de Chinois de l'époque sont classés en trois catégories: noire (à condamner), grise (à corriger) et rouge (à louer). Selon la catégorie de leurs parents, même ➤

AKG-IMAGES / INTERFOTO

Dazibao annonçant la condamnation de “contre-révolutionnaires”. Page de droite, Sartre et Beauvoir vendant le journal maoïste “La Cause du peuple” en 1968.

les enfants sont estampillés de *« bonne »* ou *« mauvaise origine »* (*chushen hao* ou *chushen buhao*).

Alors étudiante au Conservatoire de Pékin, la pianiste Zhu Xiao-Mei témoignera dans son livre *La Rivière et son secret* (Robert Laffont, 2007) de son propre endoctrinement sous la Révolution culturelle. *« Un jour*, raconte-t-elle, *nous sommes convoqués sur le terrain de sport. Lorsque j'y arrive, je découvre nos professeurs à genoux sur la piste d'athlétisme, entourés de gardes rouges.*

— Camarades, voici les coupables! hurle un garde rouge.

Puis il se tourne vers eux:

— Vous êtes des intellectuels bourgeois. À cause de vous, professeurs, le Conservatoire trahit la Révolution. À cause de vous, ce lieu est devenu un temple de l'élitisme! [...]

J'observe de loin les hommes et les femmes à genoux. La plupart sont en sang. Un professeur de violon a le crâne ouvert: comme il est chauve et que le sang dégouline de ses plaies, sa tête est entièrement rouge, il semble sur le point de mourir. J'ai peur, mais en même temps j'ai honte d'avoir peur. [...] *Il faut choisir entre les classes, c'est la loi de la Révolution. Et je choisis mon camp: celui des opprimés, contre celui des bourgeois et des petits-bourgeois. Ce sang qui coule me fait horreur mais il faut payer de ce prix l'avenir de la Chine nouvelle.* [...] *La séance se termine. Les gardes rouges couvrent chaque professeur d'encre, puis de farine et d'eau, avant de les faire défiler devant nous qui hurlons:*

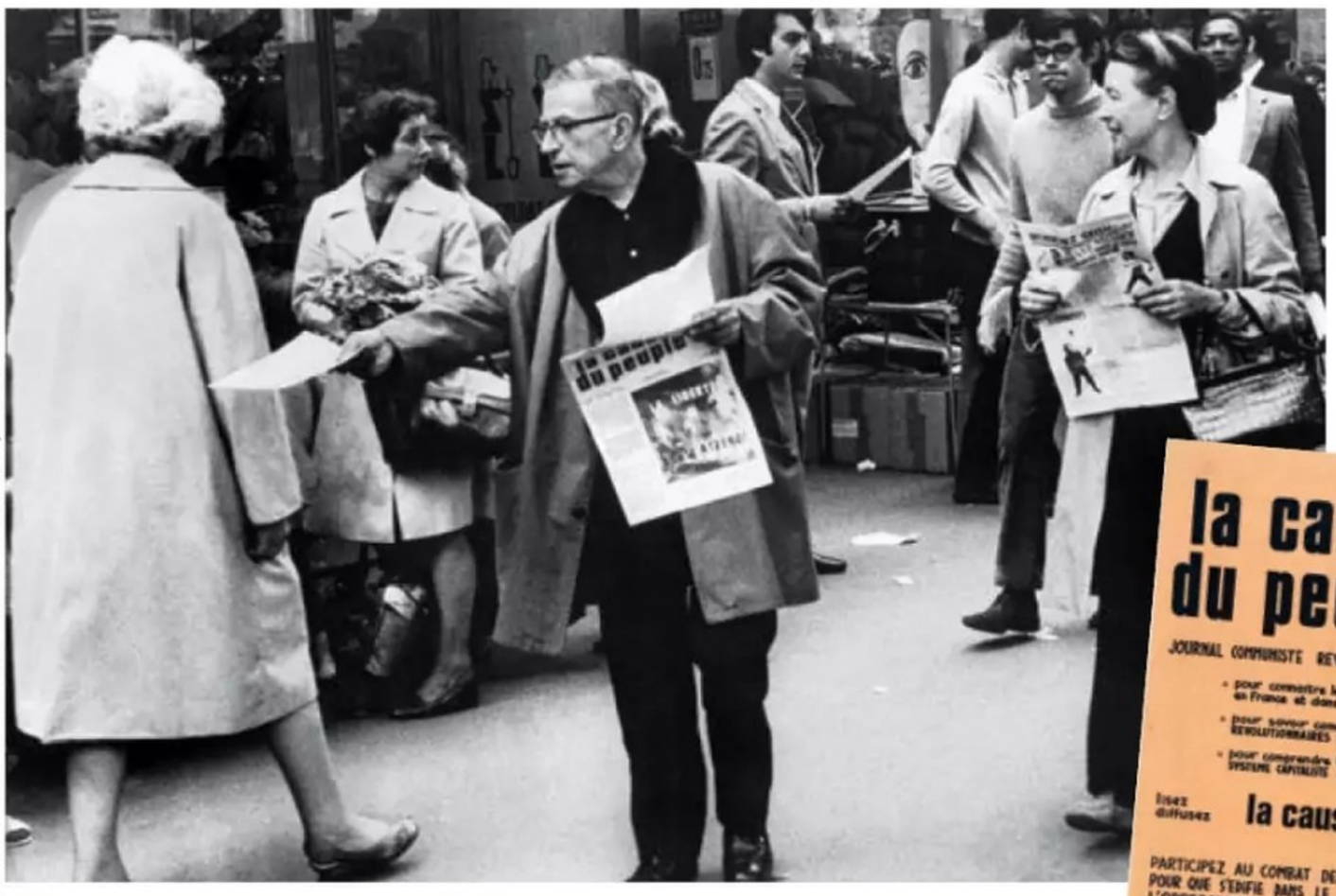
— Longue vie à Mao et à la Révolution! »

Bilan des dix ans de cette Révolution culturelle, à laquelle Mao mettra fin début 1976 pour cause de chaos généralisé et de “guerre civile” entre factions rivales communistes : 3 millions de morts supplémentaires, auxquels s'ajoutent… 100 millions d'invalides et de malades (Jean-Luc Domenach, *Le Figaro*, 20 mai 2016).

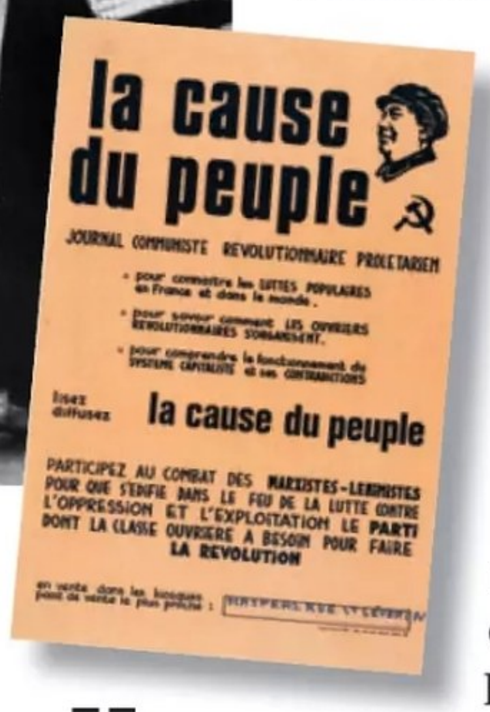
Décédé quelques mois plus tard à près de 83 ans, le corps embaumé de l'homme aux 50 à 70 millions de victimes n'en reste pas moins aujourd'hui encore exposé dans un cercueil en verre au sein de son mausolée de la place Tian'anmen, à Pékin. Où il continue, près d'un demi-siècle plus tard, d'être célébré par le pouvoir communiste chinois. ●

“Des enfants de 8 ans accusés d'espionnage et condamnés à mort.”

Frank Dikötter, sinologue



PHOTOS : ULLSTEIN BILD / ROGER-VIOLLET ; MUSÉE CARNAVALET/ROGER-VIOLLET



Heureux comme un "mao" en France

On l'a oublié : du milieu des années 1960 jusqu'après la mort du dictateur chinois, en 1976, les "maos", dont de nombreux artistes et intellectuels, ont occupé une place centrale au sein de l'extrême gauche française.

Ils ont été les disciples français du plus grand criminel de l'histoire. À partir du milieu des années 1960, une multitude de partis à la gloire de Mao vont être créés. Parmi eux, la Gauche prolétarienne (GP), le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), l'Union de la jeunesse communiste marxiste-léniniste (UJCml) ou Vive la révolution (VLR). Entre autres. Prônant ouvertement la violence, leurs dirigeants — Alain Geismar, Robert Linhart, Benny Lévy, etc. — vont jouer un rôle crucial lors des événements de Mai 68. La mouvance dispose alors de nombreux journaux : *L'Humanité nouvelle*, *La Cause du peuple*, *J'accuse*, *Tout !* (dirigé par André Glucksmann), mais aussi *Libération*, créé en 1973 dans l'orbite de la GP, avec Serge July aux manettes : tous les salariés, de la standardiste au rédac-chef, ont le même salaire (ce qui ne durera pas…).

Les "maos" disposent aussi des revues *Tel quel* et *Les Temps modernes*, fondées respectivement par Philippe Sollers et Jean-Paul Sartre. Le premier, accompagné de Roland Barthes, sera même reçu par le pouvoir chinois. « *Une quête de bonheur collectif* », témoignera-t-il.

Sartre, quant à lui, prendra également en 1970 la direction de *La Cause du peuple*, qu'il vend à la criée avec Simone de Beauvoir, François Truffaut, Patrice Chéreau, Samy Frey, Robert Gallimard ou Claude Lanzmann. "L'enragé" Benny Lévy devenant même son secrétaire personnel…

Durant cette période, le maoïsme est du dernier chic : Cardin impose le col Mao ; le magazine *Lui* publie des photos coquines de modèles seulement vêtues de vestes Mao et légendées de citations du Guide ; Jean-Luc Godard réalise *La Chinoise* (1967) et *Tout va bien* (1972). Vedette de ce dernier, Yves Montand fait partie, un temps, des "compagnons de route". *Idem* pour Simone Signoret, les écrivains Jean Genet et Maurice Clavel, les philosophes Michel Foucault et Alain Finkielkraut, mais aussi le dominicain Jean Cardonnel et l'avocat Jacques Vergès. **É. L.**

VENGEANCE MAOÏSTE

En 1972, Pierre Overney, militant de la Gauche prolétarienne (GP), est tué lors d'une attaque menée par son groupe, armé de manches de pioche, contre les usines Renault. Pas moins de 200 000 personnes accompagneront son cercueil au Père-Lachaise ! En représailles, un cadre de Renault est enlevé. Cinq ans plus tard, en 1977, le vigile ayant tué Overney sera assassiné par un groupuscule maoïste, les Noyaux armés pour l'autonomie populaire. É. L.

CPA MEDIA PTE LTD/ALAMY STOCK PHOTO

Pol Pot et le “rideau de sang”

Quatre ans (1975-1979) auront suffi aux Khmers rouges, soutenus par la gauche, pour décimer plus de deux millions de Cambodgiens, soit le quart de la population. Entre autres exactions.

Par Sabine Dusch

Le constat est glaçant: *« Durant ces années d'errance diplomatique* (pendant et après le génocide) *qui n'ont d'autre raison que de complaire à Pékin*, assure le journaliste et géopoliticien Thierry Wolton, *les États-Unis et le monde occidental se rendent complices de crimes contre l'humanité en protégeant les coupables. »* Alors qu'au Cambodge (rebaptisé *« Kampuchea démocratique »*), le régime de Pol Pot est tombé en 1979, son génocide ne sera reconnu par le tribunal international que quarante ans plus tard (novembre 2018). Mais de Nuremberg des Khmers rouges, jamais…

Retour aux sources d'un criminel longtemps protégé par la diplomatie et adulé par la gauche et l'extrême gauche française (*lire page 117*). Pol Pot naît en 1925 dans une riche famille paysanne et bouddhiste. Il étudie en France de 1949 à 1953, où il devient communiste, comme nombre d'autres futurs dictateurs *(lire page 80)*. De retour au Cambodge, il entend créer une *« société communiste intégrale »* — passant par la liquidation totale de l'ancienne.

Nous sommes en 1954. Le roi Sihanouk gouverne. Huit ans plus tard, en 1962, Pol Pot (surnommé "Frère numéro un") fonde le Parti communiste du Kampuchea et prend le maquis. *« Les paysans illettrés, si on leur demande de tuer, ils le font »*, confiera son adjoint, Duch, dans *L'Élimination* (Grasset, 2012).

En 1970, Sihanouk est remplacé par le pro-américain Lon Nol. Les troupes US bombardent le Cambodge, où se réfugient les Viêt-công. *« Entre 1965 et 1973, les Américains auraient déversé 2 756 941 tonnes de bombes*, relève l'universitaire Antoine Coppolani. *Un tonnage supérieur à celui des Alliés durant toute la Seconde Guerre mondiale. »*

L'hostilité antiaméricaine se renforce et contribue à la victoire khmère. *« Comme beaucoup de Cambodgiens, j'appelais la révolution de mes vœux. »*, racontera l'ex-missionnaire François Ponchaud, plus tard l'un des premiers à alerter le monde sur le génocide. Le 17 avril 1975, Pol Pot et ses troupes investissent Phnom Penh. *« Des petits hommes de campagne, vêtus de pyjamas noirs, chaussés de sandales découpées dans des pneumatiques et ayant sur la tête la casquette rouge à la Mao »*, se souvient le survivant Kèn Khun.

"Celui qui proteste est un ennemi. Celui qui s'oppose est un cadavre."
Propagande khmère rouge.

La capitale aux 2,5 millions d'habitants se vide en trois jours. C'est le début de la déportation massive des villes à la campagne. Objectif: transformer les citadins capitalistes en paysans, considérés comme supérieurs. *« Sont mis de côté les fonctionnaires, officiers, professeurs, massacrés à coups de pelle*, raconte Pascal Avot dans le journal en ligne *Contrepoints. Quiconque porte des lunettes est condamné à mort: le bourgeois sait lire, le bourgeois doit être éliminé. »* Au total, pas moins de 5 millions de citadins seront déportés dans les champs! *« Te garder en vie ne nous rapporte rien, te supprimer ne nous coûte rien »*, s'entendent-ils répéter. Les routes se couvrent de colonnes humaines. *« Familles écartelées, malades traînés sur des lits roulants et abandonnés dans la campagne, routes bordées de cadavres, agonisants achevés à la baïonnette; rizières peuplées de morts vivants »*, décrit, en 1976, un reportage de *Spectacle du Monde*.

"Des hommes et des femmes tués pour faire de l'engrais"

On annule la monnaie, endoctrine les enfants, institue les mariages forcés. Toute liberté individuelle et religieuse est proscrite. Les classes moyennes et supérieures sont décimées. *Idem* pour les religieux. *« En 1978, les Khmers rouges ont exterminé 100 000 Cambodgiens* (accusés d'avoir) *"un esprit vietnamien dans un corps khmer" »*, rapporte l'historienne Solo Phay-Vakalis. Le Cambodge se mue en gigantesque camp de concentration, la terreur s'abat sur des forçats affamés, déplacés.

« On tuait des hommes et des femmes pour en faire de l'engrais, poursuit Kèn Khun. *Des villageois avaient secrètement tué leurs bœufs pour les manger. Les coupables ont été harnachés à des charrues et forcer de les tirer jusqu'à ce qu'ils meurent. » « Celui qui proteste est un ennemi; celui qui s'oppose est un cadavre »*, répète la propagande…

Devenu site mémoriel, la sinistre prison S-21 de Phnom Penh est alors dirigée par le tortionnaire Duch. Des prisonniers sont enterrés vivants, électrocutés. *« Des hommes et des femmes périssaient parce qu'on pratiquait sur eux, vivants, des autopsies ou des perfusions qui les vidaient de leur sang »*, rapporte Pierre-Olivier Sur (*Dans*

PHOTO12/IMAGEBROKER

Choeung Ek, mémorial aux victimes du génocide, en 2011. Page de droite, la une de "Libération", trois jours après la prise de Phnom Penh par les Khmers rouges.

les yeux du bourreau, Lattès, 2010). Près de 20 000 hommes, femmes et enfants, y seront emprisonnés, battus, torturés, achevés.

Les tortionnaires morts dans leur lit

En 1978, l'armée vietnamienne envahit le pays. Un an après, un gouvernement khmer rouge opposé à Pol Pot prend le pouvoir. "Frère numéro un" et les siens s'enfuient dans la jungle poursuivre leur guérilla contre le nouveau pouvoir. Sans succès. Condamné à mort par contumace, Pol Pot disparaît sans laisser de trace en 1990. Le boucher Mok réapparaît en 1998, à 72 ans; il n'est placé qu'en résidence surveillée. Jusqu'à sa mort dans son lit… Pas un cas isolé, bien au contraire: les principaux leaders du génocide, dont certains seront emprisonnés, échapperont tous à la peine capitale. Et il faudra attendre 2009 pour que cinq ex-responsables soient enfin jugés au Cambodge pour *« crimes contre l'humanité »* par un tribunal parrainé par l'Onu…

En cause, notamment, les complicités à tous les niveaux dont a bénéficié, à l'époque, le régime de Pol Pot. *« Un jour, en 1975, en plein génocide, le clergé de Paris m'a invité à parler des Khmers rouges*, racontera ainsi l'ex-missionnaire François Ponchaud. *Il y avait là plein de curés qui me prenaient de haut: "Vu ce que tu as vécu, on comprend que tu sois anticommuniste, mais quand même…" Ils ne comprenaient pas comment moi, prêtre, je pouvais refuser les lumières du marxisme. Cela m'a vraiment surpris. Entre le départ pour le Cambodge en 1965, et mon retour, en 1975, les choses avaient bien changé. »* Et de conclure: *« J'ai pensé que si l'Église de France en était réduite à répandre les idées marxistes dans le monde, il y avait un gros problème… »* ●

LES BOURREAUX APPLAUDIS À L'ONU

**Vénéré par son peuple, *« amoureux »* de la France, le *« prince papa »* Norodom Sihanouk (1922-2012) monte sur le trône en 1951, abdique en 1955, est destitué en 1970 et prisonnier des Khmers rouges de 1976 à 1979. Ses geôliers exécuteront plusieurs membres de sa famille, dont 14 de ses petits-enfants. Invité des *Dossiers de l'écran*, le 27 novembre 1979, il se livre: *« Je ne voulais pas que mon pays soit une colonie des États-Unis, c'est pourquoi dans les années 1960 je me suis allié aux Khmers rouges. À cette époque, personne ne pouvait imaginer qu'ils fussent des gens capables de commettre de tels crimes! Ni les Français, ni les autres. Qu'il me jette la première pierre, celui qui m'accuse! Le 17 avril 1975, tout le monde me félicitait, y compris les ambassadeurs occidentaux. Ils disaient que les Khmers rouges étaient gentils.* (…) *À l'Onu on vote toujours pour Pol Pot! Seule La France n'a pas voté. Quand les Blancs commettaient des crimes on les pendait. Hitler, Von Ribbentrop, les nazis! Alors, le super-nazi Ieng Sary on l'applaudit à l'Onu. C'est du racisme anti-blanc et pro-jaune! »* S. D.

DUBCEK/HUSAK : L'ORDRE REGNE A PRAGUE

Libération

France : 1,50F

GRANDE OUVERTE PETIT SOUK ET CONTRE-OFFRE

La campagne électorale est ouverte en Italie

A Milan, on tue nos camarades

Les révolutionnaires sont entrés dans Phnom Penh

SEPT JOURS DE FETE POUR UNE LIBÉRATION

DR

Les complices français de Pol Pot

En France, la presse, les artistes et les politiques de gauche se sont mobilisés en faveur des Khmers rouges. Retour en arrière.

Le 17 avril 1975, les Khmers rouges investissent la capitale; le 18, la ville perd ses habitants. La presse française applaudit : *« Phnom Penh libérée dans la liesse »*, se réjouit *Le Monde*. *L'Humanité* exulte : *« Cambodge : c'est la victoire du peuple en armes. »* *Libération* s'enthousiasme : *« Sept jours de fête pour une libération »* . En février 1976, *Le Monde* publie enfin un témoignage à charge. Un article auquel répondra violemment *Libération*, traitant le témoin cité d'*« agent de la CIA »*. Avant cela, le correspondant du *Monde* à Phnom Penh, Patrice De Beer, était lui-même communiste. *« Comme nombre de journalistes et d'intellectuels*, (il) *avait des sympathies marxistes, même maoïstes »*, racontera en 2015 l'ancien missionnaire François Ponchaud, l'un des premiers à témoigner des massacres, pointant notamment l'aveuglement coupable du correspondant de presse lors de la prise de pouvoir des Khmers rouges : *« De Beer venait d'interroger un Cambodgien et il était enthousiasmé par ce qu'il croyait comprendre*, racontera-t-il. *Il me dit : « Les Khmers rouges ont demandé aux fonctionnaires de l'ancien régime de se manifester pour apporter leur concours à la révolution. Tu vois, ils ne sont pas si terribles ! » J'ai interrogé le témoin. Il m'a confirmé que les fonctionnaires devaient donner leur nom, mais pas pour les amnistier, pour les liquider ! Tous ont été tués. De Beer n'a pas voulu en démordre. Sa seule réponse était : "Toi, tu es anticommuniste". »*

"Une révolution anti-société de consommation"

Les écolo-gauchistes s'emballent aussi dans *La Gueule ouverte* (mai 1975) : *« Quelle leçon de ces paysans khmers en guenilles, de ces paysans déportant une ville entière à la campagne dans le pur style Alphonse Allais. Si massacre il y eut, ce fut un massacre de symboles, un massacre de l'objet. Une révolution radicale contre la société de consommation. »*

Il faudra attendre… 1985, pour que *Libération* s'excuse : *« On s'est laissé aveugler, on n'a rien vu, rien compris »*, écrira le journal.

La liste des ex-soutiens à Pol Pot est trop longue pour tous les citer. Parmi les premiers à avoir ouvert les yeux, citons cependant l'écrivain Jean Lacouture dans *Survive le peuple cambodgien !* (Le Seuil, 1978) : *« La honte à elle seule justifiait que l'on écrivît ce petit livre qui est d'abord un cri d'horreur. La honte d'avoir contribué, si peu que ce soit, si faible qu'ait pu être en la matière l'influence de la presse, à l'instauration de l'un des pouvoirs les plus oppressifs que l'histoire ait connus. »*

S. D.

Fermiers blancs cernés par des squatters après l'annonce de la "réforme agraire" de 2000 sur l'expropriation des Blancs.

AP/SIPA

Mugabe, le chasseur de Blancs

Dictateur marxisto-raciste du Zimbabwe pendant 37 ans (1980-2017), le "père de l'indépendance" de l'ex-Rhodésie a conduit son pays à la ruine en expropriant de force les fermiers blancs. Retour sur une saga méconnue et sanglante.

Par Arnaud Folch

Les plaies béantes et la peur se lisent encore sur leurs visages. Mais au moins, eux, auront-ils la vie sauve. Nous sommes le 15 avril 2000, dans la région de Marondera, au sud-est de Harare, ex-Salisbury, la capitale du Zimbabwe. La veille, John Osborne et Stuart Demill, deux fermiers blancs, étaient venus prêter main-forte à l'un de leurs voisins, David Stevens, menacé par une bande de squatters noirs. Encadrée par des *« commissaires politiques »* du régime, la trentaine d'assaillants se rue sur les trois hommes qu'ils rouent de coups. Stevens a le visage explosé par une rafale d'AK-47 tirée à bout portant. Sa ferme est brûlée. Au même moment, et partout ailleurs dans le pays, des scènes similaires se produisent. Ceux qui résistent les armes à la main sont abattus.

Ainsi en a décidé Robert Mugabe, le 6 avril, en promulguant sa *« réforme agraire »*, prévoyant l'expropriation sauvage, sans contrepartie, des fermiers blancs: *« Nous disons non aux Blancs qui possèdent nos terres*, déclare-t-il alors. *Ils doivent partir. Il n'y a pas de place pour eux ici! »*

Avant même cette dernière salve, précipitant le départ des derniers colons, et à l'exception des premières années de son règne (1980-2017) où il a dû montrer patte… blanche, le Premier ministre puis président *« marxiste-léniniste maoïste »*, tel qu'il se définissait lui-même, de l'ancienne Rhodésie (13 millions d'habitants) a mené d'une main de fer une politique ouvertement raciste.

Lutte des classes, lutte des races. Un jour disciple de Staline — *« l'un des grands hommes de l'Histoire »* —, un autre d'Hitler, dont il arbore, en plus fine, la même petite moustache. Comparé en 2003 à un *« Hitler noir »*, il assume: *« Hitler avait un seul objectif*, dit-il: *la justice pour son peuple, la souveraineté pour son peuple, la reconnaissance de l'indépendance de son peuple et ses droits sur ses ressources. Si cela, c'est Hitler, laissez-moi être le décuple d'Hitler. »*

« Le seul homme blanc que vous pouvez croire est l'homme blanc mort »; *« l'homme blanc est ici comme le second citoyen, il est numéro deux ou trois; c'est ce qui doit être enseigné à nos enfants »*; *« notre parti doit continuer de faire entrer la peur dans le cœur de l'homme blanc, notre véritable ennemi »* : l'ex-professeur de lettres, devenu guérillero puis *« Père de l'indépendance »* (1980), a beau multiplier les discours anti-Blancs — inimaginables en sens inverse —, ses "grands frères" soviétiques, cubains, coréens du nord et chinois n'en continueront pas moins, jusqu'au bout, à lui prodiguer subventions et "coopérants". *Idem* — hormis quelques rares exceptions, tel Nelson Mandela — pour le soutien que lui accorderont les autres dirigeants africains, pour lesquels Mugabe restera toujours auréolé de son statut de *« héros de lutte anti-coloniale »*. Solidarité rouge d'un côté, fraternité noire de l'autre. Coincés entre les deux, la plupart des Blancs, eux, n'attendront pas les lois d'expropriation d'avril 2000, et leurs innombrables massacres, pour prendre le chemin de l'exil. De 250 000 en 1980, leur nombre avait déjà chuté dix ans plus tard à 40 000, dont 3 000 exploitants agricoles. Ils ne seraient plus aujourd'hui qu'environ 15 000… dont moins de 200 fermiers.

PAUL CADENHEAD/AFP

"Le seul homme blanc que vous pouvez croire est l'homme blanc mort!"

Robert Mugabe

Le dictateur promu "héros national"

Conséquence de cet exode forcé: l'effondrement de l'économie, reposant à 80 % sur les fermiers blancs. Une inimaginable faillite. En moins de deux ans, le PIB dégringole de 40 %, le chômage atteint 90 %, l'inflation grimpe jusqu'à… 165 000 %! *« Arrivant dans un aéroport international flambant neuf (inauguré en 2001) mais totalement vide, les visiteurs sont sidérés lorsqu'il faut payer 1 milliard de dollars zimbabwéens une tasse de café et 300 millions une cigarette*, témoignait notre reporter Frédéric Pons dans *Valeurs actuelles* en 2008. *Leurs hôtes sont honteux et ne se baissent même plus pour ramasser au sol un billet de 100 millions de dollars… » « Le pays des milliardaires affamés »*, a résumé *Le Monde*.

Longtemps premier exportateur mondial de tabac, à l'époque de la Rhodésie, et surtout ancien "grenier à maïs" de l'Afrique et exportateur de viande, le pays ne survit plus que grâce à l'aide alimentaire. Espérance de vie de la population: 37 ans! Preuve de l'incroyable marasme dans lequel est tombé le Zimbabwe, Mugabe lui-même, en 2015, sera contraint de lancer un "appel" en faveur du retour des… Blancs! Évidemment sans succès. Deux ans plus tard, celui qui fut, à 93 ans, le plus vieux despote de la planète sera destitué (en douceur) avec le soutien de l'armée. Avant de mourir, en 2019, dans un hôpital de Singapour. Aussi hallucinant que cela puisse paraître, le 21 février, jour de son anniversaire, a été décrété au Zimbabwe *« Journée de la jeunesse Robert Gabriel Mugabe »*. Et celui-ci promu au rang de *« héros national »*. ●

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA RAPHO

Idi Amin Dada en 1973.

Amin Dada, derrière le bouffon, la tragédie

Au-delà de son image de “clown”, Idi Amin Dada, ex-“président à vie” de l’Ouganda (1971-1979), fut surtout l’un des tyrans les plus cruels et sanguinaires d’Afrique. Âmes sensibles s’abstenir.

Par Maxime Coupeau

28 juillet 1975, Kampala, capitale de l’Ouganda. La foule se presse aux abords de la demeure présidentielle. Le président Idi Amin Dada, 50 ans, fait son apparition, trônant sur une chaise à porteurs soutenue par… cinq notables occidentaux — manière de symboliser leur soumission. Scène surréaliste. Bras tendu vers le ciel, haranguant la foule, il leur intime l’ordre de siffler l’air du *Pont de la rivière Kwaï*…

Au pouvoir depuis quatre ans, à la suite de son putsch contre le précédent dictateur Milton Obote

(1962-1971), cet ex-officier de l'armée britannique, puis ougandaise (depuis l'indépendance de 1962), est ce jour-là au faîte de sa gloire. Ce musulman ultra qui se fait appeler *« Son Excellence le Président à vie, Maréchal Alhaji Docteur Idi Amin Dada, titulaire de la Victoria Cross, DSO, titulaire de la Military Cross et Conquérant de l'Empire britannique »* vient d'être désigné président (tournant) de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

"Nous avons trébuché sur un charnier"

Présent sur place, le journaliste de *Valeurs actuelles* François Lebrette raconte : *« L'argent d'Amin a financé le spectacle offert à Kampala aux représentants de toute l'Afrique : élection de Miss Africa, rallye automobile, répétition générale de la prise de la ville du Cap, épousailles du maréchal président avec une femme soldat de l'unité blindée suicide de l'armée ougandaise… »*

Mais derrière cet aspect "clown", on l'ignore trop souvent, Amin Dada est surtout l'un des plus grands criminels africains de l'après-guerre. Impossible ici de citer l'étendue de ses exactions, en particulier depuis 1974, date avant laquelle il était même apprécié par les démocraties occidentales. Un flot continu de crimes de masse et d'exécutions sommaires… *« Il a asservi sa patrie avec une cruauté glaçante*, explique Vincent Hugeux, lauréat du prix des correspondants de guerre pour son reportage *Ouganda, l'enfance massacrée* (2005). *Il a laissé dans son sillage de 300 000 à un demi-million de cadavres. Un bilan d'autant plus effarant que l'Ouganda comptait alors moins de 10 millions d'habitants. »*

Dans ce terrible décompte, pas moins de 9 000 soldats, suspectés d'être restés fidèles à son prédécesseur Obote. Parmi eux, un groupe d'officiers supérieurs abattus à la mitrailleuse dans l'enceinte de la caserne Mbara ; un autre déchiqueté à la dynamite dans une cellule d'une prison de la capitale. Tous les faits évoqués ont été révélés par des enquêtes menées après la chute du tyran.

Bras armé de cette folie meurtrière, les agents du SRB (*State Research Bureau*), la police politique "privée" du dictateur. À la chute du tyran, en 1979, le photographe de presse américain Brian Baron a été l'un des premiers à entrer dans leur QG de Kampala, tout juste déserté. *« Au-dessous du niveau du sol, nous avons trébuché sur un charnier dans les escaliers du bâtiment vide*, racontera-t-il. *Le sol était inondé de sang, les corps des dernières victimes gisaient dans l'obscurité. Nous avons trouvé la station d'écoute du SRB, qui fonctionnait toujours. Qui sait combien d'appels téléphoniques ont été interceptés au fil des ans, avec des résultats fatals ? »*

Jetés dans la fosse aux crocodiles

Des dizaines de témoins l'ont attesté : Dada assiste en personne aux exécutions de nombre de ses (soi-disant) "opposants", donnant lui-même l'ordre de mise à mort. Détail sordide : il impose aux suppliciés le port d'une tenue blanche afin que les traces de sang soient plus visibles. Dada impose également des combats à mort entre captifs. Des piles de prisonniers victimes de tortures sont abandonnées agonisant dans la savane, offertes aux vautours. Les ministres, députés et universitaires considérés comme "traîtres" sont jetés vivants dans des fosses aux crocodiles. Jusqu'à cet incroyable, et pourtant avéré, épisode : dérivant dans les flots du Nil, les corps des suppliciés sont si nombreux… qu'ils bloqueront un jour les turbines d'un barrage !

Le dictateur n'aura pourtant jamais à répondre de ses crimes. En 1979, à la suite de l'invasion de son pays par la Tanzanie (contre laquelle il avait déclenché la guerre), il se réfugie en Libye, chez son ami Kadhafi. Puis, solidarité islamique oblige, direction l'Arabie saoudite, où il mourra paisiblement à 75 ans, gavé de sucreries. En 2018, quinze ans après sa mort, a été érigée dans le nord de l'Ouganda une mosquée qui porte son nom. ●

18 000

C'est le nombre de "policiers spéciaux" des deux polices politiques d'Amin Dada : le SRB (State Research Bureau) et le PSU (Public Safety Unit). Ces "escadrons de la mort" aux ordres directs du dictateur seront son bras armé, responsable de la plupart des victimes du régime : 300 000 morts (fourchette haute : 500 000).

François Duvalier, dit “Papa Doc”.
Page de droite, le mariage de son fils
Jean-Claude, alias “Bébé Doc”.

PHOTOS : COLAIMAGES/ALAMY STOCK PHOTO ; AP/SIPA

Duvalier, despote et… sorcier

Afin d’inspirer peur et dévotion à son peuple, François Duvalier, dit “Papa Doc”, au pouvoir à Haïti de 1957 à 1971 (où son fils lui succédera), s’appuiera notamment sur les croyances vaudoues.

Par Philippe Delorme

1

C'est le nombre (un seul, donc !) de chefs d'État étrangers ayant accepté d'effectuer une visite officielle en Haïti durant la dictature de François Duvalier : l'empereur d'Éthiopie Hailé Sélassié, en 1966.

Le slogan s'est longtemps affiché sur les murs lépreux de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti: *« Papa Doc ne fait qu'un avec les loas* (esprits des morts, NDLR), *Jésus-Christ et Dieu lui-même »*. Durant ses quatorze ans de règne sur cette ex-colonie française des Antilles (1697-1804), François Duvalier n'aura en effet eu de cesse d'exploiter les superstitions populaires afin d'inspirer la peur et d'accroître son pouvoir.

De "Papa Doc" nul n'ignore, ou presque, la violence et la corruption ayant conduit à l'extrême paupérisation du pays, mais rares sont ceux à connaître cette autre vérité: *« Papa Doc a utilisé le vaudou pour contrôler la nation,* explique l'ancien ambassadeur d'Haïti aux États-Unis Raymond Joseph. *La vision qu'il avait de lui-même était un contrôle total de la société à travers un pouvoir mystique. »*

Rien, pourtant, ne laissait présager cette dérive lorsque Duvalier accède légalement, à 50 ans, à la présidence de la République d'Haïti (5 millions d'habitants à l'époque). Nous sommes en 1957. Élu par 69 % des voix, cet ancien ministre de la Santé s'est rendu populaire par son aide médicale en faveur des plus démunis — ce qui lui a valu son affectueux surnom de "Papa Doc". Son élection répond aussi au "ras-le-bol" du peuple contre la corruption des élites et l'instabilité chronique du pays. Duvalier, d'origine martiniquaise, doit enfin son succès à la mobilisation de la communauté noire du pays (90 % de la population), vivant depuis toujours sous une domination des mulâtres s'apparentant à l'apartheid.

Champion de la cause *« noiriste »* (le terme utilisé à Haïti) et des idéaux panafricains teintés de tiers-mondisme, Duvalier va cependant basculer rapidement dans une dictature sanglante et ubuesque reposant sur trois piliers: la corruption, le favoritisme et la répression. En près de trois décennies, la "dynastie" Duvalier père et fils (Jean-Claude, dit "Bébé Doc", lui succédera de 1971 à 1986) sera responsable de 30 000 à 60 000 morts. Torture, exécutions sommaires, tueries de masse…

Très vite, cet ethnologue amateur passionné par l'étude du vaudou (la religion traditionnelle haïtienne, mélange de catholicisme et d'animisme) comprend tout le profit qu'il peut tirer de ces croyances fortement ancrées.

Afin d'impressionner son peuple, celui qui se fera "réélire" "président à vie" en 1964 va adopter le costume et les attitudes du "Baron Samedi", redoutable *loa* vaudou censé hanter les cimetières. Lors de ses (rares) déplacements, "Papa Doc" revêt, comme lui, un strict costume noir et un chapeau haut-de-forme. Il chausse d'épaisses lunettes dissimulant son regard, affecte une démarche saccadée. Les traits figés, il ne s'exprime que d'une voix lente et caverneuse, dans un murmure nasillard considéré comme propre aux démons. En 1963, il se prétendra invulnérable car étant *« un être immatériel »*. Des facultés extraordinaires qu'il dit avoir acquises lors d'une visite à la grotte de Trou-Forban, un site sacré censé abriter des spectres maléfiques, les *bakas*, avec lesquels il aurait conclu un pacte…

Duvalier fait circuler de multiples rumeurs: il serait un puissant *houngan* (sorcier vaudou) se livrant à des sacrifices et pratiques rituels, tel l'étude des entrailles de chèvres, en compagnie d'autres sorciers résidant dans les caves de son palais; il aurait dérobé le cercueil de l'un de ses adversaires politiques pour interroger son âme; il posséderait le don d'ubiquité et dirigerait une meute de zombies invincibles prêts à fondre sur ses ennemis. Etc., etc.

Papa Doc l'a encore raconté devant une assistance nombreuse: c'est lui, et lui seul, qui est à l'origine, en 1963, de la mort de John Kennedy (qui le détestait). Comment? En poignardant à 22 reprises (son chiffre fétiche) une poupée le représentant…

Il n'est pas jusqu'au sobriquet créole de sa sinistre milice armée, les "Tontons Macoutes" (entre 5 000 et 10 000 hommes), à faire référence à un autre personnage vaudou: le "Bonhomme-bâton", sorte de croquemitaine censé enlever les enfants, qu'il fourre ensuite dans son grand sac.

Après avoir chassé son fils et successeur "Bébé Doc" en 1986, soit quinze ans après la mort (affection cardiaque et diabète) de "Papa Doc", les Haïtiens déterreront et profaneront son corps. ●

Eva Braun-Hitler. À droite, Lucia et Augusto Pinochet (en haut) ; Bobi Mobutu et son mari (en bas).

Femmes de dictateur

Tyranniques ou victimes, complices ou effacées, corrompues, poussées au suicide ou assassinées, toutes ont un point commun : avoir partagé la vie d'un impitoyable despote. Retour sur ces destins souvent ignorés.

Par Sabine Dusch

PHOTOS : CILO/GAMMA-RAPHO ; CRIS BOURONCLE/AFP ; AKG-IMAGES

Eva Braun-Hitler
mariée et suicidée en 24 heures

Berlin, 29 avril 1945, bunker d'Hitler assiégé par les troupes soviétiques: *« Moi-même et mon épouse, choisissons la mort »*, annonce le Führer au dernier carré de ses fidèles. Ce sera le cas le lendemain. Lui a 56 ans, Eva Braun (1912-1945), mariée depuis la veille avec Hitler, seulement 33. Leur majordome témoignera que cette dernière *« semblait heureuse, parce que cet instant, elle en avait rêvé depuis dix ans »*.

Sa passion remonte à 1929. Lorsqu'elle le rencontre, le futur dictateur est encore "attaché" à sa nièce Geli Raubal, qui se suicidera en 1931. Hitler ne se rapproche réellement d'Eva qu'en 1935. Elle est gaie, insouciante, rêve de devenir actrice mais souffre de leurs rares retrouvailles, au point de faire une tentative de suicide. Quand il l'installe au Berghof, sa maison des Alpes bavaroises, en 1936, il confie à Goering: *« Eva est trop jeune, trop inexpérimentée pour être la première dame. Elle est cependant la seule femme de ma vie, et après la guerre, quand je prendrai ma retraite, elle deviendra ma femme. »* Vivant cachée, elle prend des photos, fait du sport, bronze sur la terrasse. En 1945, Hitler lui interdit de le rejoindre dans son bunker. Elle lui désobéit et part pour Berlin assiégé le 7 mars. *« À quel point je peux souffrir en voyant le Führer, je ne peux le décrire*, confiera-t-elle. *Je ne peux pas comprendre que tout cela ait pu arriver »*.

Lucia Pinochet
la corrompue

Depuis 1943, année de son mariage avec Augusto Pinochet, le futur dictateur du Chili (de 1973 à 1990), Lucia (1923-2023), issue d'un milieu plus fortuné que son époux, mettra tout en œuvre pour le faire accéder à la fonction suprême. Elle le vilipende avant le coup d'État de 1973, le jugeant trop *« faible »* face à Allende, et le poussant à le renverser *(lire page 95)*. Son mari au pouvoir, celle qui se présentait comme une fervente catholique présidera notamment la Fondation Cema Chile, ayant pour but de *« moraliser »* les familles. Elle s'octroiera 300 000 dollars par an de frais de représentation… Après la défaite de son mari lors du référendum de 1990, elle sera accusée d'avoir vendu à son propre bénéfice les bâtiments et terrains de la Fondation.

LE "MÉNAGE À TROIS" DE LÉNINE

Lénine *(lire page 50)* se marie en 1897 avec Nadia Konstantinovna. Elle le suit à Paris en 1908 où le chef des bolchevique croise une veuve, Inès Armand, dont il fait sa maîtresse. Ensemble, ils formeront un "ménage à trois". Mais lorsque cette dernière commencera à rédiger en 1915 un livre prônant l'"amour libre", cela ne sera pas du goût de Lénine : *« Ce n'est vraiment pas un problème prolétarien mais une revendication bourgeoise »*, l'admonestera-t-il. S. D.

De gauche à droite, Jiang Qing, la femme de Mao ; Margaux et Erich Honecker ; Nexhmije Hodja sur la tombe de son mari.

Bobi Mobutu
amours jumelles

Dictateur du Zaïre de 1965 à 1997, Mobutu (1930-1997) s'est marié deux fois. D'abord avec Marie-Antoinette, alors âgée de 14 ans, en 1955 (et décédée en 1977). Puis avec Bobi, en 1980. Mais en réalité, Mobutu vivra en même temps avec elle et sa… jumelle, Kosia. Les deux femmes lui donneront sept enfants. *« Mobutu est entouré de ses deux vraies jumelles: même corpulence — imposante — même avidité pour les biens matériels, même égards dus à leur rang*, raconte Jean-Pierre Langellier dans sa biographie *Mobutu* (Perrin, 2017). *Il veille à ne favoriser ni l'une ni l'autre. Avion à disposition, villas à l'étranger, gardes du corps, personnel domestique en abondance, vêtements et bijoux à profusion… »* Après la mort du "maréchal président", les deux veuves couleront une paisible retraite, profitant d'une partie du pactole accumulé par le "clan Mobutu" pendant ses trente-deux années de règne : 11 milliards de dollars, essentiellement en biens immobiliers achetés dans une quinzaine de pays.

Jiang Qing Mao
la fanatique

« Je me nettoie dans le corps de mes femmes », confiait Mao *(lire page 108)*. Le Grand Timonier a eu quatre épouses, dont la dernière, Jiang Qing (1914-1991). Alors âgée de 24 ans, celle-ci épouse Mao, 45 ans, divorcé, en 1938. La jeune femme est une starlette de cinéma à la réputation de courtisane depuis ses 14 ans. Une fois mariée, et afin d'affermir son pouvoir, Jiang Qing lui "fournit" nombre de ses maîtresses. Plus Mao vieillit, plus il les réclame jeunes. Mais le Grand Timonnier n'est pas dupe : Jiang Qing, dit-il, est *« aussi venimeuse et mortelle qu'un scorpion »*. Parole d'expert. Tenant un rôle majeur dans la Révolution culturelle (1966), elle dicte lynchages, purges, tortures, exécutions et travaux forcés. Ses cibles ? Les rivaux de Mao, mais aussi les siens, notamment les intellectuels, militaires ou hommes de culture au courant de son sulfureux passé. *« Enlaidissant avec l'âge, elle s'assigna d'avilir la gent féminine »*, relate l'écrivain Ismaël Kadaré. Emprisonnée à

KHADIJE, LA MUSE DE KHOMEINY

« Épris, je fus, ma mie, de la mouche à tes lèvres, je vis ton œil langoureux, et en fus alangui. » **Ces vers, l'ayatollah Khomeiny (1902-1989, *lire pages 90*), au pouvoir en Iran de 1979 à 1989, les a dédiés à sa femme Khadije.** ***« Il m'offrait toujours la meilleure place et ne voulait pas commencer le repas tant que je n'étais pas à table,*** **racontera-t-elle.** ***Il avait beaucoup de respect pour moi.*** **(…)** ***Même quand je rentrais dans la chambre, il ne me disait jamais "Fermez la porte derrière vous". Mais il attendait jusqu'à ce que je m'assoie, puis se levait ensuite pour la fermer. Je me sentais aussi libre qu'un oiseau. »*** **S. D.**

PHOTOS : HEKTOR PUSTINA/ AP-SIPA ; AKG-IMAGES/ALBUM ; AKG-IMAGES/PICTURES FROM HISTORY

la mort de son mari, elle sera jugée en 1981. « *J'étais le chien de Mao*, s'exclamera-t-elle lors de son procès. *Vous battez le maître parce que je suis le chien du président Mao. Pour le président Mao, je n'ai pas peur que vous me battiez!* » Elle se suicide à 77 ans dans sa cellule.

Margot Honecker
l'ultra du régime

Femme d'Erich Honecker, le dictateur est-allemand *(lire page 60)*, Margot (1927-2016) fut sa ministre de l'Éducation pendant vingt-six ans. Farouche communiste, c'est à elle, notamment, que l'on doit la mise en place en RDA (République démocratique d'Allemagne) d'un système permettant de retirer leurs enfants aux familles jugées « *non conformes* ». Tout un symbole, raconté par *Le Figaro*: « *Margot Honecker, 85 ans, estime que les jeunes gens tués en essayant de franchir le mur ont fait preuve de "stupidité". "Ils n'avaient pas besoin d'escalader le mur, c'était stupide de payer cela de sa vie"* », déclarera-t-elle. Jamais condamnée, elle s'éteindra paisiblement vingt-sept ans après la chute du Mur.

Nadia Staline
la suicidée

"Le Petit Père des peuples" *(lire page 44)* a été marié deux fois. Sa première, épouse, Ekaterina Svanidze, avec laquelle il se marie en 1906, lui donne un fils avant de mourir un an plus tard. « *Elle est morte, et avec elle est mort* (chez Staline) *tout sentiment chaleureux pour les êtres humains* », écrit Diane Ducret dans *Femmes de dictateurs* (Perrin, 2011). En 1918, il convole avec sa seconde épouse, Nadia Allilouïeva (1901-1932), alors âgée de 17 ans, et future mère de ses deux autres enfants. Nadia est éprise mais sa passion s'étiole. Elle est hostile à sa politique de terreur, endure sa cruauté et ses infidélités. Les disputes sont fréquentes, jusqu'à ce 8 novembre 1932 où Staline, au cours d'une réception, lève un toast et lui crie : « *Pourquoi tu ne bois pas?* » (alors qu'elle ne boit jamais). « *Eh toi! bois donc un coup!* », insiste-t-il. « *Je ne m'appelle pas "Eh toi". Et toi, tais-toi !* », lui rétorque-t-elle. Puis elle quitte la pièce. À l'aube, Nadia cherche son mari. Il est avec une autre femme. Rentrée dans sa chambre, elle se tire une balle dans la tête. « *Staline reste trois jours prostré dans sa chambre*, raconte Diane Ducret. *On l'entend dire face au cercueil ouvert: "Elle me quitte comme un ennemi. "* (...) *Il n'assiste pas aux cérémonies funéraires, ni à la messe donnée en sa mémoire.* » Le suicide de Nadia Staline restera caché pendant soixante ans.

L'INTERNATIONALE DES DICTATEURS

LES "35 000 FEMMES" DE CASTRO

Le dictateur cubain *(lire page 102)* et séducteur *« aux 35 000 femmes »* (comme il s'en vantera) n'a convolé qu'une fois, à 22 ans, avant de divorcer. Amant adulé, y compris de l'actrice Ava Gardner *(photo)*, il se dit *« marié à la révolution »*. Deux femmes compteront cependant plus que les autres. D'abord Dalia, de quinze ans sa cadette, rencontrée en 1961, avec laquelle il aura cinq fils. « *Mais une de ses femmes les plus influentes*, rapporte un spécialiste, *fut sans conteste Célia Sánchez, qu'il avait connue dans le maquis en 1957. Elle fut son bras droit, sa confidente, sa secrétaire personnelle et peut-être davantage, jusqu'à sa mort d'un cancer en 1980.* » S. D.

Imelda et Ferdinand Marcos. Page de droite, Clara Petacci et Elena et Nicolae Ceausescu.

PHOTOS : PHILIPPE LEDRU/AKG-IMAGES ; AKG-IMAGES/MONDADORI PORTFOLIO/ARCHIVIO GBB ; AKG-IMAGES/MONDADORI PORTFOLIO/ARCHIVIO GBB

Nexhmije Hodja
“l’araignée noire”

La veuve du dictateur communiste albanais Enver Hodja *(lire page 60)* est morte tranquillement en 2020 à 99 ans. Le temps d’écrire des Mémoires. *« À la lecture de ses écrits*, relate Farhi Balliu dans *La Femme du diable* (Favre, 2008), *on en déduit que c’était elle qui l’incitait* (…) *dans tout ce qu’il faisait et, en particulier, dans tout acte meurtrier. »* Ultra-influente, *« il y avait un terrain où Enver Hodja se sentait sans pouvoir envers sa femme*, poursuit-il (…). *Cette arme était ce que la rumeur colportait : Enver serait homosexuel. »* Les prisons regorgeront des propagateurs de cette rumeur. Nexhmije fait emprisonner et exécuter la plupart des compagnons de jeunesse de son mari, des proches et des intellectuels, au courant de cette “faille” dans sa vie privée. Lorsque, en 1967, l’Albanie devient le *« premier pays athée du monde »*, elle appuie l’exécution des religieux, la destruction des lieux de culte. Veuve depuis 1985, son procès (1993) l’exempte de toute accusation, excepté celle de détournement de fonds (15 millions de dollars). Elle sera libérée après cinq ans de prison.

L’INFIRMIÈRE DE KADHAFI

Témoignage de Vincent Hugeux dans sa biographie *Kadhafi* (Perrin, 2017) au sujet de Safiya, l’omniprésente infirmière et seconde épouse du dictateur libyen *(lire page 96)*, qui vivait entouré de ses “Amazones” (lesquelles étaient aussi ses maîtresses) : *« Elle aura fermé les yeux sur toutes les frasques de son époux, les liaisons du séducteur fringant et compulsif comme les coucheries du tyran usé* (…). *Mais elle seule aura, en contrepartie de sa mansuétude, endossé quarante années durant toutes les défroques de la compagne indétrônable. De celle de la jeune infirmière empressée à celle de la veuve, réclamant, urbi et orbi, la dépouille du défunt afin de lui offrir une sépulture décente. » S. D.

Imelda Marcos
la folie dépensière

Née en 1929, toujours vivante, et rendue célèbre par ses 3000 paires de chaussures, Imelda, surnommée “Papillon d’acier”, s’unit en 1953 au futur dictateur philippin Ferdinand Marcos (de 1965 à 1986). Imelda aime le luxe, les honneurs. Elle sera gouverneur, ambassadeur, ministre, multipliera les voyages officiels aux côtés de son mari. Ses folies dépensières contribueront à la chute du despote. Ainsi, a raconté *Le Point*, d’*« une dépense de 3 millions de dollars effectuée en un seul jour dans des magasins de Manhattan »*, à New York. Devenue veuve, elle vit toujours à Manille, la capitale des Philippines, où son fils Ferdinand Junior a été élu président l’année dernière. Au total, le couple Marcos aurait détourné 10 milliards de dollars.

Clara Petacci
l’amour à mort pour Mussolini

Benito Mussolini *(lire page 70)* épouse Rachele Guidi (1890-1979) en 1915. Discrète et effacée mère au foyer, celle-ci le laisse multiplier les aventures. Quand il rencontre Clara Petacci (1912-1945), il

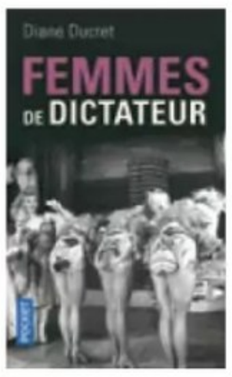
a 53 ans, elle 24. Elle est fougueuse, sensuelle, et tombe folle amoureuse du dictateur. Un amour jusqu'à la mort. Elle l'accompagne, sans son consentement, lorsque tout est perdu. *« Qui aime meurt*, écrit-elle. *Je suis mon destin, et mon destin, c'est lui. »*. Arrive le 28 avril 1945, et la capture de Mussolini et Clara Petacci sur la route de leur vaine fuite. *« Ils sont conduits dans la campagne*, raconte Diane Ducret dans *Femmes de dictateurs. Clara pleure sans cesse, "Ben" est apathique. Juste avant que les coups de feu retentissent, elle lui glisse à l'oreille: "Es-tu content que je t'aie suivi jusqu'au bout?" Il ne répond pas. »* Exécutée en même temps que lui, elle sera ensuite exhibée, pendue par les pieds, à Milan, toujours à ses côtés.

Elena Ceausescu
La furieuse

29 décembre 1989, Elena (1916-1989), 73 ans, est arrêtée avec son mari, le dictateur roumain Nicolae Ceausescu *(lire page 56)*. Elle n'a plus que quelques heures à vivre. *« Nous voulons mourir ensemble*, tempête-t-elle. *Nous ne demandons pas la clémence »*. Mariée en 1947, cette narcissique et quasi illettrée se rêve scientifique. Son mari l'exauce. Sans entamer d'études, elle se proclame *« chercheuse en chimie macromoléculaire »*. S'octroie un total de 17 doctorats et 74 titres universitaires… Rédigées par d'autres, ses thèses et publications sont mises au programme des écoles et facultés. C'est elle, aussi, qui prohibe la contraception et l'avortement, exigeant des Roumaines d'avoir cinq enfants, dont trois confiés à l'État. Plus tard, le monde découvrira ces "orphelins Ceausescu", attachés et aliénés. *« Un jour, son médecin personnel confie ses doutes sur* (sa) *santé mentale*, rapporte Diane Ducret, *le lendemain* (il) *est retrouvé suicidé. »*

Kay Dada
découpée en morceaux

Amin Dada, le dictateur ougandais *(lire page 120)*, collectionne les conquêtes. Lors d'un bal, il remarque Sarah. La réclame. Un musicien hurle : *« Sarah est mon épouse, elle est enceinte! »* Il sera éliminé, Sarah épousée, et le bébé adopté. Au total, Dada aura six épouses. En 1974, il répudie trois d'entre elles : Nora, Médina et Kay. La première aura la vie sauve. La seconde aussi, mais à quel prix… *« Après avoir échappé de peu, début 1975, à une tentative d'assassinat, son époux l'accuse d'avoir trop parlé et, dans sa fureur, la bat si fort qu'il se casse le poignet »*, relate Jean-Louis de Montesquiou dans *Amin Dada* (Perrin, 2022). Quant à Kay (1966-1974), son corps sera retrouvé découpé en morceaux, sur ordre du dictateur. *« Voyez ce qui arrive aux mauvaises femmes »*, commentera-t-il. ●



Femmes de dictateur,
de Diane Ducret.
Pocket, 448 pages, 8,60 euros.

VALEURS ACTUELLES

Fondateur Raymond Bourgine
24, rue Georges-Bizet 75116 Paris
Pour obtenir votre correspondant, composer directement le 01.40.54 suivi des quatre chiffres entre parenthèses.
Abonnements : 09.69.39.66.46.
www.valeursactuelles.com

GROUPE VALMONDE
Président Jean-Louis Valentin

COMMISSION ÉDITORIALE
Président Charles Villeneuve
Jean-Claude Dassier, Tugdual Denis, Catherine Nay, François d'Orcival, Jean-Louis Valentin.

RÉDACTION
Directeur de la rédaction Tugdual Denis.
Directeur délégué de la rédaction Arnaud Folch (1151).
Rédacteurs en chef
Société: Mickaël Fonton (1157).
Monde: Mériadec Raffray (1180).
Économie-Finance: Frédéric Paya (1155).
Culture: Laurent Dandrieu (1136).
Chef de rubrique Enquête: Amaury Bucco (1163).
Chef de rubrique Art de vivre: Véronique André.
Secrétaire général de la rédaction Alexandre Meyer (1207).

Politique Grand reporter: Édouard Roux (1139);
Reporter: Sébastien Lignier (1163).
France Reporters: Patricia de Sagazan (1182); Thomas Morel (1194) Édouard Lavollé; Victor Eyraud.
Économie et Entreprises Rédacteur en chef adjoint: Marie de Greef-Madelin (1152).
Chef de service politique économique: Josée Pochat (1166).
Culture Reporter: Olivier Maulin (1206).
Histoire François d'Orcival (1169).
L'incorrect Anne-Laure Debaecker (1165).
Hors-série Yves Le Bescond (1168).
Web Chef d'édition: David Blanchard.
Chef de service: Amaury Brelet (1198).
Responsable des réseaux sociaux Justine Lambert.
VA+ Chef de service: Antoine You (1138).
Adjointe: Anne-Lorraine Rousseau.
Iconographie Chef de service: Patrick Iafrate (1192).
Adjoints: Romain Rouger (1167), Barbara le Tourneur du Breuil (1211).
Documentation Chef de service et responsable de la diffusion numérique: Marie Vercelletto (1196).

CHRONIQUEURS
Catherine Nay, Franck Ferrand, Philippe Barthelet.

RÉALISATION ET FABRICATION
Rédacteur en chef technique Nicolas Gigaud (1187).
Secrétaires de rédaction Diane Manière (1208), Patrick Mané (1188), Emmanuelle Barbou des Places (1199), Josiane Ruiz (1189), Isabelle Wlassikoff-Gross (1272).
Premier rédacteur-graphiste, conception graphique Yves Le Bescond (1168).
Rédacteurs-graphistes Fabrice Fournier (1183), Nicolas Lemay (1184), Christian Cibrélus-Érambert (1274).
Responsable de la photogravure, rédacteur infographe Olivier Aujean (1148).

ADMINISTRATION – GESTION – DÉVELOPPEMENT
24, rue Georges-Bizet 75116 Paris. Fax: 01.40.54.11.81.
Président du directoire, directeur des publications Jean-Louis Valentin.
Comptabilité Corinne Brice (1116), Chantal Kientzy (1118), Nathalie Locart (1119), Bérangère Blanchard (1108).
Services généraux Corinne Landry (1113), Joseph Agius (1110).

PUBLICITÉ ET COMMUNICATION
Directeur commercial et responsable de la régie publicitaire Julien Medioni (06.10.25.20.08).
Responsable commerciale de la régie publicitaire Marine Burrus (06.11.73.68.07).
Planning media.figaro 01.56.52.20.60.

DIFFUSION – ABONNEMENTS – LIBRAIRIE
Directeur des ventes et fabrication Gilles Marti.
Directeur marketing Charles Bonnet (1193).
Service diffusion Valérie Dubuy (1159), Sophie Roland (1135), Fatiha Pochet (1115).
Service abonnements : 09.69.39.66.46.
Ventes kiosques (01.40.54.12.19) — e-mail: gilles.marti@valmonde.fr

SERVICE ABONNEMENT
CS 20011, 59895 Lille Cedex 9
Tél.: 09.69.39.66.46.
France: 1 an, 4 n°s, 29,90 € - 2 ans, 8 n°s, 55,90 €
Tarif étranger: nous consulter
Copyright 2023 - Valeurs actuelles. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus. Sauf dans les cas où elle est autorisée expressément par la loi et les conventions internationales, toute reproduction totale ou partielle du présent numéro est interdite et constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du code pénal.
Impression Roto France
N° de commission paritaire 0925 C 79794
N° ISSN 0049-5794
Valmonde et Cie,
SAS au capital de 1410 497 €
Associé unique PIDEVMEDIAS FRANCE.
RCS Paris B 775 658 412 **Siret** 775 658 412 00 165

Origine du papier: Allemagne
Taux de fibres recyclées: 0 %
Certification: PEFC
"Eutrophisation" Ptot: 0,016 kg/tonne

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC
LE TRI FACILE
BAC DE TRI

BIBLIOGRAPHIE

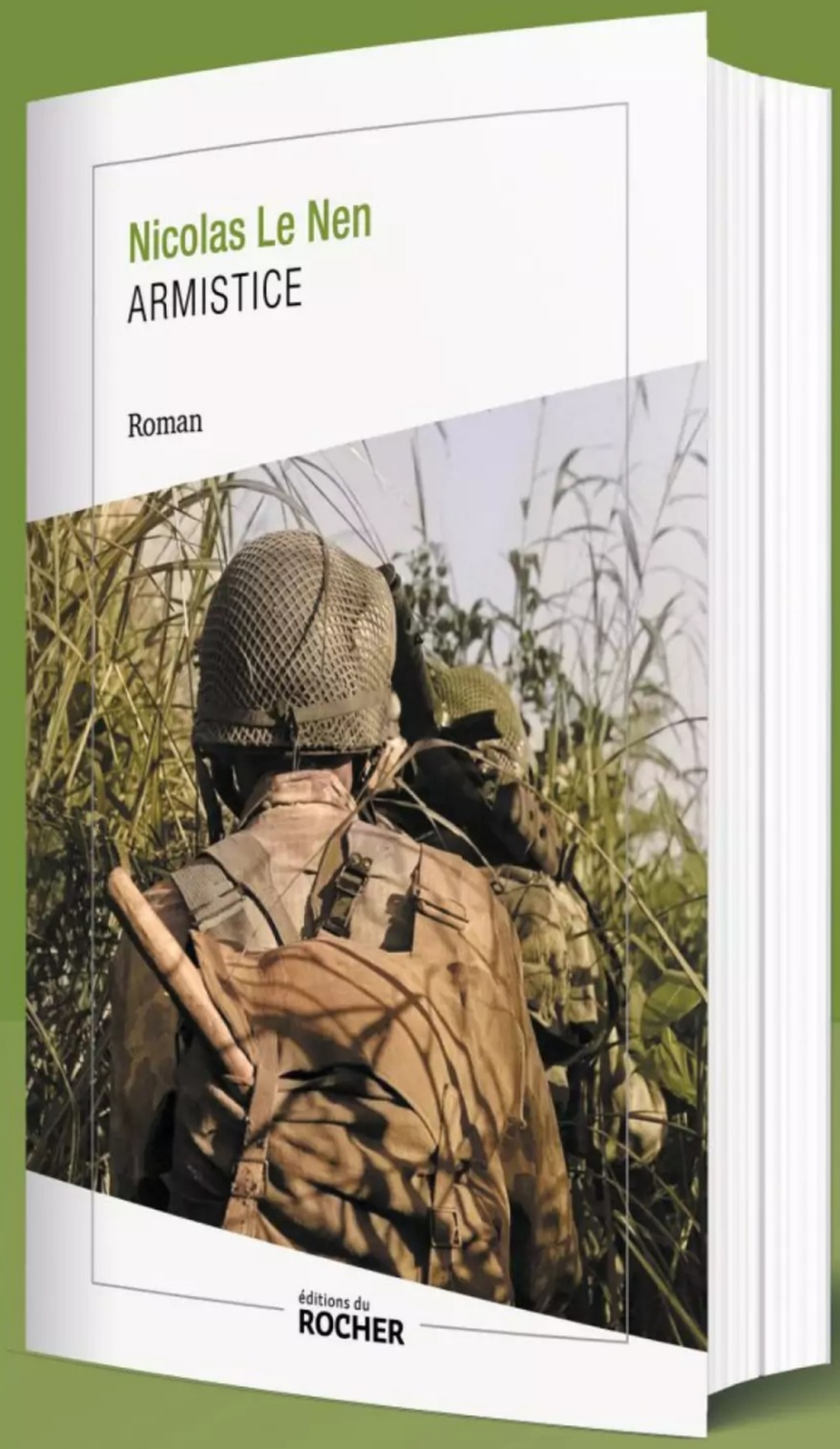
Berlin-Stasi
de Jean-Paul Picaper
édition des Syrtes, 2009
Le Brun et le vert
de Philippe Simonnot
éditions du Cerf, 2022
Le dernier crime de Staline. Retour sur le "complot des blouses blanches",
de Jonathan Brent et Vladimir Naumov,
Calmann-Lévy, 2006
Les Derniers jours de Staline
de Joshua Rubenstein
Perrin, 2023
Femmes de dictateurs
de Diane Ducruet
Perrin, 2011
Histoires insolites des dictateurs
de Marc Lefrançois
City, 2022
Historiquement correct, pour en finir avec le passé unique
de Jean Sévilia
Tempus Perrin, 20143
Hitler (2 vol.)
de Ian Kershaw
Flammarion, 1999, 2000
Les Hommes de Mussolini
de Frédéric Le Moal
Perrin, 2022
Lénine, l'inventeur du totalitarisme
de Stéphane Courtois
Perrin, 2017
Le Livre noir du communisme
sous la direction de Stéphane Courtois
Robert Laffont, 1997

Maos, trotskos, dodo
de Jean-Christophe Buisson
Le Rocher, 2001
Néron
de Catherine Salles
Perrin, 2019
Pol Pot
de Philip Short
Denoël, 2004

Les Procès de Moscou
de Nicolas Werth
Complexe, 2006.
Profession dictateur
d'Emmanuelle Raimondi
L'Archipel, 2019
Salazar et le salazarisme
de Jean Tullard, avec Pierre Gaxotte
Fayard, 1976
Russie, révolution et guerre civile
d'Antony Beevor
Calmann-Lévy, 2022
Salazar et le salazarisme
Yves Léonard
éditions Chandeigne, 1996
Le Siècle des dictateurs
d'Olivier Guez
Perrin, 2019.
Les Secrets du IIIe Reich
de François Kersaudy
Perrin, 2013
Le Temps de Franco
de Michel del Castillo
Fayard, 2008
Tyrans d'Afrique, les mystères du despotisme décolonial
de Vincent Hugueux
Perrin, 2021.
Une histoire mondiale du communisme
de Thierry Wolton
Perrin, 2015
Une histoire secrète de la Révolution russe
de Victor Loupan
Editions du Rocher, 2017
Amin Dada
de Jean-Louis de Montesquiou
Perrin, 2022.

NOTRE SÉLECTION VALEURS ACTUELLES HORS-SÉRIE

LE DESTIN DE TROIS SOLDATS PRISONNIERS À DIÊN BIÊN PHU



Chute de Diên Biên Phu, 7 mai 1954, les armes se taisent. Trois soldats se retrouvent dans la colonne des prisonniers : Constant Jalaire, jeune lieutenant idéaliste sorti de Saint-Cyr ; Marcel Larget, fils de paysans du Limousin ; Heinrich Schmidt, légionnaire allemand, ancien officier de la Wehrmacht. Durant cette marche vers la captivité, qui prend des allures de confessionnal, ils livrent leurs peurs, leurs égarements, leurs remords, leurs démons intérieurs... Parviendront-ils à conclure un armistice avec leur conscience ? À retrouver leur dignité d'homme ? Avec ce livre choral d'un réalisme époustouflant, l'auteur fouille l'âme des soldats. Un roman âpre aux personnages saisissants, dont on comprend à la toute fin en quoi leurs destins sont liés.

Éditions du Rocher
14 x 20,5 cm, 320 pages

19€90 : FRAIS DE PORT OFFERTS

COMMANDEZ SUR **BOUTIQUE.VALEURSACTUELLES.COM**

Dans la limite des stocks disponibles.

Avec *L'Objet d'Art* découvrez les trésors de l'art et du patrimoine

SOIT
3 NUMÉROS
OFFERTS

75€/AN POUR 11 NUMÉROS AU LIEU DE ~~104,00€~~

JE COMMANDE SUR **WWW.FATON.FR**

AVEC LE CODE OAEXT23